

Démystification

Etatisme contre libéralisme?

INTRODUCTION

La plupart des commentateurs ont affirmé que la cause de la crise contemporaine était les « excès » d'une finance débridée et mondialisée que des gouvernements libéraux auraient volontairement favorisée et laissée libre de ses mouvements erratiques et spéculatifs. Les libéraux auraient mis l'Etat au service de la finance (appelée aussi « les marchés ») au lieu de le conserver et de l'utiliser comme serviteur de « l'intérêt général » pour les uns, de « l'intérêt national » pour les autres (ce qui est à peu près la même chose!). Ainsi de tous côtés, au Front de Gauche comme au Front National, on en appelle à un Etat qui régulerait les marchés, dompterait la finance (ce mauvais capital parasite) tout en assurant la croissance (celle du bon capital productif), et par là l'emploi, les salaires, etc. Bref, il faudrait, et il suffirait, pour sortir de la crise que l'Etat ait à sa tête un gouvernement qui lui redonne toute sa puissance, l'accroisse même, afin qu'il joue son rôle de régulateur de l'économie, de protecteur de la Nation, d'arbitre équitable et social de la répartition des richesses. Il suffirait donc de changer les hommes à la tête de l'Etat!

Le but de ce livre est de combattre cette utopie, qu'on appellera étatisme. Il montrera que l'Etat ne peut nullement être le moyen d'une solution à la crise et à ses effets catastrophiques, pour la raison qu'il ne peut pas être autre chose que l'organisateur essentiel de la reproduction du capitalisme (i.e., des rapports sociaux capitalistes) et de plus en plus essentiel au fur et à mesure de son développement historique. Il montrera que, pire encore, tout renforcement du rôle de l'Etat ne peut être qu'un renforcement de la dépossession des travailleurs des moyens de leur vie, un renforcement de la domination sur eux du capital (éventuellement étatisé) et de ses représentants, les bourgeois (appelée par Marx « les fonctionnaires du capital » parce qu'ils ne font qu'exécuter les lois). Cela quelles que soient les promesses de démocratie « participative », « citoyenne », « républicaine », ou autres qualificatifs qu'on y adjoint comme pour admettre qu'elle n'est rien! Il montrera que cet étatisme contemporain n'est pas un fait du hasard, un choix parmi d'autres, mais qu'il manifeste une tendance au totalitarisme inhérente à l'essence même de l'Etat et dont le plein développement accompagne nécessairement celui du capital arrivant à son âge

sénile. C'est donc une idéologie particulièrement néfaste en ce sens que, poussée à ses extrémités logiques, elle mène au fascisme¹.

Ainsi, c'est parce que cette idéologie est non seulement trompeuse dans ses promesses mais très dangereuse dans ses effets qu'elle sera ici combattue sans complaisance aucune, y compris quand elle se pare des qualificatifs de « socialiste », « communiste », ou plus généralement, « de gauche ». Parce qu'alors, c'est bien au cœur de l'urgence d'aujourd'hui, qui est que les prolétaires conquièrent leur indépendance en s'organisant en classe révolutionnaire, que se situe le combat contre l'étatisme. Car si les prolétaires n'y parviennent pas, et ils n'y parviendront que contre l'Etat qui fera tout pour les en empêcher – y compris avec des gouvernements de gauche comme l'histoire l'a constamment montré – alors les pires catastrophes sont certaines.

Il ne s'agit donc pas ici d'un livre sur l'Etat, qui analyserait toutes ses déterminations, fonctions, moyens, institutions, etc. L'analyse de l'Etat y sera limitée: 1°) en ce qu'elle sera seulement basée sur l'exemple français (néanmoins, il présente des caractères généraux propres à tous les Etats modernes); 2°) en ce qu'il ne sera pas procédé à l'examen de toutes les strates, et leurs rapports, qui composent le gigantesque millefeuille qu'est cet Etat, depuis les municipalités jusqu'à l'étage européen, des diverses administrations jusqu'aux multiples Comités, Hautes Autorités, Commissions et innombrables organismes parapublics; 3°) en ce qu'elle se bornera à exposer seulement ce qui est nécessaire à la compréhension de l'étatisme comme idéologie et comme pratique tout aussi capitaliste que le libéralisme (deux faces de la même médaille en réalité). Ainsi qu'à exposer les bases de son influence sur les masses populaires. Lesquelles sont ce qui induit ce qu'on appellera le fétichisme de l'Etat (en référence et en correspondance avec la fameuse analyse de Marx dans le premier chapitre du Capital sur le fétichisme de la marchandise). Bref, ce livre se limite à exposer pourquoi il faut combattre fermement l'étatisme et quelles en sont les racines.

AVERTISSEMENT

L'analyse du rôle de l'Etat contemporain ne peut pas être séparée de celle de la reproduction du capital qui est sa fonction, donc aujourd'hui de sa crise. Sur ce sujet, je ne pourrai que renvoyer aux ouvrages où j'ai traité de cette question, cités dans la liste publiée à la fin de celui-ci.

CHAPITRE 1. NAISSANCE ET ESSENCE DE L'ETAT

Commençons par préciser un choix de vocabulaire. Tout pouvoir dominant plus ou moins centralisé dans une société n'est pas à proprement parler un Etat. On dira plus loin ce qui distingue nettement cette « superstructure » de l'époque capitaliste de celles qui l'ont précédée. Le mot Etat n'apparaît d'ailleurs que vers le 16^{ème} siècle, en Europe, notamment avec Machiavel². User de ce mot pour désigner toute forme de pouvoir sur la société, quelles que soient les époques, est certes une commodité de langage couramment usitée, mais qui gomme les spécificités déterminantes de l'Etat. C'est pourquoi, j'ai choisi ici de réserver ce mot à l'époque du mode de production marchand et capitaliste en général, et ceux « d'Etat moderne » pour le capitalisme contemporain.

Comme beaucoup d'autres, Marx a usé de cette commodité. Par exemple, quand il parle de l'Etat athénien ou romain, ou encore d'Etat au moyen-âge. « *Au moyen-âge, il y avait serf, bien féodal, corporations de métiers, corporations de savants, etc., c'est-à-dire qu'au moyen-âge, propriété, commerce, société, homme, tout est politique... Au moyen-âge, vie du peuple et vie de l'Etat sont identiques* »³. Mais justement, il ne s'agit pas alors à proprement parler d'Etat puisqu'il n'y a pas séparation entre « vie du peuple » et « vie de l'Etat », ce qui est, nous le verrons, une caractéristique essentielle de l'Etat. Ici Marx utilise ce mot parce qu'il est celui qu'utilise Hegel. Or précisément, il le critique en lui opposant que « *l'abstraction de l'Etat en tant que tel ressortit seulement à l'époque moderne parce que l'abstraction de la vie privée ressortit seulement à l'époque moderne. L'abstraction*

de l'Etat politique est un produit moderne »⁴.

Certes, des prémisses de cet Etat ainsi historiquement délimité peuvent être aisément trouvées bien avant la révolution bourgeoise qui l'institua pleinement. Toute nouvelle organisation sociale trouve d'abord des bases dans la précédente (et même les précédentes puisqu'en la matière on peut remonter jusqu'à Rome, Athènes, et au delà). C'est ainsi, par exemple, que Marx constatait dans *La Guerre Civile en France* que « *le pouvoir centralisé d'Etat avec ses organes omniprésents – armée permanente, police, bureaucratie, clergé et magistrature – tire son origine de la monarchie absolue* ».

Pour déterminer ce qui caractérise l'Etat comme appareil spécifique à l'époque marchande et capitaliste, nous analyserons sa naissance au terme, notamment, de sa gestation au sein de l'époque féodale, et montrerons en quoi cette naissance est aussi une rupture avec les formes politiques précédentes. Rupture évidemment la plus clairement et radicalement posée par la Révolution française. Ce très bref rappel historique reposera sur, et vérifiera, cette célèbre affirmation de Marx:

« C'est toujours dans le rapport immédiat entre le propriétaire des moyens de production et le producteur direct (rapport dont les différents aspects correspondent naturellement à un degré défini des méthodes de travail, donc à un certain degré de la force productive sociale) qu'il faut chercher le secret le plus profond, le fondement caché de tout l'édifice social et par conséquent de la forme politique que prend le rapport de souveraineté et de dépendance, bref, la base de la forme spécifique que revêt l'Etat à une période donnée. Cela n'empêche pas qu'une même base économique (la même quant à ses conditions fondamentales), sous l'influence d'innombrables conditions empiriques différentes, de conditions naturelles, de rapports sociaux, d'influences historiques extérieures, etc., peut présenter des variations et des nuances infinies que seule une analyse de ces conditions empiriques pourra élucider »⁵.

Les premières sociétés humaines ont connu des formes d'organisation sociale que l'on peut aussi caractériser comme politiques dans le sens où ce qui les distinguait de celles des animaux, même réputés les plus sociaux comme les abeilles ou les fourmis, était la conscience d'une activité commune, d'une volonté commune, d'un rapport collectif dans l'appropriation des conditions de leur vie, de la nature. Pour l'homme, le rapport à la nature est toujours un rapport socialement organisé et représenté dans sa conscience et ses manifestations (danses, récits, peintures, etc.).

A l'origine, la première de ces conditions sont les moyens de subsistance les plus élémentaires (nourriture, abri, etc.), et c'est la nature elle-même qui les fournit: dans la chasse, la cueillette, l'homme ne semble que prendre ce qu'elle lui donne. On prend, et on produit pour prendre (armes de chasse ou de guerre). Or si la nature fournit les conditions inorganiques de la vie, s'approprier ses fruits c'est s'approprier un territoire. Dans les situations primitives, cette double appropriation ne pouvait être que collective. D'où deux conséquences bien connues:

Premièrement, la communauté est alors la condition de l'appropriation du territoire et de ses richesses. L'homme ne peut exister que comme élément d'une communauté, et non comme individu, c'est elle le sujet, non lui. Il n'existe d'abord que dans un réseau de parenté plus ou moins vaste, se renforçant d'alliances matrimoniales, déterminé par le statut qu'il a dans ce réseau. La communauté est la condition organique, construite, représentée dans la conscience (généralement de forme religieuse), de l'appropriation des conditions inorganiques de l'existence. Qui n'est pas membre de la communauté n'existe donc pas comme homme, mais comme barbare, guère plus qu'un animal, qui pourra comme tel être éventuellement considéré utile en tant qu'esclave.

Deuxièmement, la vie étant conditionnée par l'appropriation d'un territoire, la guerre est une activité essentielle de toutes les communautés primitives. D'ailleurs, par elle, il s'agit toujours de prendre pour vivre, non seulement à la nature mais aussi à d'autres (guerre et chasse sont initialement la même chose).

Il en résulte que les premières formes de hiérarchies sociales, d'embryons de pouvoirs politiques, sont souvent celles qui posent un individu comme chef de guerre, parfois descendant supposé du dieu

fondateur, et aussi les sorciers et prêtres qui, communiquant avec lui et avec ses collègues qui animent la nature, connaissent les conditions favorables, les remèdes, etc.

Ainsi, les communautés se fixent dans des hiérarchies, statuts, coutumes, règles (car communauté ne veut pas dire qu'il n'y pas de litiges internes à surmonter), qui apparaissent avec le temps comme leurs pré-supposés. Elles se structurent progressivement en de nombreuses fonctions spécialisées au fur et à mesure qu'elles se développent et se complexifient. Chefs de guerre, religieux, maîtres des coutumes et des règles (ou magistrats), forment des hiérarchies plus ou moins complexes. Cependant, il ne s'agit pas d'Etat à proprement parler mais d'une organisation sociale au sein même de la communauté, chacun, mêmes les plus hauts placés, n'étant qu'un de ses éléments. Elle se subdivise, se hiérarchise, et par là pose des embryons de pouvoirs séparés, mais reste perçue comme un seul sujet. Le pouvoir est d'ordre naturel et divin. Comme la communauté dont il est un organe, il est pré-supposé et non pas construit par les individus, ne serait-ce que parce que les individus n'existent pas.

Pendant des millénaires, les sociétés restent fondées sur le rapport à la terre. Mais évidemment, leur organisation politique se transforme au fur et à mesure que ce rapport évolue. Et il évolue avec le développement des moyens de production. Par exemple, les premières formes de pouvoir unifié et despotique sur de grandes masses de population se sont développées là où l'amélioration des méthodes agricoles nécessitait de vastes travaux collectifs (notamment pour l'irrigation: Mésopotamie, vallée du Nil, etc.). Dans ces grands ensembles humains, la communauté ne peut pas se fonder sur les seuls liens de parenté. Ces travaux collectifs, y compris la construction de temples, pyramides, etc., soudent la collectivité tout en la soumettant au despote. De plus en plus aussi la communauté se fonde sur l'idéologie de règles qui apparaissent comme ses pré-supposés, notamment celles de l'appartenance religieuse. Beaucoup plus tard, dans les formes communautaires dégradées des systèmes féodaux, les hommes restent socialement définis par des appartenances à des états (noblesse, religieux, tiers, en France), des ordres, des corporations, etc. Bref, encore au Moyen-Age, en Europe, le pouvoir est fait de liens d'allégeances et de dépendances personnelles, justifiés par un ordre perçu comme naturel. Il n'est pas construit par les hommes mais pré-supposé, donné par Dieu. De ce fait, il n'y a pas encore de séparation société civile/société politique, pas d'Etat au sens strict du terme.

On voit se développer les prémisses d'une telle séparation avec la dégradation du système féodal en monarchie absolue. Le monde féodal est lui aussi fondé sur une occupation commune de la terre mais avec des fonctions, et les ressources afférentes, déjà très hiérarchisées: militaires et judiciaires pour le seigneur, serfs attachés à la terre commune (mais disposant d'une partie de leur travail, de la propriété des basses-cours, parfois de lopins, etc.), Eglise pour unir en une société ordonnée ce monde divisé. Car le roi n'était au début qu'un seigneur comme les autres, un chef de coalition plus ou moins occasionnelle pour la guerre. Mais celle-ci étant fréquente, sa position se renforce, en même temps que par des mariages habiles. Le pouvoir royal déborde de son propre fief, se dissocie donc de la propriété de la terre, et dès lors devient un embryon de pouvoir séparé, s'affirme comme extérieur à la communauté terrienne et villageoise, comme l'organisateur d'une unité plus large. Ce faisant, il se heurte à l'Eglise, autre puissance non seulement terrienne comme lui mais surtout jusque là seule organisatrice de l'unité générale (la chrétienté), mais sur une base idéologique. S'en suit une longue phase de luttes entre ces deux prétendants au pouvoir central, qui doivent aussi néanmoins s'entendre contre le peuple qu'ils tondent sans merci. Lors de la célèbre querelle des investitures (1057-1122), l'empereur doit finalement céder au pape et se rendre à Canossa. Mais la tendance s'inverse, et en 1562, Michel de l'Hospital fait, devant le Conseil du Roi, sa déclaration proposant la neutralité religieuse du pouvoir royal. Elle reçoit sa première traduction en 1598 par l'Edit de Nantes. Par la suite, Richelieu et Louis XIV confirment la prééminence royale sur celle du pape et transforment les dignitaires de l'Eglise et les féodaux en riches rentiers, courtisans sans pouvoir politique propre⁶. En 1648, les traités de Westphalie mettent fin aux guerres de religion en confirmant le primat du pouvoir politique (c'est la religion du prince qui prime sur son territoire).

L'unité territoriale plus large sur laquelle se fonde le pouvoir royal n'est pas qu'une lutte contre un rival, la papauté, elle a pour ainsi dire un caractère déjà laïque (bien qu'aussi les rois doivent se présenter comme élus de Dieu et se faire sacrer) car elle a une base matérielle très nette dans l'extension du commerce, de l'artisanat et des manufactures, en développement dans les villes. Le monde féodal morcelé

se désagrège avec l'extension des échanges, des foires, des villes, des métiers qui doivent évidemment s'affranchir de la relation féodale fixée à la terre, des limites parcellaires du fief et des règles religieuses telle que l'interdiction du crédit⁷. Dans les villes, les artisans et commerçants tendent à se détacher des liens de dépendances personnelles au seigneur. Ils obtiennent des franchises en échange de taxes qu'ils lui versent, qu'ils défendent et accroissent par la pression de leurs corporations. Dans ce nouveau monde bourgeois, l'homme n'est plus fixé à la terre mais court après l'argent, la richesse n'est plus la terre, mais l'argent. Ainsi, le monde féodal a commencé à se dissoudre sous l'effet de l'extension des échanges, quand la terre est devenue elle-même un objet de commerce, un moyen d'argent, la communauté paysanne en étant dépossédée par les seigneurs qui se l'approprient par la force⁸ (cf. les tristement fameuses « enclosures » en Angleterre, pays où cette dépossession a été la plus violente et la plus radicale). A la suite des bourgeois, par extension, la relation serf-seigneur des services réciproques et rapports personnels est remplacée progressivement par un simple rapport d'argent, d'extorsion de rentes et de taxes. On assiste au développement de l'impôt, et donc d'une administration fiscale et policière pour lever l'impôt. Le pouvoir royal s'est octroyé très tôt le privilège d'émettre une monnaie, seule valable sur un vaste territoire dont il assure aussi la défense et l'extension, toutes choses en quoi il est utile à la bourgeoisie naissante. C'est cette grande division du travail entre la ville et la campagne, les métiers et la glèbe, qui a fait la monarchie et, en France, la monarchie absolue, le roi s'y appuyant sur la bourgeoisie des villes, soutenant le pouvoir de ses corporations contre celui des nobles et pour les réduire (à la différence de l'Angleterre où les nobles ont réussi leur Fronde en s'unissant à la bourgeoisie qu'ils laissent accéder au pouvoir pour garder la propriété foncière, contre la volonté absolutiste des rois).

« *De l'organisation tribale à l'Etat... l'existence de la ville implique du même coup la nécessité de l'administration, de la police, des impôts... en un mot de la politique en général* »⁹. En France, à partir de Richelieu, domine un pouvoir politique qui se veut indépendant des féodaux, de l'Eglise, du pape, et bien sûr du peuple. La monarchie absolue affirme tenir son pouvoir de Dieu mais le tient de la force. « L'Etat, c'est moi » disait Louis XIV, ce qui montrait bien que l'Etat était encore peu de chose, simplement un début d'appareils spécialisés de militaires et de fonctionnaires fiscaux, juridiques et policiers, qui, recevant leur pouvoir par délégation du roi, devaient aussi lui acheter fort cher leurs charges. Mais par cette formule du Moi, le roi se posait encore, du moins formellement, dans un rapport de dépendance personnelle avec ses sujets, le Père désigné par Dieu pour les protéger et les nourrir (le boulanger qu'était encore Louis XVI quand le peuple voulu le ramener à Paris, avec la boulangère et le petit mitron, pour qu'il le nourrisse).

En se posant comme absolue, la monarchie se constitue en pouvoir politique centralisé et unique. Les nobles et les dignitaires de l'Eglise ne sont plus que des courtisans poudrés, vains, ridicules et inutiles, simples parasites cumulant propriétés et privilèges, percevant des rentes sans payer d'impôts. C'est la bourgeoisie des villes qui exerce progressivement les fonctions du pouvoir administratif, économique et intellectuel. A la veille de la Révolution, le pouvoir bourgeois est déjà pratiquement constitué dans l'ancien système. Cela distingue la révolution bourgeoise, qui n'a plus qu'une pichenette à donner, une Bastille vide à prendre pour conquérir le sommet du pouvoir et parachever l'avènement de la société bourgeoise, de la révolution prolétarienne qui a encore, après avoir renversé l'ancien pouvoir politique, tous les rapports sociaux à transformer pour triompher.

A vrai dire, le roi en France ne posait problème à la bourgeoisie que parce qu'il s'opposait, en se crispant sur l'absolutisme par son refus de la monarchie constitutionnelle qu'elle lui offrait, à mettre le droit de propriété et du commerce, et la fiscalité notamment, en conformité avec la transformation des rapports sociaux à quoi poussait irrésistiblement le développement des moyens de production et des échanges. C'est-à-dire s'opposait à la libre propriété individuelle, au droit de travailler et de commercer librement, à l'abolition des privilèges fiscaux exorbitants des oisifs, à l'abolition des ordres et corporations qui corsetaient étroitement les activités dans des règles sclérosantes. Ainsi par exemple, quand, le 9 février 1776, Turgot abolit les corporations, il est renvoyé en mai et celles-ci rétablies autoritairement par le roi le 28 août. La bourgeoisie elle-même était d'ailleurs divisée à ce sujet, car si maîtres et compagnons voyaient tous deux les avantages de pouvoir entreprendre, travailler, échanger et circuler librement, les maîtres, eux, craignaient aussi la perte de leur pouvoir sur des compagnons qui auraient la liberté d'aller se vendre

au plus offrant ou de pouvoir s'établir à leur compte, ainsi que le démantèlement des règles corporatistes de fabrication qui allait stimuler la concurrence. Sous leur pression, la célèbre nuit du 4 août 1789 où furent abolis les ordres et privilèges ne le fit pas pour les corporations. La volonté d'abolir tout groupement d'intérêts particuliers suivant l'idée que, sans cela, l'individu serait soumis à d'autres que lui-même, ne serait pas entièrement libre, aboutit aux fameuses lois d'Allarde du 2 mars 1791, puis plus radicale encore, Le Chapelier du 14 juin 1791, laquelle interdisait toute association aux maîtres comme aux ouvriers. Non seulement elle leur interdisait le droit de s'associer, mais même jusqu'à celui de faire des pétitions, poser des affiches, envoyer des lettres circulaires, etc. Il fallait qu'il n'y ait de rapports qu'entre individus seuls, supposés libres et égaux. Son exposé des motifs indique clairement: « *Il n'y a plus de corporations dans l'Etat, il n'y a plus que l'intérêt particulier de chaque individu et l'intérêt général. Il n'est permis à personne d'inspirer aux citoyens un intérêt intermédiaire, de les séparer de la chose publique dans un esprit de corporation... Il faut remonter aux principes que c'est aux conventions libres d'individu à individu de fixer la journée de travail pour chaque ouvrier, à l'ouvrier de maintenir la convention qui a été faite avec celui qui l'occupe. Quant aux salaires, seules les conventions libres et individuelles peuvent les fixer* ».

Evidemment, réduire l'individu à l'isolement du privé était le réduire à peu de chose, surtout pour la grande majorité de ceux qui n'avaient que leur puissance de travail comme possession sans en avoir la propriété de ses moyens. En ce qui les concerne, cette liberté-égalité était pure idéologie, faisait fi des inégalités réelles: c'était « le renard libre dans le poulailler libre ». Et on voit déjà que, même dans ce soi-disant rapport d'égalité, « c'est à l'ouvrier de maintenir la convention », non au patron (lesquels, en plus, ont la majorité aux Conseils des Prud'hommes chargés de juger de leur bonne application), tandis que sa liberté d'aller s'embaucher ailleurs s'il trouve mieux est immédiatement contredite par l'existence du livret ouvrier, véritable chaîne dont seul le patron a la clef (c'est lui qui le détient, et pas d'embauche sans le livret). Les règlements d'atelier sont draconiens et relèvent de la seule et entière souveraineté patronale¹⁰. Donc, l'organisation de syndicats, mutuelles, etc., devint très vite une revendication ouvrière. Aussi, rapidement, il apparut que l'Etat, loin d'être l'expression d'une volonté générale relativement homogène, l'association des individus, était l'enjeu d'une lutte de classes et devint l'instrument de la domination de la seule bourgeoisie sur le peuple dès après Thermidor.

Ce très bref aperçu ne prétend pas passer pour un historique, même sommaire, de l'évolution des sociétés. Il s'agit seulement de rappeler que: 1°) pendant des millénaires, les diverses fonctions politiques n'ont pas été séparées de la société, mais exercées en son sein, de la même façon que les différentes personnes d'une même famille se partagent des travaux différents, dans des rapports directs et transparents. Et que, 2°) ces fonctions se sont multipliées, diversifiées et spécialisées en même temps que le perfectionnement des outils amenait une plus grande division sociale du travail au sein des groupes humains, et une individualisation des travaux, dont le caractère social s'estompait alors derrière l'échange de leurs produits.

Ce qui est à la base de tout ce mouvement, et qu'il faut donc d'abord mettre en évidence, c'est le lien entre ce développement de l'individualisation qui s'accompagne de la dissolution progressive de la communauté, et celui des moyens de production. Progressivement, et d'abord extrêmement lentement, les outils et les techniques se perfectionnent. La communauté apparaît donc de moins en moins comme le moyen, la condition de la vie (ce qu'elle est encore dans les formes d'agriculture peu développée où est dominant le rapport à la terre), mais c'est l'outil qui, devenant plus efficace, apparaît, avec celui qui l'utilise, comme ce moyen. Or cet outil n'est encore que le prolongement de son utilisateur, un moyen dépendant de sa force, de son habileté, du temps qu'il consacre à en user, bref un moyen dépendant de qualités personnelles. Le produit semble alors n'être qu'un produit individuel, résultat des aptitudes et des efforts du seul producteur. Il en résulte une tendance inéluctable à ce que celui-ci, 1°) se considère comme produisant, par son seul travail, ce qui est nécessaire à sa vie, ou à se le procurer par échange; 2°) à ce qu'il veuille l'exercer librement, c'est-à-dire être propriétaire des moyens de son travail (terre, outils) et disposer de son produit; 3°) à vouloir, donc, que lui soit reconnu entièrement, jusque sur le plan juridique, cette propriété, ce droit à posséder, à travailler, et à disposer du produit de son travail selon son seul gré. C'est alors la période historique de la naissance de l'individu privé comme propriétaire privé. Naissance qui est activée, en Europe, par le développement rapide d'un commerce élargi, dont une ville comme Venise est l'exemple type. La domination d'une activité pour l'argent, l'enrichissement lié à la propriété

des vaisseaux, le développement d'un système de crédit pour les financer ainsi que les échanges, d'une administration pour faire respecter les contrats, d'une capacité militaire vouée à la protection et l'extension du commerce, s'accompagnent de la création de ce qu'on a appelé des « villes-Etat ». Le pouvoir politique y représente alors les intérêts généraux de ces divers intérêts privés des armateurs, banquiers, commerçants, et y est construit par eux comme institution spéciale.

Ainsi l'Etat naît au cours d'une longue période de gestation concomitante à celle de l'individu privé. Car comme l'homme ne vit et ne produit qu'en société, il lui faut bien rétablir par un biais, l'Etat, ce qu'il atomise par un autre, la propriété privée, l'individu privé.

Il pourrait sembler pourtant que des individus libres, propriétaires des moyens de leur vie, puissent aussi pratiquer librement leurs activités, échanger librement avec les autres, et donc qu'il n'y ait pas, ou peu, besoin d'Etat. Il le semble d'autant plus que les contraintes sociales de la production s'imposent comme naturellement à l'individu libre par le biais de la concurrence qui l'oblige à se plier aux conditions générales de son époque. Dans ce système, chacun dans sa spécialité ne produit pas directement pour lui, mais pour vendre. Son produit, son travail, ne sont que le moyen pour lui de se procurer d'autres produits, fabriqués par d'autres, dont il a besoin. Il ne travaille que pour l'argent. Les autres ne sont qu'un moyen pour lui, et il n'est en rapport avec eux que via l'échange des marchandises par le truchement de l'argent. Il doit vendre et acheter pour vivre. Et la vente lui apprend, si elle se fait ou pas, suivant les prix de l'échange, si son produit répond ou pas à des besoins sociaux et s'il a été fabriqué ou pas dans les conditions normales de productivité du moment. La concurrence, le « marché », c'est la pression des uns sur les autres pour que chacun travaille selon les exigences et les conditions sociales de l'époque. L'échange (le marché) est le moyen de socialisation des travaux privés des individus privés, l'argent la médiation qui organise leurs rapports.

Mais voilà: cette pression aveugle des uns sur les autres exige qu'un certain nombre de conditions soient réunies pour pouvoir s'exercer, et plus encore pour que puisse se constituer une société, et qu'elle se reproduise. Tout d'abord, il faut que la propriété privée existe, soit reconnue et défendue, car la concurrence c'est aussi le vol et la guerre. Il faut ensuite que les échanges soient protégés, exécutés conformément aux contrats. Il faut encore que tout ce système soit accepté, contraint ou forcé, par tous, notamment ceux, les plus nombreux, qui sont exclus de la propriété. Bref, et pour en rester à un minimum, il faut des lois, des forces de police, des magistrats, une monnaie de valeur légale, des routes et des canaux pour commercer, une armée, et beaucoup d'autres choses encore que les individus privés n'ont pas, et ne peuvent pas établir par eux-mêmes. Il faut donc assurer d'innombrables conditions sociales pour que le marché fonctionne. Les idéologues les appelleront « l'intérêt général ». Par définition, il est autre que les intérêts privés, sa réalisation relève donc d'un organisme spécial, extérieur aux individus mais sans lequel il n'y a pas d'intérêt privé, de production privée, de propriété privée, qui puissent exister. « *Là où il n'y a que des individus, toutes les affaires qui ne sont pas les leurs sont des affaires publiques, des affaires de l'Etat* »¹¹.

Ainsi, si c'est bien le développement même des moyens de production qui génère la propriété privée et l'individu privé, il génère aussi par là l'Etat comme force politique spéciale pour organiser les conditions du marché, de l'unité des individus séparés, c'est-à-dire de la socialisation des travaux et de la reproduction de la société (on dirait aujourd'hui dans le vocabulaire à la mode: de son développement « durable »). Mais observons bien que cette forme politique n'est pas seulement l'effet de la propriété privée, elle est aussi absolument nécessaire à son existence, elle en est une condition. Et si l'Etat est le produit de ce rapport social, il le reproduit aussi et le façonne à sa manière. C'est, plus que son rôle, son existence même: il ne peut faire que cela, sans quoi ni lui, ni la société qu'il organise ne peuvent subsister.

L'Etat n'est donc pas n'importe quelle forme de pouvoir et de domination de certains hommes sur d'autres. Sa première caractéristique est d'être l'organisation d'un pouvoir extérieur aux individus dans une société qui s'individualise. Mais qui s'individualise dans les séparations de la propriété privée, en détruisant tout ce qui restait encore des anciens liens communautaires et de dépendances personnelles, ordres, corporations, etc. Dans les sociétés anciennes, il y avait déjà des hiérarchies, des chefs, des inégalités, des règles, des fonctions diversifiées. Mais cela n'était que la combinaison des divers éléments

d'un tout, pré-supposés comme ce tout lui-même. Dans les sociétés élargies à de très grands nombres et plus complexes, les pouvoirs religieux, juridiques, militaires, constituent des embryons de pouvoir extérieur, bien qu'ils fassent encore partie intégrante de la communauté comme l'illustre le fréquent imaginaire archaïque d'une filiation dieux, rois déifiés, peuple élu. Et ceci est inéluctable tant que le travail collectif, la communauté, est la médiation nécessaire immédiate et directe entre l'homme et la nature. L'extériorité (et donc l'autonomie) est la première caractéristique de l'Etat. Engels a cette bonne formule que le chef primitif « *est au sein de la société* », tandis que l'homme d'Etat « *est obligé de vouloir représenter quelque chose au dehors et au dessus d'elle* »¹².

«... *C'est uniquement par opposition à la vie privée que l'Etat moderne existe* »¹³. L'avènement de l'Etat est indissociable de cette époque historique où la société se sépare en deux corps distincts: la société civile des individus concrets¹⁴, là où chacun vit sa vie, exerce son activité, développe son intérêt personnel dans des relations avec les autres faites de ventes et d'achats (« *dans la société civile, chacun est pour soi-même une fin* » disait Hegel), et l'Etat qui est censé incarner la volonté générale, l'unité de la société, la communauté. Cette société n'est pas une communauté, plus ou moins hiérarchisée, fondée sur une vie et une activité commune (communautés primitives), ou sur un ordre commun de type religieux (Egypte antique, Incas, etc.), ou regroupée derrière un chef de guerre pour des expéditions de pillage (les divers Barbares), ou sur un mélange du religieux et du militaire (société féodale), mais une société scindée en deux, la société civile où la communauté n'existe pas parce qu'y règnent seulement les intérêts privés, la concurrence et l'égoïsme dans les relations personnelles de la production, et l'Etat où elle n'existe que sous une forme imaginaire, idéologique: la Nation, dont les éléments ne sont que des êtres juridiques à l'existence fugace, les citoyens.

En conclusion de ce chapitre, il apparaît que l'Etat est une forme de pouvoir sur les individus qui marque une profonde rupture avec les régimes antérieurs¹⁵. Avant, toutes les hiérarchies étaient pré-supposées, d'ordre naturel et divin, et dès lors transparentes et conçues comme des rapports de dépendances personnelles. Tandis qu'avec l'émergence des individus de la propriété privée, la grande nouveauté est que ce sont eux qui construisent volontairement et consciemment l'Etat comme moyen de leur unité sociale, protecteur de cette propriété. Il n'y a plus d'organisation sociale naturelle, elle est construite.

Ainsi, il apparaît donc que l'Etat est inhérent aux rapports sociaux de la propriété privée. Il est un élément spécial et indispensable de la société qu'ils fondent, le capitalisme. Il ne peut que faire tout son possible – y compris bien sûr par l'usage de la contrainte et de la violence – pour la perpétuer et se perpétuer lui-même, quels que soient les hommes qui l'occupent.

Certes, l'Etat ne fait pas que reproduire la société. Il le fait en la façonnant de telle sorte qu'elle se développe selon son essence. C'est-à-dire qu'il s'occupe à réunir les meilleures conditions – parmi lesquelles la maîtrise de la lutte des classes est essentielle – pour que la valorisation et l'accumulation du capital soient maximales. Différents gouvernements y parviennent plus ou moins bien, ce qui fait croire que tels ou tels changements d'hommes à la tête de l'Etat peut créer la prospérité ou la faillite, la richesse ou la pauvreté. Mais tout cela dépend de la santé du capital. Les différents gouvernements ne diffèrent donc que par leur capacité à y contribuer, suivant les situations, ce qui implique entre autres choses d'avoir parfois à obliger les capitalistes à accepter quelques réformes, ce dont nous parlerons ci-après. Le rôle de l'Etat n'est pas de défendre les intérêts de tel ou tel capital particulier¹⁶, mais les intérêts généraux du capital, considérés à juste titre comme étant ceux de la société capitaliste, dont dépendent les intérêts particuliers. C'est pourquoi, vous pouvez changer de gouvernement disent les démocrates, mais pas vous attaquer à l'Etat lui-même, ses institutions et ses prérogatives fixées par la constitution et les lois, car ce serait alors s'attaquer à cette société elle-même.

L'Etat n'est pas spécialement créé pour favoriser des individus, les bourgeois, ni même une classe, mais parce qu'il est une nécessité pour reproduire une société dans son ensemble (au nom de l'intérêt général) dans laquelle une classe est favorisée. C'est en s'attachant à reproduire ce qui fonde la société qu'il fait valoir les intérêts de la propriété privée, puis du capital qui la détruit en la collectivisant (au sein d'une minorité). C'est en ce sens que l'Etat est « *la forme par laquelle les individus d'une classe dominante*

font valoir leurs intérêts communs et dans laquelle se résume toute la société civile d'une époque »¹⁷. Mais cette forme provient elle-même de ce que les individus bourgeois sont incapables de dominer eux-mêmes directement. C'est par et dans l'Etat que les individus bourgeois s'organisent en classe dominante, unifiant leurs différentes fractions, et garantissent leurs intérêts essentiels. Ils doivent passer par cette forme particulière, donner à ces intérêts une forme politique, extérieure à eux aussi (même si, évidemment, ils l'influencent fortement par tous les moyens qu'ils détiennent), devant apparaître formellement comme la volonté générale et, pour cela, se légitimer aussi auprès des classes populaires. « C'est justement cette contradiction entre l'intérêt particulier et l'intérêt collectif qui amène l'intérêt collectif à prendre, en qualité d'Etat, une forme indépendante, séparée des intérêts réels de l'individu et de l'ensemble et à faire en même temps figure de communauté illusoire... Précisément parce que les individus ne cherchent que leur intérêt particulier qui ne coïncide pas pour eux avec leur intérêt collectif... cet intérêt est présenté comme un intérêt qui leur est étranger, qui est indépendant d'eux... »¹⁸.

Observons que dire que l'Etat revêt une forme indépendante des intérêts des individus, y compris bourgeois, parce qu'il doit représenter l'unité et la puissance sociale qu'ils n'ont pas en étant dans les séparations du privé et les antagonismes de classes, n'est nullement dire qu'il est indépendant de ces rapports sociaux de propriété qui fondent la société civile bourgeoise, ni de son mode de production dont il est au contraire un agent actif.

Finalement, on aboutit à cette spectaculaire contradiction, dont nous verrons le développement plus loin, que l'individu bourgeois qui est prétendu libre dans et par la propriété privée, voit aussitôt cette liberté contestée, niée par la domination de l'Etat puisque cette propriété et donc lui-même en tant qu'individu ne peuvent exister sans cette domination de l'Etat. Et le principe même de cet Etat, qui est qu'il est – soi-disant – la volonté générale et l'intérêt général, pose son intervention dans la société civile, dans les vies des individus privés, comme n'ayant théoriquement aucune limite puisque l'intérêt général pourra toujours être affirmé comme supérieur à n'importe quel intérêt privé. Ce qui ouvre immédiatement la possibilité de l'Etat totalitaire. La seule limite à cette tendance inhérente à l'essence de l'Etat, ce sont les luttes populaires (à condition évidemment qu'elles ne cherchent pas elles-mêmes à renforcer l'Etat!).

CHAPITRE 2. VERS L'ETAT MODERNE

2.1 L'Etat accoucheur du capital

Nous avons défini l'Etat comme inhérent aux rapports sociaux de la société marchande-capitaliste, mais aussi les produisant. Examiner le développement de l'Etat sous ce deuxième aspect permettra de comprendre ensuite en quoi et pourquoi ce rôle actif devient de plus en plus important et tentaculaire plus on avance vers l'Etat moderne contemporain.

S'il est une œuvre commencée avant lui sous la monarchie que l'Etat bourgeois a poursuivie avec ténacité, c'est bien celle de l'accaparement de la propriété des moyens du travail par une minorité, en organisant et légalisant l'obligation pour les dépossédés de se vendre et de travailler pour ces propriétaires. Dès le 15^{ème} siècle, les nobles s'approprient par la force des terres féodales, autrefois biens communaux, et évincent les paysans avec une brutalité inouïe. Ceux-ci, privés de tout moyen de vivre, doivent partir s'entasser dans les villes où ils deviennent les premiers prolétaires, mais aussi souvent restent vagabonds « sans feu ni lieu ». Ils sont alors condamnés à la potence ou aux galères par le pouvoir royal sous l'accusation de refus de travailler et parasitisme social (en fait parce qu'un homme sans attache apparaissait incontrôlable et truand par nécessité, autant qu'une incongruité inconcevable dans la survivance de l'esprit de l'ancien système féodal où chacun n'était qu'attaché). Il est inutile de revenir ici sur cette période d'une bestiale sauvagerie de « l'accumulation primitive » dont Marx a donné une description saisissante dans *Le Capital* à partir de l'exemple de l'Angleterre (on sait qu'en France ce procès fut ralenti par la Révolution qui favorisa la parcellisation de la terre).

Les grandes découvertes commencées dès la fin du 15^{ème} siècle (et qui sont déjà une « mondialisation »)¹⁹ s'accompagnent du développement du commerce et du crédit. Elles créent une base pour une accumulation beaucoup plus rapide et plus gigantesque du capital. Au 17^{ème} siècle, Marx observe que le rôle de l'Etat est déjà primordial en Angleterre qui « *combine toutes les méthodes d'accumulation primitive que l'ère capitaliste fait éclore... le régime colonial, le crédit public, la finance moderne et le système protectionniste... toutes (ces méthodes) sans exception exploitent le pouvoir de l'Etat, la force concentrée et organisée de la société... la force est un agent économique* »²⁰. Et l'économie est politique, l'Etat est toujours un agent économique.

Et en effet, toutes les lois, toutes les forces de la police et de la justice étaient alors tendues pour contraindre, dès l'enfance, l'ouvrier à d'interminables journées de travail, dans d'épouvantables conditions sanitaires et une pauvreté inouïe. A cela, s'ajoutaient les interventions des monarchies pour développer les colonies et le financement de l'expansion du capital. Marx faisait à ce propos des remarques qui ont encore tout leur sens aujourd'hui. Par exemple:

*« Le régime colonial donna un grand essor à la navigation et au commerce. Il enfanta les sociétés mercantiles dotées par les gouvernements de monopoles et de privilèges et servant de puissants leviers à la concentration des capitaux »*²¹.

La dette publique (déjà!) qui «... opère comme un des agents les plus énergiques de l'accumulation primitive... (elle) a donné le branle aux sociétés par action, au commerce de toute sorte de papiers négociables... et à la bureaucratie moderne »²². Et comme c'est le peuple qui doit assurer le service de la dette et son remboursement, «... le système des impôts était le corollaire obligé des emprunts nationaux »²³.

Tout le développement des flottes, du commerce, des banques, des colonies, des premières manufactures et des villes est en général encouragé par les monarchies qui en retirent des impôts et aussi un affaiblissement du pouvoir féodal fondé sur le fief, la terre. Ce procès prend un cours et un temps variables suivant les différents pays européens, mais partout se produit une accumulation de capital dans les mains d'une classe particulière qui accapare les moyens de production et d'échange et oblige ainsi, avec l'appui violent de l'Etat, les autres à travailler pour elle.

Si les germes de l'Etat apparaissent sous le régime de la monarchie, c'est en tant qu'elle aide et s'appuie sur l'embourgeoisement de la société, qu'elle favorise les villes, le commerce et l'industrie, dans sa lutte contre la féodalité et pour s'accaparer l'impôt. Colbert, puis Turgot, Necker, symbolisent en France cette émergence d'un appareil administratif qui développe le capital commercial et manufacturier. C'est déjà un embryon d'Etat bourgeois.

Bref, et pour en revenir à l'exemple français, si la révolution bourgeoise hérite d'un embryon d'Etat, c'est d'un système (administratif, juridique, militaire et financier) d'autorité et de coercition qui organise le développement de la propriété en moyen d'accaparer de l'argent (mercantilisme) et en capital. Elle n'a pas délivré du carcan monarchique des individus nés libres et égaux par nature. Elle a créé des individus nouveaux, historiquement spécifiques, fondés sur la liberté de l'appropriation privée (et partant de son accumulation en capital), de la circulation des marchandises et des capitaux. Mais en délivrant les hommes de leurs appartenances et dépendances personnelles, corporatives, statutaires²⁴, etc., la révolution laisse face à face des individus en fait inégaux, propriétaires pour une minorité, et non propriétaires pour la majorité, des moyens du travail. Comme nous l'avons vu avec l'exemple de la loi Le Chapelier, l'interdiction des coalitions, même si elle a été à l'origine plutôt mieux accueillie par les compagnons que par les maîtres, laissait les premiers impuissants devant les seconds.

L'Etat se chargea très vite de fixer par la loi et par la force ces nouveaux rapports sociaux aux antipodes de l'individu libre et égal de l'idéal républicain. Dès la révolution bourgeoise stabilisée par l'élimination de son aile populaire et radicale et l'arrivée de Bonaparte 1^{er} au pouvoir, des mesures draconiennes sont prises pour soumettre les ouvriers à l'autorité absolue des patrons. Par exemple, le livret ouvrier (loi du

30.11.1803), mentionné au chapitre précédent, ligotait étroitement l'ouvrier au patron qui le détenait. Or il était nécessaire à l'obtention d'un nouvel emploi. Il permettait aussi de signaler les récalcitrants. Tout ouvrier voyageant sans son livret était « *réputé vagabond et pourra être arrêté comme tel* »²⁵. Il ne fut supprimé qu'en 1890! Dans les Conseils des Prud'hommes, créés en 1805, siégeaient cinq patrons contre quatre chefs d'ateliers et aucun simple ouvrier. De plus, «... *le maître est crû sur sa seule affirmation* », alors que l'ouvrier doit apporter des preuves solides. A quoi s'ajoute le décret du 3 août 1820 qui considère si bien le patron comme un supérieur, un maître, qu'il met à son entière disposition pour ses affaires personnelles la police et la prison: « *Tout délit tendant à troubler l'ordre et la discipline dans l'atelier... pourra être puni par les prud'hommes d'un emprisonnement qui n'excédera pas trois jours* ». Or les règlements d'ateliers étaient terriblement pointilleux et draconiens, de sorte que le patron avait sur l'ouvrier un pouvoir quasi discrétionnaire.

On pourrait multiplier les exemples. Loin de l'association civique et humaine de l'idéal républicain, l'Etat est alors concrètement et sans fioritures l'Etat des patrons. Evidemment, ce rôle coercitif, d'une violence anti-ouvrière systématique et de tout instant, doit être mis en relation avec le rapport de propriété des débuts du capitalisme (toujours apparaît le lien entre la société civile et l'Etat). Dans ce rapport, le patron a certes la propriété des moyens de production, mais ceux-ci sont encore sommaires, de sorte que l'habileté, le savoir faire, le « métier » de l'ouvrier, jouent un rôle essentiel dans le procès de production. C'est ce que Marx a appelé la domination « formelle » du capital: l'ouvrier est encore possesseur de cette partie technique des conditions de la production. Certes, le patron qui l'emploie veut tout le travail qu'il peut fournir, en quantité comme en qualité, mais cette possession qui reste encore aux ouvriers lui rend cette tâche plus difficile. Des règles draconiennes et la force doivent donc être employées en permanence pour essayer de l'obtenir. D'autant plus qu'il doit aussi empêcher l'ouvrier habile en son métier (plus tard l'O.S. sera interchangeable) d'aller vendre ailleurs à meilleur compte le produit de sa propriété (ses qualités professionnelles). D'où, pour toutes ces raisons liées aux conditions spécifiques de la production de l'époque, ce livret ouvrier, en plus d'un Etat ouvertement et brutalement anti-ouvrier (avec, en arrière plan, la masse des chômeurs pour maintenir la pression sur les employés). Si l'Etat est alors ainsi, c'est parce que, dans la société civile, les patrons doivent contraindre violemment l'ouvrier pour que vive le capital, le fondement de la société, et que les capitalistes ne peuvent y parvenir sans l'Etat.

Cependant, l'action de l'Etat ne se réduit pas à organiser la soumission des ouvriers aux patrons. Il lui faut organiser les autres conditions nécessaires au développement du système social fondé sur la propriété privée que les individus bourgeois ne peuvent pas réaliser eux-mêmes, comme par exemple régler les rapports entre classes, faire respecter les contrats, gérer le système monétaire et du crédit, développer les colonies et faire la guerre aux concurrents. Viendra aussi rapidement le financement direct de certaines dépenses d'investissement pour le compte du capital. Dès le 18^{ème} siècle, le célèbre économiste Adam Smith, considéré comme un des pères du libéralisme, admettait déjà que, outre ses fonctions régaliennes (armée, justice, police, monnaie, fiscalité), l'Etat devait aussi financer des travaux d'infrastructures « *de nature à ne pouvoir être entrepris ou entretenu par un ou plusieurs particuliers, attendu que, pour ceux-ci, le profit ne saurait jamais leur en rembourser la dépense* »²⁶. Il vit juste, l'Etat intervint de plus en plus. Par exemple, dès 1842 par la Charte des Chemins de Fer, il finance une partie des travaux. Et dès le 17 août 1848, il indemnise les capitalistes de la faillite de la ligne Paris-Lyon en la nationalisant, les actionnaires recevant une rente perpétuelle. « *Entre 1857 et 1863, 2600 km de lignes sont nationalisés* »²⁷. C'est cette expansion permanente des interventions de l'Etat dans la société civile au fur et à mesure de l'accumulation du capital que nous allons maintenant analyser.

2.2 Etatisme croissant

Le 19^{ème} siècle voit se cristalliser en France l'antagonisme bourgeoisie/prolétariat. L'Etat devient la cible de la lutte de la classe ouvrière parce qu'il apparaît nettement comme ouvertement et exclusivement celui de la bourgeoisie. Cette lutte posait d'autant plus facilement la question du pouvoir d'Etat qu'elle pouvait prendre rapidement une forme insurrectionnelle du fait que l'armement était encore relativement accessible au peuple et moins inégal des deux côtés qu'aujourd'hui.

En 1848, la bourgeoisie française a senti son pouvoir menacé; en 1871, elle l'a perdu un moment et a vendu sa Patrie, soi-disant sacrée, aux prussiens pour le conserver. Par deux fois, l'appui des masses rurales à la bourgeoisie a été un facteur essentiel de sa victoire. Mais cela signifiait aussi que, sauf à s'isoler dangereusement, il lui fallait composer avec d'autres classes et accepter pour cela un Etat qui apparaisse comme celui de tous, s'occupant du bien-être de tous, donc apparaître comme indépendant d'elle et pouvoir représenter et organiser des alliances de classes. C'est-à-dire les associer, par l'intermédiaire de leurs représentants politiques, à la gestion de la reproduction de la société capitaliste, donc leur démontrer qu'elles (à commencer par ces représentants) en retirent aussi des avantages de sorte à éloigner le spectre de la révolution populaire.

Ce procès d'autonomisation de l'Etat, bien qu'inscrit dès l'origine dans la forme extériorisée de l'Etat, franchit en France une première étape marquante après 1848, le droit de vote ayant dû être accordé à toute la population mâle. Napoléon III fut le vainqueur politique de cette étape en réalisant une victoire électorale.

Comme on le sait, Marx a donné l'explication du moment bonapartiste (dans son fameux « Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte ») en l'analysant comme une forme de pouvoir issu de la circonstance d'une neutralisation mutuelle des deux classes fondamentales, bourgeoisie et prolétariat, après les révolutions de février et juin 1848. Bonaparte, « 3^{ème} force », garantissait néanmoins l'essentiel à la bourgeoisie pour qu'elle accepte sans trop rechigner son accession au pouvoir: « *Dans sa déclaration du 2 décembre 1851, Louis-Napoléon Bonaparte avait estimé que sa mission consistait à fermer l'ère des révolutions en satisfaisant les besoins légitimes du peuple* »²⁸. Il mit ainsi en œuvre une sorte de partage des tâches entre la domination directe de la bourgeoisie dans les différents domaines privés de la société civile (entreprises, enseignement, Eglise, logement, etc.) et la domination générale du capital sur la société par l'Etat, que Marx traduit ainsi: « *Pour sauver sa bourse, la bourgeoisie doit nécessairement perdre sa couronne, et le glaive qui doit la protéger (du prolétariat) est nécessairement aussi une épée de Damoclès suspendue au dessus de sa tête* »²⁹.

Avec lui, l'Etat, malgré sa forme impériale mais fondée sur le plébiscite, semblait n'être ni monarchiste, ni bourgeois, ni bien sûr ouvrier, mais populaire et symbole de succès et de gloire pour toute la Nation dans le souvenir du premier Bonaparte. Comme tout gouvernement despotique, il put réaliser certaines réformes par autorité, et même il le dut pour légitimer son rôle. Sous l'influence des saint-simoniens, le capitalisme français prend alors son véritable essor. Débarrassé du poids politique conservateur de la propriété foncière, devenue une forme secondaire de la richesse, il se développe en un véritable capitalisme industriel d'envergure, mais plus que jamais grâce à l'aide directe de l'Etat (par exemple, doublement du réseau des chemins de fer et autres grands travaux, assèchement des Landes et de la Sologne pour l'agriculture, gigantesques travaux d'Hausmann à Paris alimentant une vaste spéculation immobilière, etc.) et à son action en faveur du développement du système de crédit (cf. les frères Pereire). La misère de la classe ouvrière est grande, mais elle obtient le droit de coalition en 1864, premier pas vers le syndicalisme et le droit de grève, tandis que se créent les premières mutuelles.

Mais ce qui frappe le plus dans cette évolution de l'Etat vers des formes qui tendent à le faire apparaître comme le représentant des intérêts de toute la société civile, comme au dessus des classes et des intérêts particuliers, ce sont deux choses. Premièrement, c'est qu'elle a été irréversible. Elle n'est donc pas seulement le fruit de circonstances particulières, donc aussi momentanées, certes bien observées par Marx dans leur spécificité: celles-ci n'ont produit que la forme plébiscitaire et autocratique spécifique du bonapartisme. Elle est aussi, bien au delà du cas concret particulier bonapartiste, et comme nous le verrons ultérieurement, le fruit inéluctable d'une évolution en profondeur du mode de production capitaliste lui-même: ce qui fait que non seulement cette domination de l'Etat sur les individus et intérêts particuliers n'a cessé de s'affirmer, mais qu'une même évolution s'est produite ailleurs, en correspondance avec une même transformation du mode de production capitaliste, cela indépendamment de circonstances qui n'ont affecté que les moments et la façon dont cette forme s'est construite. Et deuxièmement, concernant la façon, ce n'est pas le fait que Badinguet y exerce un pouvoir despotique qui est le plus significatif, mais justement au contraire que cette personnalité grotesque n'ait pas une grande

importance. Badinguet ou pas, l'Etat joue son rôle normal dans le développement « normal » de la société bourgeoise, c'est-à-dire, en cette deuxième partie du 19^{ème} siècle, dans un capitalisme en plein développement. Et comme l'observe judicieusement Marx, avec son million de fonctionnaires, il forme « *un effroyable corps parasite qui recouvre comme d'une membrane le corps de la société française et en bouche tous les pores* »³⁰. Cette énorme appareil bureaucratique (que dirait Marx de l'Etat tentaculaire d'aujourd'hui!) fonctionne de lui-même comme une machine, et pourvu qu'on le nourrisse copieusement d'impôts, avec ses appareils, son langage, ses règles, ses automatismes aveugles, et son monopole de la force armée. Il fait ce pourquoi il a été construit: organiser la reproduction de la société capitaliste. De sorte que n'importe quel gouvernement peut se trouver à sa tête, la machine marchera plus ou moins bien mais produira à peu près toujours la même chose. N'importe quel Badinguet peut faire l'affaire! « *La machine d'Etat s'est à tel point consolidée en face de la société civile, qu'il lui suffit d'avoir à sa tête le chef de la Société du 10 décembre, un chevalier de fortune venu de l'étranger, élevé sur le pavois par une soldatesque ivre, achetée avec de l'eau de vie et du saucisson* »³¹. De Napoléon III à Mitterrand et Sarkozy, c'est à profusion que la France a produit de ces chevaliers cherchant fortune, sans que cela ne change grand-chose à la marche générale de son histoire³². C'est que maintenant l'Etat est un appareil indépendant des individus qu'il gouverne, et même aussi de ceux, les élus, qui le gouvernent. « *C'est seulement sous le second Bonaparte que l'Etat semble s'être rendu indépendant de la société, l'avoir subjuguée* »³³. Semble, car répétons le, indépendant des individus ne veut pas dire indépendant de la société capitaliste, donc des intérêts de la classe qui en est la bénéficiaire et y domine en réalité. L'Etat est bien en charge de la reproduction du capitalisme, c'est même sa seule fonction (et c'est bien pourquoi ce sont les exigences générales du capital qui gouvernent les gouvernants, du moins dans la mesure de ce qu'ils en comprennent, de l'influence plus particulière de tel ou tel secteur capitaliste à tel ou tel moment, etc.). Indépendant, cela veut dire aussi que ce ne sont pas nécessairement les capitalistes eux-mêmes qui « règnent » au sommet de l'Etat, qu'il joue son rôle par lui-même, indépendamment des hommes qui se succèdent à sa tête et des formes plus ou moins démocratiques ou despotiques qu'il revêt.

En Allemagne, la construction de l'Etat-Nation intervint plus tard avec Bismarck (qui avait pris des leçons de Napoléon III, qu'il admirait, comme ambassadeur à Paris). Compte tenu du retard du capitalisme allemand, donc de la faiblesse de sa bourgeoisie relativement à la survivance de forces aristocratiques (propriété foncière), et de divisions territoriales relativement fortes, il dut l'effectuer « par le haut », le pouvoir monarchique organisant lui-même l'accouchement d'une société capitaliste et de l'Etat correspondant, sur le gouvernement duquel l'empereur gardait de ce fait une forte emprise. L'alliance avec la classe ouvrière fut là aussi nécessaire pour briser les résistances des aristocrates et des forces conservatrices, mais elle ne surgit pas du « bas », dans l'insurrection. C'est l'Etat qui l'organisa à sa façon (cf. par exemple le Kulturkampf 1873-1879). C'est l'aristocrate et autocrate Bismarck qui fit voter les premières lois sociales en faveur des ouvriers d'industrie: assurance maladie (1878), assurance contre les pertes d'emploi dues aux accidents du travail (1884), assurance vieillesse invalidité (1889). Par ces lois sociales, il voulait organiser l'intégration pacifique, mais aussi entièrement disciplinée et soumise, du prolétariat. Pour ce faire, elles avaient été précédées de la loi d'exception du 21 octobre 1878 qui interdisait toute forme d'organisation ouvrière, syndicat, parti, journaux, etc., (elle sera abrogée le 10 octobre 1890 sous la pression du mouvement ouvrier).

En Angleterre, la bourgeoisie, déjà ancienne et puissante, crée d'abord par elle-même des sociétés de secours mutuels pour ses ouvriers (plus de 4 millions de membres vers 1870), et des sociétés philanthropiques pour les pauvres. Mais la charité bourgeoise étant tout à fait insuffisante à entretenir une force de travail nombreuse et surexploitée, c'est l'Etat qui là aussi devra prendre progressivement en charge cette fonction (comme il avait d'ailleurs commencé à le faire par les Poor Laws de 1642 et 1834). Finalement, dans tous les pays capitalistes à partir de la fin du 19^{ème} siècle, « *... l'Etat va peu à peu supplanter les groupements privés dans la sphère de la reproduction sociale...* », avec toutes sortes de nuances « *... mais le plus souvent sur le modèle des assurances sociales « inventées » par l'Allemagne de Bismarck* »³⁴.

C'est l'Etat, plus que le mouvement ouvrier, qui est alors à l'initiative. « *Dans quasiment aucun pays,*

durant cette période, le mouvement ouvrier n'a joué un rôle en tant qu'initiateur et de supporter actif et enthousiaste des assurances sociales »³⁵. C'est que nombre d'ouvriers voient encore l'Etat, parce qu'il est très ouvertement ainsi, comme purement répressif, exclusivement au service des bourgeois, un ennemi dont il ne peut ni ne doit rien attendre (sinon le pire comme l'avait encore une fois démontré la sauvagerie de l'écrasement de la Commune de Paris). Mais l'Etat lui, commence à voir la nécessité d'émousser le mouvement ouvrier, d'isoler sa pointe révolutionnaire, donc d'adoucir quelque peu une exploitation trop brutale. Toutefois, il n'y a pas qu'habileté tactique dans ce rôle croissant de l'Etat dans la gestion des rapports salariaux. Cela manifeste aussi, voire surtout, une nécessité induite par le fait que les capitalistes particuliers ne peuvent pas assurer seuls la reproduction de la force de travail dès lors qu'elle prend des proportions massives³⁶. Préoccupé par nature de son seul profit immédiat, et d'ailleurs obligé de le faire par la concurrence, le capitaliste ne s'occupe que de consommer le plus de travail au moindre coût, et ne s'inquiète pas de cette reproduction, persuadé qu'il trouvera toujours les bras dont il a besoin. Il a fallu longtemps aux plus lucides pour comprendre que les conditions de misère et d'avilissement épouvantables des ouvriers des débuts du capitalisme étaient un frein, un danger mortel même, pour le système lui-même, que le capital avait besoin d'une force de travail apte et en bonne santé pour prospérer. Il ne peut pas faire face seul non plus à l'organisation collective croissante du prolétariat qui oblige à des réponses au niveau de l'Etat comme l'ont déjà prouvées les journées de juin 1848, et surtout la Commune de 1871. Bref, l'Etat doit intervenir de plus en plus pour réunir les conditions de valorisation du capital, aussi bien en prenant en charge divers investissements lourds (chemins de fer par exemple) que la reproduction de la force de travail et la gestion de la lutte des classe de sorte à « conjurer le spectre du socialisme »³⁷.

Avec les lois sociales, l'Etat devient petit à petit un gestionnaire du rapport salarial³⁸ qui s'impose comme le rapport social dominant. Ce qui était autrefois soit disant des contrats purement privés entre individus réputés « égaux » devient ainsi contrat social étatisé. Rousseau voyait un Etat minimum, simple soutien d'un contrat social idéal (et imaginaire) entre individus, et voilà que c'est l'Etat qui produit et impose par la loi le contrat social réel et salarial. De sorte qu'il semble que l'Etat joue le rôle d'une puissance arbitrale, qui pourrait décider de favoriser les salariés pour peu que les résultats électoraux portent leurs représentants au pouvoir. En réalité, il ne fait, par ces lois, que leur redistribuer une petite partie des richesses qu'ils ont produites (et que les travailleurs des colonies, qui ne sont pas concernés par ces lois, ont produites)³⁹, mais après s'être lui-même copieusement servi au passage. Il ne fait qu'organiser une mutualisation des risques entre les travailleurs, mais sans eux. « *L'ouvrier accidenté, malade ou chômeur ne demandera plus justice... en descendant dans la rue. Il fera valoir ses droits auprès d'instances administratives... Mais cela (ces droits) ne lui donne aucun pouvoir sur la direction de l'entreprise ou sur l'Etat* »⁴⁰. Certes, le capitaliste peut geindre que ce prélèvement de cotisations sociales par l'Etat est un coût salarial qui vient réduire la part de surtravail qu'il pourrait convertir en profit pour lui. Il peut protester que l'Etat se fait payer fort cher pour assurer ce service, que la productivité de sa bureaucratie est très faible. Mais c'est une part qu'il doit accepter de lui laisser, malgré qu'il la convoite, pour prix de son incapacité à organiser par lui-même la reproduction de la force de travail et du rapport salarial. Il peut pester contre l'Etat, vociférer comme Harpagon après sa cassette et crier comme lui qu'on l'assassine, la socialisation étatisée des risques (accidents du travail, maladie, santé, etc.) lui permet de pouvoir puiser, dans le vivier de force de travail ainsi entretenue, celle dont il aura besoin à tel ou tel moment, qu'il trouvera ainsi, grâce à l'Etat qu'il maudit, disponible, apte, en état. Cette étatisation de la reproduction de la force de travail est une utilité pour le capital, quoi qu'en dise le capitaliste particulier qui en discute âprement le prix. Elle lui assure non seulement ce vivier sans lequel il ne pourrait pas produire régulièrement, et dans des conditions égalisées de concurrence, mais aussi l'entretien par les ouvriers eux-mêmes de « l'armée de réserve » des chômeurs si essentielle pour maintenir les salaires le plus bas possible. L'ouvrier quant à lui est assuré d'un certain revenu en cas d'aléa, ce qui est évidemment un mieux, mais dont il a tendance à gratifier l'Etat qui l'organise alors que c'est lui qui le finance, ce qui est un des facteurs qui l'amène, souvent, à réclamer plus d'Etat. Nous en reparlerons plus loin.

Tout ce mouvement d'étatisation s'affirme donc au cours du 19ème siècle, pour encore s'accroître ensuite. En prenant en charge de plus en plus de fonctions, et notamment la gestion du rapport salarial, l'Etat apparaît en même temps comme une puissance indépendante arbitrale au dessus de tous les

individus et décidant pour eux. En même temps, cela exige le développement d'un appareil spécialisé énorme, formellement à part, qui ne se présente plus ni comme l'association des citoyens, ni même comme simple appendice patronal. A la racine de ce mouvement, il y a la croissance industrielle, le développement de la machinerie et de la concentration des capitaux que cela implique, la propriété privée devenant propriété capitaliste collective (sociétés par actions). Le capital s'affirme comme rapport de classes: moyens du travail socialisés, mais dans une propriété capitaliste elle-même collectivisée aux mains d'une classe, travail socialisé dans le prolétariat. De sorte que l'ensemble des conditions de la production se socialisant, échappant à toute maîtrise individuelle bien que soit toujours affirmée la fiction de l'individu privé et de la production privée, elles doivent aussi être de plus en plus prises en charge socialement. Donc par l'Etat puisqu'il est le représentant de la société, de la puissance sociale que ne peuvent avoir les individus privés. L'essence du rapport de l'Etat avec la société civile se confirme dans leurs transformations réciproques puisque l'Etat, en se développant, contribue à vider les individus de la société civile bourgeoise de leur puissance et responsabilités. Certes, on pourra toujours observer, comme preuve apparente de ce que l'Etat est aux mains de la bourgeoisie, que le personnel dirigeant de l'Etat est en général issu, à peu près exclusivement, de ses rangs. Certes, car les connaissances, l'argent, l'enseignement, les idées et modes de penser dominants, les relations, sont la propriété des bourgeois. Ils affirment dans l'Etat aussi ces divisions sociales. Mais d'une part, cela n'est pas toujours le cas, et il arrivera souvent à la bourgeoisie de devoir « perdre sa couronne » pour conserver la société capitaliste (avec le fascisme, par exemple). Et surtout, d'autre part, ce n'est pas l'essentiel car l'indépendance de l'Etat vis-à-vis des individus bourgeois, ou de fractions particulières de la classe, reste posée dans sa structure et ses fonctions, qui sont d'assurer la reproduction de la société capitaliste en général, au delà des influences que peut exercer sur lui à un moment donné tel ou tel gouvernement relié à tels ou tels intérêts particuliers. Et ces fonctions s'élargissent inexorablement, au détriment de la société civile, des rapports privés qui sont de plus en plus régis par les lois et règlements d'Etat, des individus qui sont pour la plupart ainsi graduellement dépossédés de tout pouvoir sur les conditions de leur existence. Ce que Marx voyait très bien dès 1852 quand il écrivait que l'accroissement «... *de la division du travail à l'intérieur de la société bourgeoise créait de nouveaux groupes d'intérêts, donc de la matière nouvelle pour l'administration de l'Etat. Chaque intérêt commun fut immédiatement distrait de la société, pour lui être opposé comme intérêt supérieur, général, arraché à l'activité autonome des membres de la société pour être l'objet de l'activité gouvernementale, depuis le pont, la maison d'école, la propriété communale d'une commune rurale, jusqu'aux chemins de fer, aux biens nationaux et à l'Université de France* »⁴¹. Bref, l'Etat n'est pas un monstre simplement parce qu'il serait aux mains de bourgeois cupides, de serviteurs stipendiés du capital – ce qui laisserait entendre que ce même Etat pourrait être un instrument d'humanisation et de liberté aux mains d'autres hommes vertueux, dévoués au bien public, « de gauche » ou « vraiment de gauche » – mais parce qu'il est Etat, c'est-à-dire par nature, en lui-même, un rapport de dépossession, une forme particulière de domination, de répression et d'aliénation. Cela d'autant plus qu'il évolue systématiquement vers l'obésité, c'est-à-dire qu'il absorbe progressivement une puissance sociale dont sont dépouillés, corrélativement, les individus de la masse.

Observons que la politique dite « sociale » de gestion de la force de travail et d'intégration de la classe ouvrière à la société capitaliste, qui se met en place à partir de la fin du 19ème siècle, n'abolit pas le rôle répressif violent de l'Etat dès que la classe ouvrière revendique un tant soit peu. Par exemple, la répression d'un simple défilé du 1^{er} mai à Fourmies fait encore 9 morts en 1891. Mais aussi ce massacre a été considéré comme anachronique et injustifiable et a suscité des protestations jusque dans les rangs de la bourgeoisie elle-même. C'est que non seulement il s'agissait d'un défilé pacifique, mais qu'avec la IIIème République, l'évolution, que nous allons examiner dans la section suivante, était bien amorcée, qui verra la domination quotidienne du capital sur l'ouvrier prendre une forme plus pacifique en apparence, et donc l'Etat n'user du fusil que dans des situations plus particulières de la lutte des classes (du moins dans les rapports de classes intérieurs, car il en va évidemment autrement dans les colonies, ainsi que dans les guerres mondiales dans lesquelles les prolétaires ont servi de chair à canons aux intérêts impérialistes du capital).

CHAPITRE 3. L'ETAT CONTEMPORAIN

« *L'Etat, adolescent, encore balbutiant au temps de Hegel et de Marx, a marché depuis à pas de géant* »⁴².

3.1 L'Etat et l'aide sociale

Nombre d'économistes ne voient le capital que comme un ensemble de choses: de l'argent, des machines, des bâtiments, etc. D'un côté ces choses, de l'autre, séparé, le travail des hommes. En réalité, le capital est un rapport social particulier entre ces moyens du travail possédés par certains hommes et les autres qui en sont dépossédés. Il n'existe de capital que dans la mise en œuvre active de ce rapport, dans le mouvement du procès de production qui en découle, qui est procès de valorisation du capital. Cette façon propre au langage courant de nommer capital le seul côté de l'argent, de la propriété, en le séparant du côté du travail, devient une erreur quand elle amène à affirmer que le capital est fait de choses alors qu'il n'existe que comme un rapport avec le travail vivant, comme procès de valorisation. Conception qui se retrouve dans la distinction que font la plupart d'entre eux entre l'aide que l'Etat apporte aux capitalistes (qualifiée de soutien à l'économie), de celle qu'il apporte au travail (qualifiée de sociale). Or bien évidemment, l'exploitation de la force de travail achetée par le capital est le moment essentiel du procès de valorisation, le moment essentiel de la vie du capital. C'est pourquoi il est trompeur de séparer les aides que l'Etat apporte aux entreprises sous forme de subventions, d'allègements fiscaux, etc., de celles qu'il leur apporte aussi sous forme d'intervention dans la gestion du rapport salarial. Ce que font pourtant les idéologues de la gauche pour qui il y aurait une politique dite réformiste qui favoriserait les salariés aux dépens du capital. Ils qualifient de « cadeaux » aux capitalistes les aides que leur apporte directement l'Etat, et de sociales celles qu'il leur apporte indirectement en organisant la reproduction du rapport salarial. Outre le fait que ce genre de cadeaux, la gauche au pouvoir en a toujours fait beaucoup, il ne s'agit pour l'Etat dans ces deux formes d'aide que d'assurer au mieux la reproduction et l'accumulation du capital, la fameuse croissance. Ce qui implique, entre autre, de tenir compte des luttes prolétaires qu'il doit juguler non seulement par la coercition mais aussi en mettant en œuvre des compromis sociaux qui les maintiennent dans un cadre compatible avec cette croissance (et qui peut même, finalement, la favoriser). C'est, exemple bien connu, ce qui s'est passé à la Libération en France où, sous l'égide du général de Gaulle et du PCF, le capitalisme a été remis sur pied et la croissance du capital est repartie grâce aux augmentations de productivité dues à la généralisation du fordisme. En absorbant en quelque sorte les luttes de classe pour en étouffer la pointe révolutionnaire, l'Etat évolue dans ses formes et ses fonctions. Ainsi, il est à la fois le produit et l'instrument du compromis de classe qui pose le rapport de production fordiste comme caractérisant cette période de l'accumulation capitaliste, dite « les trente glorieuses ».

C'est parce que ces idéologues caractérisent l'intervention de l'Etat dans le rapport salarial comme une politique sociale, une aide aux salariés qui ne serait pas une aide pour le capital, que nous examinons ici ce point en particulier, en le détachant arbitrairement de l'aide au capital sous ses autres formes. On verra que l'aide qu'apporte l'Etat aux salariés sous forme d'allocations diverses (que l'on regroupe sous le terme de « salaire indirect ») et de droit du travail est, 1°) dictée par la nécessité de reproduire par ce moyen la force de travail, et de l'adapter à l'évolution des technologies, 2°) une façon d'abaisser le coût salarial pour chaque capitaliste particulier en le faisant prendre en charge socialement, 3°) une tentative d'encadrement et d'organisation de la lutte des classes afin qu'elle n'aille pas jusqu'à remettre en cause le rapport d'appropriation capitaliste, que ses effets restent dans le cadre du rapport salarial, et qu'elle contribue alors à le reproduire, à reproduire l'accumulation du capital et la société actuelle.

Pourquoi cette intervention de l'Etat dans la reproduction de la force de travail, c'est-à-dire dans le rapport salarial? C'est cette extraordinaire complication, contraire au dogme de la liberté des contrats entre des individus libres, qu'il faudra expliquer et dont il faudra ensuite voir les conséquences sur les transformations de la forme de l'Etat qu'elle implique. Car en ce qui concerne le constat, il est bien connu, et il n'est pas nécessaire de le redire ici de façon détaillée. On sait qu'en France, par exemple, le salaire indirect (dit aussi socialisé) pris en charge par l'Etat revêt de multiples formes: depuis les diverses allocations (logement, familiale, femmes seules, etc.), les diverses assurances (maladie, vieillesse, chômage, etc.), jusqu'à la prise en charge d'une partie du salaire direct (multiples formes d'« emplois

aidés »: jeunes, formations en alternance, R.S.A., etc.). Sans oublier les frais de formation de la main d'œuvre (éducation publique ou privée). Si on ne considère que les aides directes aux salaires (allègements des charges sociales payées par les patrons, emplois aidés), la facture représente, selon le Sénat, 55 milliards d'euros pour la seule année 2009 (contre 600 millions en 1993!)⁴³. A partir des données sur les dépenses publiques⁴⁴, on peut estimer qu'environ 1/3 du PIB français (mesure approximative du revenu national) est prélevé chaque année par les administrations publiques (Etat, régions, départements, communes, sécurité sociale, etc.), rien que pour financer l'entretien et la formation de la main d'œuvre. Ce qui représente plus du double du pourcentage de 1960. Ce qui est significatif, c'est l'extension permanente du domaine des interventions des Etats modernes, même si tous n'arrivent pas au même niveau, parce qu'ils doivent prendre en charge une part croissante des coûts de reproduction et d'adaptation (à la formation, il faudrait d'ailleurs ici ajouter la coercition) de la main d'œuvre. Certes, les Etats tendent depuis le début de la nouvelle époque des crises récurrentes dans les années 70 à les faire décroître. Mais cela ne change rien au fait que l'existence d'individus de plus en plus nombreux dépend pour une part de plus en plus grande des Etats. Il ne s'agit pour chaque prolétaire concerné que de très faibles sommes, néanmoins les seules dépenses dites de prestations sociales, hors coûts de formation, représenteraient environ 1/3, en moyenne, du revenu des ménages français⁴⁵.

Mais, répétons le, la question n'est pas celle du constat du rôle croissant de l'Etat de la fin du 19ème siècle à nos jours dans l'organisation du salariat et la prise en charge du financement de l'aptitude au travail et de l'entretien de la force de travail (santé, enseignement, chômage, etc.)⁴⁶. Car sur le constat tout le monde est d'accord, que ce soit pour s'en plaindre (les libéraux) ou penser que ce n'est pas assez (les étatistes). La question est d'en analyser les causes et les effets sur la forme de l'Etat.

Concernant les causes, les idéologues se divisent en général en deux écoles, qu'ils prétendent opposées bien qu'elles soient, au contraire, très proches. D'une part les « fonctionnalistes » qui estiment que son développement correspond au développement rationnel d'un capitalisme maîtrisé. Selon eux, il répondrait aux nécessités de l'industrialisation, tout en corrigeant les insuffisances et les effets négatifs du marché. Il stimulerait les initiatives privées, en assurant aussi leur cohérence en un tout reproductible et durable formant société. Et d'autre part les « politiques » qui estiment qu'il est le résultat d'une lutte de classe acharnée qui aurait obligé la bourgeoisie à céder aux exigences des travailleurs, qu'il représenterait donc une victoire progressive du socialisme, réforme après réforme, par un meilleur partage des richesses et la conquête de toujours plus de droits pour les travailleurs en particulier (et « de l'homme » en général quand il s'agit de vouloir contenter le public de cette vague abstraction).

A vrai dire, ces deux facteurs – adaptation de l'Etat aux évolutions des conditions de valorisation du capital et luttes des classes concernant les modalités d'application de ces évolutions dans les rapports de production – existent conjointement. Une telle opposition n'existe donc pas pour la simple raison que, le développement du capital étant le procès de sa valorisation, il est aussi organisation de l'exploitation et de la soumission du travailleur au capital. Il intègre donc évidemment la lutte de classes, l'opposition du travail et du capital, et ses résultats. Cependant, la soumission étant une condition de l'exploitation, la croissance capitaliste exige que cette lutte ne la remette pas en cause, se limite à discuter les conditions de l'exploitation (du salariat), lesquelles resteront toujours finalement déterminées pour l'essentiel par le capital tant que sa domination subsiste, tant qu'il conserve la propriété et la maîtrise des conditions de la production (comme propriété financière et comme division du travail entre les puissances intellectuelles de la production et les exécutants).

On sait, ne serait-ce que parce que l'expérience historique l'a amplement prouvé, que tant que la lutte du prolétariat reste sur le terrain de la réforme, de la lutte pour un meilleur salaire, de conditions d'exploitation moins draconiennes, elle contribue aussi au développement du capitalisme lui-même en agissant comme un des facteurs qui pousse à la mécanisation du travail, donc à la productivité et à la concentration du capital. Par exemple, et pour ne citer qu'un exemple célèbre, le taylorisme et le fordisme ont été une réponse des capitalistes à la résistance ouvrière à son exploitation du travail: en réduisant le travail à des gestes simples, en le décomposant en de multiples postes mécanisés, en le soumettant au rythme de la chaîne, le capitaliste dépouille l'ouvrier de tout ce qui pouvait lui rester de qualification et de

maîtrise dans son travail, c'est-à-dire de propriété et puissance personnelle, quitte, comme l'a fait Ford, à augmenter sensiblement son salaire, y voyant même un avantage pour vendre ses Ford T produites en masse par ces transformations du procès de production.

Cette évocation du taylorisme et du fordisme est l'occasion de rappeler que l'accroissement fantastique des interventions de l'Etat dans la gestion du rapport salarial et la reproduction de la force de travail n'est pas qu'une affaire de quantité d'argent qu'il y dépense. Il manifeste aussi une évolution qualitative de l'organisation de la domination du capital sur les prolétaires d'une part, et d'autre part, mais les deux choses sont en fait liées, une évolution du capitalisme lui-même. On constate en effet que ces interventions croissent à peu près en même temps que l'importance toujours plus grande de la machinerie automatique (du capital fixe) dans la production, donc que la productivité et la concentration du capital. Cela veut dire aussi en même temps que le mode dominant d'extraction de la plus-value devient celui correspondant à cette augmentation de la productivité du travail (la plus-value est dite alors relative)⁴⁷, plutôt que celui de l'allongement de sa durée (plus-value absolue, dont l'accroissement subsiste néanmoins dans celui de l'intensité du travail). Rappelons que l'augmentation de la productivité du travail entraîne, avec le développement du progrès technique dans tous les secteurs, une tendance généralisée à la baisse des valeurs des biens de consommation. Elle entraîne évidemment une tendance concomitante à la baisse de la valeur de la force de travail (« *toute variation dans la productivité du travail amène une variation inverse de la valeur de la force de travail* »⁴⁸). Alors, pour un même temps de travail, une même valeur produite, la part qui en revient aux salaires peut diminuer relativement à celle, la plus-value, qui revient au capital (d'où l'appellation de plus-value relative), tout en permettant une augmentation du niveau de vie des salariés.

Ce phénomène, qui se produit sous l'effet des luttes ouvrières et lorsque les hausses de productivité sont importantes et permettent qu'elles soient ainsi quelque peu partagées (comme, par exemple, lors des années 50-70 dites « 30 glorieuses »), nourrit évidemment l'idéologie réformiste en faisant croire à un progrès possible de l'accumulation du capital en même temps que du sort des prolétaires (ce qu'ils ont finalement contesté vigoureusement en mai-juin 68 ne voulant plus du travail hyper-dégradé d'O.S. qui était la contrepartie de ce « progrès »). D'une façon générale, plus la machinerie est développée et plus c'est elle qui domine l'ouvrier qui devient « le serviteur de la machine ». Alors, la domination du capital (que Marx dit alors réelle et non plus formelle) semble moins être celle des patrons que due aux nécessités technologiques, à la domination de la science appliquée à la production. C'est une domination plus pacifique (sauf lors de révoltes sérieuses, mais c'est alors l'Etat qui intervient) avec le patronat qui se transforme en « managers », cadres supérieurs: ceux-là ne sont souvent pas critiqués pour ce qu'ils sont, agents exécutifs du capital, capitalistes actifs, mais seulement comme s'octroyant des revenus trop élevés.

Baisser le prix de la force de travail a toujours été une préoccupation constante du capital. Mais évidemment, cette baisse rencontre des limites, 1°) dans la nécessité pour lui de disposer de travailleurs aptes au labeur, 2°) dans la lutte des classes, 3°) dans la nécessité d'avoir des consommateurs achetant le plus possible. Par exemple, dès les débuts du capitalisme, la bourgeoisie industrielle naissante a été amenée à lutter contre les propriétaires fonciers afin d'obtenir une baisse de la valeur des biens, tels que nourriture, logement, qui rentrent dans la consommation ouvrière. C'est en 1846 que les industriels anglais, toujours en avance au 19^{ème} siècle, ont obtenu l'Anti Corn Law, l'abolition des lois protectionnistes sur le blé. Un blé moins cher leur permettait de baisser les salaires ouvriers et d'exporter davantage leurs produits ainsi devenus également moins chers. En conséquence, l'industrialisation de l'Angleterre s'accéléra rapidement et ruina les ateliers et industries restées plus archaïques dans ses colonies. Elles ne furent plus chargées que de lui fournir des matières premières et des produits agricoles, et accessoirement, de servir de débouché pour ses produits industriels. La division du travail entre pays à fortes technologies et pays dominés s'accrut vertigineusement avec cette politique du libre-échange. Avec elle, s'accrut partout dans le monde la productivité du travail, la baisse de la valeur des différentes forces de travail, et l'accumulation de plus-value aux pôles dominants.

Plus déterminant devient le rôle de la machinerie, et plus l'accumulation du capital se concentre du côté des pays qui ont acquis l'avantage scientifique et technologique qui le permet. De sorte qu'ils ont les

moyens d'accentuer encore plus l'ensemble des conditions de leur domination (de financer un enseignement de qualité, la recherche et ses applications, de dominer le système bancaire, de ruiner leurs concurrents et de les racheter, etc.). Ils bénéficient ainsi, de par leur avance scientifique et technologique, d'une sorte de plus-value extra à l'échelle mondiale pour les produits qu'ils exportent. A quoi s'ajoute qu'ayant aussi le quasi monopole de la propriété de toutes les autres conditions de la production, ils la sous-traitent pour une large part dans les pays à bas salaires et rapatrient chez eux l'essentiel de la plus-value qui en découle (mondialisation). Ainsi, sauf catastrophes exceptionnelles, s'accroît sans cesse inexorablement, et comme naturellement, le différentiel d'accumulation entre les pays riches et les pays pauvres dominés et les capacités des premiers de capter la plus-value mondiale. C'est là un facteur essentiel de la forme moderne de l'impérialisme (qui a pu de la sorte se passer de l'occupation directe de type colonial, la force militaire reste certes d'un usage systématique mais relève assez souvent moins d'une nécessité d'occuper un territoire pour le piller que d'une lutte entre les impérialistes pour contrôler les principales sources de matières premières).

Sans cet accaparement impérialiste des richesses mondiales, il n'y aurait pas eu d'Etat « Providence », forme qui n'a existé, et y subsiste encore bien que sans cesse rognée du fait de la crise, que dans les métropoles impérialistes. Car il n'y aurait pas eu assez de miettes à distribuer au prolétariat pour le persuader que l'Etat peut lui rendre le capitalisme sinon agréable, du moins acceptable.

Acceptable ou en tout cas mieux accepté par la majorité des prolétaires des pays les plus développés qu'il y a un siècle. Pourquoi? Par la distribution de ces « miettes », certes, mais pas seulement. Parce qu'aussi, comme nous l'avons rappelé ci-dessus, de fortes augmentations de productivité permettent aux capitalistes, par la baisse du coût des intrants (force de travail, machines, matières, etc.) d'augmenter leurs profits tout en le faisant aussi plus ou moins du niveau de vie des travailleurs. *« Avec un accroissement continu dans la productivité du travail, le prix de la force de travail pourrait ainsi tomber de plus en plus, en même temps que les subsistances à la disposition de l'ouvrier continueraient à augmenter. Mais, même dans ce cas, la baisse continue dans le prix de la force de travail, en amenant une hausse continue de la plus-value, élargirait l'abîme entre les conditions de la vie des travailleurs et les capitalistes »*⁴⁹.

Ce « partage » est d'autant plus possible dans les pays dominants que, comme on vient de le dire, il concerne une plus-value produite aujourd'hui pour une large part par les prolétaires des pays dominés, dits « émergents », et rapatriée par divers circuits dans ces pays du Centre. La conséquence de tout ce système est que la possibilité d'un Etat social, réformiste, est plus facile dans ces pays dominants. La lutte des classes y est de ce fait plus émoussée (d'autant plus que cette division internationale du travail y diminue relativement la masse des prolétaires) et tend, dans un premier temps du moins, à en appeler à la protection et l'assistance accrues de l'Etat.

Mais revenons à la question initiale: pourquoi est-ce que l'Etat actuel doit se charger encore beaucoup plus qu'avant de gérer le rapport salarial? Comme toujours, on trouve la cause de cette évolution dans celle du procès de production capitaliste. Laquelle est fondée en particulier (nous ne pouvons évidemment pas en examiner ici tous les facteurs, tels l'extension du crédit, la concentration du capital, la mondialisation, etc.) sur les hausses fantastiques de productivité qu'il a obtenu, notamment dans la deuxième moitié du 20^{ème} siècle. Or ces hausses finissent, on le sait, par produire des effets pervers⁵⁰. Ceci parce qu'en diminuant sans cesse la part du travail vivant employé relativement à celle des machines, elles finissent par saper ainsi la base de la production de plus-value (induisent le mouvement tendanciel de la baisse du taux de profit, en même temps que diminue la quantité de travail contenue dans chaque marchandise). Mais cela, le capitaliste particulier ne le voit pas: il ne voit que l'avantage immédiat que procurent à ses profits les hausses de productivité qu'il peut obtenir dans son entreprise. Il ignore autant le phénomène général de cette diminution relative de la quantité de travail vivant dans le capital employé (qui est masquée dans les phases d'expansion par l'élargissement de la production) que le fait qu'elle tend à détruire les bases de la valorisation du capital en général, dont dépend aussi celle de celui qu'il représente en particulier. Le capital en général, ce n'est pas sa première préoccupation bien qu'il en dépende étroitement, il ne considère que le capital particulier qu'il représente et doit valoriser. Voilà qu'encore une fois, les intérêts du privé diffèrent de ceux du général. Ce qui est l'intérêt immédiat de

chaque capital particulier est néfaste à terme pour le capital en général. L'idylle d'une « régulation » par l'Etat « Providence » de la croissance et d'un partage des revenus favorable à tous est de courte durée (1950-1970, et en Europe occidentale seulement), et très vite, ce sont des difficultés accrues de la valorisation du capital qui apparaissent, aboutissant à la crise actuelle.

La conséquence inévitable de ces difficultés est qu'elles obligent chaque capitaliste à déployer un acharnement accru pour réduire les coûts de tous ses facteurs de production, matières premières, main d'œuvre, sécurité, gestion des déchets et pollutions, etc., afin de maintenir le taux de profit. D'ailleurs, s'il ne cherchait pas à maximiser coûte que coûte son profit, il serait tué par ses concurrents, disparaîtrait, le plus rentable gagnant nécessairement sur le moins. Il doit le faire pour survivre en tant que capitaliste, et la concurrence est le gendarme qui l'oblige à le faire. Ce comportement individuel nécessaire de recherche du maximum de profit immédiat entraîne un saccage rapide de la nature et de la force de travail. C'est bien d'ailleurs ce qu'on voit tous les jours. Là encore, le comportement individuel nécessaire de chaque capitaliste en particulier est néfaste à la perpétuation du capital en général, c'est-à-dire de la société capitaliste. D'où l'intervention croissante de l'Etat puisque son rôle est justement celui d'organiser les conditions de cette perpétuation. Car, en effet, ce saccage ne peut aller au delà d'une certaine limite sans remettre en cause « le développement durable », la capacité du système à se perpétuer, ni sans susciter des luttes qui mettent en branle différentes classes, chacune à leur façon, et qu'il convient pour la même raison de canaliser. C'est ainsi que des problèmes comme l'hygiène des logements et des villes ont été abordés par la bourgeoisie lorsqu'elle a réalisé que l'insalubrité était la cause de maladies graves qui non seulement pouvaient éventuellement l'atteindre elle-même dans ses quartiers, mais surtout menaçaient la capacité de la classe ouvrière à travailler et à se reproduire. De même aujourd'hui pour les questions de pollution et d'écologie en général, dont les différentes couches bourgeoises des villes, parce qu'elles sont touchées, exigent de l'Etat qu'il s'en empare en multipliant une fois de plus les réglementations et les bureaucraties (qui ne résolvent d'ailleurs jamais les problèmes à leur racine, mais ne font en général au mieux que les déplacer ailleurs). La survie du prolétariat, son aptitude au travail, son acceptation résignée du système, sont des questions qui intéressent la bourgeoisie. Les seules questions que ses réformes n'abordent jamais sont celles de l'existence d'une classe exploitée, des divisions sociales du travail qui fondent celles de la propriété.

A propos de la gestion de la main d'œuvre qui nous intéresse ici, Marx observait que le capitaliste, obnubilé par son profit personnel immédiat, tend à dégrader le prolétaire à un point tel que cela nuit à son rendement au travail. Quand l'exploitation est trop forte, il faut remplacer plus rapidement les forces de travail usées, donc faire entrer de plus grands frais d'usure dans la reproduction de la force de travail. « *Il semble donc que l'intérêt même du capital réclame de lui une journée de travail normale* », mais « *Après moi le déluge! Telle est la devise de tout capitaliste... le capital ne s'inquiète donc point de la santé et de la durée de vie du travailleur, s'il n'y est pas contraint par la société* »⁵¹. Marx voyait cette contrainte comme celle de la lutte de classes. Or bien souvent, l'Etat a préféré prendre les devants, non seulement afin de la freiner et de la canaliser, mais aussi tout simplement par nécessité d'empêcher les capitalistes particuliers de détruire de façon irréversible les conditions mêmes de la vie du capital, de sa société.

C'est exactement en effet le rôle de l'Etat de représenter les intérêts généraux du capital qui, comme c'est le cas dans l'exemple de la force de travail cité par K. Marx, ou autre exemple, de l'écologie aujourd'hui, s'opposent bien souvent aux intérêts privés, aux nécessités mêmes des comportements privés du capitaliste qui, ne pouvant connaître d'autres buts que son profit immédiat, sont destructeurs pour l'ensemble du système: livré à lui-même, à ses comportements privés déterminés, le capital (le « marché ») ne peut pas reproduire la société mais seulement la détruire⁵². Il lui faut l'Etat qui organise un saccage « soutenable », c'est-à-dire une destruction qui n'épuise pas immédiatement toute l'humanité mais seulement les centaines de millions de ses membres qu'il juge superflus, gênants, ou hostiles. Ce qui faisait déjà dire à Marx que le capitalisme « *fait de chaque progrès économique une calamité publique* »⁵³.

Les historiens ont souvent observé que, pendant longtemps, le mouvement ouvrier refusa de s'en remettre à l'Etat pour s'assurer contre les aléas de la vie, et de passer ainsi sous sa coupe, en tentant d'organiser de

façon autonome sa solidarité par les Bourses du Travail, les Mutuelles, des syndicats indépendants, etc. Les patrons eux aussi ne voulaient pas de lois sociales fixées par l'Etat, préférant, au mieux et dans quelques cas, un système d'œuvres sociales qu'ils contrôlaient en fonction de leurs besoins et qui renforçaient leur pouvoir sur leurs salariés (système dit paternaliste ou du catholicisme social). Mais justement, toutes ces initiatives privées de la société civile s'avéraient très insuffisantes. Parce que les ouvriers n'avaient pas les ressources. Parce que les patrons ne voulaient et ne pouvaient pas faire moins de profits que leurs concurrents.

C'est pourquoi, dès la fin du 19^{ème} siècle, l'Etat a dû commencer à se soucier de la santé et de la survie des populations ouvrières. De même ensuite, il a dû prendre en charge l'enseignement minimum qui était nécessaire compte tenu des progrès techniques et des besoins d'inculquer l'idéologie républicaine, les bienfaits du salariat, du nationalisme et de l'Etat. Et ainsi de suite, l'Etat a été amené à collectiviser bureaucratiquement les conditions de la valorisation du capital, dont la plus essentielle, celle qui concerne la reproduction de la force de travail, devint l'objet d'une « politique sociale », c'est-à-dire en fait socialisée, mise à la charge de la société. Formellement, cette politique a pu parfois apparaître comme non étatique, comme dans le cas en France de la Sécurité Sociale qui a été créée sous la forme d'un organisme paritaire patronat-syndicats. Mais des cotisations obligatoires prélevées par l'Etat, un budget voté et abondé par l'Etat, un contrôle strict de l'Etat, font de cet organisme, comme des autres organismes sociaux, un appareil de l'Etat. Tout ce que les idéologues baptisent comme paritarisme, cogestion, ne se rapporte qu'à cet aspect du rôle de l'Etat dans la valorisation du capital, qui est celui d'organiser la paix sociale au moyen de certaines alliances. Que ce soit avec la bureaucratie syndicale dont il achète la collaboration en lui offrant des milliers de postes d'administrateurs à la Sécu, dans les Caisses de retraite où plusieurs scandales ont révélé comment leurs dirigeants syndicaux s'enrichissaient à la manière des dirigeants politiques, les sinécures d'innombrables organismes prévus à cet effet qui vont des plus riches Comités d'Entreprise jusqu'au Conseil Economique et Social. Ou que ce soit avec les politiciens à qui sont offerts des milliers de postes dans les différents organismes étatiques et leurs innombrables filiales.

Le sens général de ces interventions étatiques dans tous les domaines de la vie des travailleurs (santé, enseignement, famille, chômage, logement, et jusqu'aux loisirs avec les politiques dites sportives ou culturelles), faites au nom du progrès permanent par les réformes successives, est d'essayer d'adapter la gestion de la force de travail aux difficultés toujours renouvelées de la valorisation du capital. On peut le voir facilement en examinant chacune de ces réformes. Prenons, par exemple, la loi Aubry sur les 35 heures en France, considérée comme emblématique des bonnes réformes de gauche.

La loi sur les 35 heures se présente comme une obligation faite aux capitalistes de réduire le temps de travail de 4 heures par semaine. Ce qui permet de la faire passer comme une loi anti-chômage, et un grand progrès pour tous les travailleurs. D'autant plus que le patronat s'y est opposé, y voyant une source de diminution du surtravail, donc de ses profits. Mais c'est que, comme d'habitude, le capitaliste ne voit que ses intérêts immédiats, et pas ceux de l'ensemble du capital. Car la loi Aubry ne fait qu'essayer de prendre en considération le problème général de la tendance à la diminution de la quantité de travail vivant employé du fait des hausses de productivité. Et ce qui est remarquable est que bien que ce faisant, elle ait eu le souci d'améliorer la valorisation du capital et n'ait répondu que fort médiocrement à une aspiration des travailleurs, elle a suscité l'ire du syndicat patronal Medef qui a démontré dans cette affaire que la gauche étatique était mieux au fait des intérêts généraux du capital que lui, trop inspiré des intérêts privés des différents patrons.

Car d'abord, elle prévoit de leur verser plus de 100 milliards de francs en guise de première compensation, bien que le capital soit l'unique responsable de l'aggravation du chômage. Tandis que les salaires des travailleurs se trouvent bloqués, voire diminués, sous le prétexte de partager le travail entre eux par solidarité. Ce qui revient à leur faire supporter la charge du chômage. De plus, elle fut l'occasion d'un réaménagement du temps de travail qui a consisté à accroître considérablement sa « flexibilité » par son annualisation (il ne s'agit nullement de 35 heures par semaine mais d'une moyenne sur l'année). Cela a permis d'adapter la production aux variations de la demande, donc de diminuer les capitaux immobilisés dans les stocks (de matières premières, produits finis, etc.) et d'organiser les « flux tendus ». Cela a aussi permis d'accroître l'intensité du travail par la suppression des pauses et des divers temps morts qui ne sont

plus comptabilisés dans les 35 heures (on peut encore ajouter que comme les ouvriers sont moins épuisés dans les premières heures de travail, cela contribue aussi à favoriser cette augmentation de l'intensité). Tout cela, qui favorise une utilisation des machines en continu et une production en flux tendus, « juste à temps », correspond exactement aux contraintes d'une production fondée sur une utilisation massive de capital fixe, et est le moyen classique d'obtenir une plus-value supplémentaire dans cette situation (caractéristique du capitalisme moderne). Voilà comment finalement les ouvriers se partagent entre eux l'emploi et les salaires, tout en fournissant un travail plus intensif (et plus productif grâce aux « flux tendus »), tandis que le capital se voit poussé et aidé à s'adapter aux exigences de la valorisation du capital à l'époque d'une production fondée sur la machinerie automatique (capital fixe). Mais le fait que les capitalistes ne voient pas les problèmes que posent la valorisation du capital en général (pourtant condition de la valorisation de leur capital particulier), qu'ils ont hurlé contre cette loi Aubry qui les obligeait à s'adapter tant bien que mal aux contradictions que développe le capital parce qu'il diminue le travail vivant (ce qui est l'intérêt immédiat de chaque capitaliste, mais ruine le capital en général), a l'avantage incontestable de faire passer l'Etat pour « indépendant » et défenseur de l'intérêt général présenté comme juste équilibre entre le capital et le travail.

Toute réforme sociale a une face économique favorable au capitaliste, quoiqu'il en dise. Imaginez, par exemple, que l'Etat ne subventionne plus la construction de logements à loyers modérés, ne prenne pas en charge la santé, les frais d'entretien et d'éducation des travailleurs, et notre homme devrait augmenter leurs salaires, sauf à les laisser dépérir (ce qu'il est aussi bien capable de faire, tout comme de scier la branche sur laquelle il est assis). A l'inverse, plus l'Etat assume ces frais, et plus les salaires peuvent être bas, et le coût du travail abaissé pour les patrons puisqu'ils ne paient qu'une partie, de plus en plus faible d'ailleurs, des charges sociales. Les interventions de l'Etat font toujours pousser des soupirs et des cris d'orfraie aux capitalistes particuliers dans la mesure où elles constituent aussi des coûts, des « faux-frais » du capital selon l'expression de Marx. En même temps, ils en appellent à l'Etat à corps et à cris dans la mesure où la valorisation du capital en dépend de plus en plus. L'Etat leur répond toujours le plus favorablement qu'il peut puisque la reproduction de la société dépend de celle du capital et de sa croissance. Mais elle dépend aussi de la lutte des classes et c'est donc aussi le rôle de l'Etat de la contenir dans des limites compatibles avec cette reproduction du capital. Toute sa discussion avec les capitalistes porte seulement sur le niveau de ces limites. Et évidemment, la crise se développant, l'écart entre ce que réclament les capitalistes d'un côté et les prolétaires de l'autre va croissant!

Toute réforme sociale a aussi une face politico-idéologique. Ainsi les lois sociales sont certes souvent des « conquêtes ouvrières », mais aussi toujours une intégration plus poussée de la classe ouvrière dans le système capitaliste afin que sa lutte n'aille pas jusqu'à remettre en cause ses conditions fondamentales d'existence, et qu'il se reproduise avec le moins de heurts et de difficultés possible. Elles apparaissent comme des conquêtes mais, souvent, c'est surtout dans la mesure où l'Etat a utilisé la pression de la lutte ouvrière pour les imposer à des capitalistes aveugles jusqu'au point de refuser la réalisation de ces conditions. D'ailleurs, c'est lui qui le plus souvent en a pris l'initiative. Bismarck avait introduit les premières grandes lois sociales pour rallier la classe ouvrière à la Nation. «... *L'Allemagne (a mis) en place au cours des années 1880 un système d'assurances sociales fondé sur des cotisations obligatoires. Les raisons n'en sont pas économiques... Cette mesure a été prise pour perpétuer un régime politique très traditionnel qui avantageait les anciennes familles de l'aristocratie; le but premier était d'en assurer la légitimité aux yeux des ouvriers, dont le nombre et la concentration dans les grandes villes, centres de pouvoir, augmentaient rapidement. De plus... une partie des libéraux représentant les classes moyennes étaient passés dans l'opposition: il était habile de se rapprocher de la classe ouvrière* »⁵⁴. Beveridge, le fondateur de la Sécurité Sociale universelle, justifie son projet de 1942 par les encouragements qu'il est nécessaire d'apporter au prolétariat anglais pour qu'il fasse la guerre, écrivant alors: « *Chaque citoyen sera d'autant plus disposé à se consacrer à l'effort de guerre qu'il sentira que son gouvernement met en place des plans pour un monde meilleur* »⁵⁵. De même « *l'exposé des motifs de l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant sur l'organisation de la Sécurité Sociale (en France) parle ainsi de l'élan de fraternité et de rapprochement des classes qui marque la fin de la guerre* »⁵⁶. On sait que les conquêtes sociales de la Libération font partie du prix à payer par la bourgeoisie pour que la Résistance soit désarmée et que sa collaboration généralisée avec le fascisme soit oubliée, noyée dans la «

réconciliation nationale » et la « reconstruction » du capitalisme organisées par de Gaulle et le PCF en échange de quelques postes ministériels. Tout cela peut se rapprocher de ce judicieux conseil que l'abbé Pierre a donné aux riches: « *Si tu veux conserver ce que tu possèdes, fais tout pour que l'autre n'ait pas trop faim, pas trop soif, pas trop froid, afin qu'il ne vienne pas te prendre ce que tu as* ». Le haut manager qui cite cette phrase⁵⁷ commente avec admiration que le fameux abbé est « *un des économistes les plus avertis* ». Par Dieu sans doute, ce qui est une concurrence déloyale pour ses confrères!

D'une façon générale, tant que c'est l'Etat qui légifère et qui exécute, les « conquêtes ouvrières » sont au mieux des concessions au prolétariat pour stopper un mouvement jugé « dangereux » (cf. 1936, 1945, 1968), et au prix pour lui de l'acceptation d'une soumission renouvelée, voire accrue, au capital. Sans luttes, il aurait moins, mais sans mener ces luttes jusqu'au bout, il ne fait que condamner le capital à accélérer sa course à la productivité qui l'exploite et l'aliène encore plus, le réduisant au chômage ou le soumettant davantage à la machinerie et aux puissances intellectuelles. Bref, il n'y a pas deux politiques de l'Etat, l'une dite « libérale » en faveur du capital et de la création de richesses, l'autre dite sociale et droit de l'hommiste en faveur du travail et des individus (pas plus d'ailleurs qu'il n'y a de politique économique qui ne soit pas sociale, ne concerne l'unité de la société et sa reproduction). Il y a une seule politique globale de valorisation du capital, base et condition de cette reproduction, qui intègre le « social », la réforme, comme moyen pacifique de soumission du travail au capital, d'ordre social, de consensus certes plus ou moins fissuré et malmené, mais tenant bon sur l'essentiel: la division sociale du travail (la propriété), l'argent, le salariat, l'Etat.

Il faut revenir un instant sur les causes de cette domination relativement pacifique (par rapport aux 18^{ème} et 19^{ème} siècles) de l'Etat sur les prolétaires des pays impérialistes, que nous avons déjà abordées au début de cette section, afin d'en bien montrer les bases dans les transformations mêmes du procès de production capitaliste (dans le chapitre 4, cette analyse sera complétée par celle des bases idéologiques qui produisent le fétichisme de l'Etat). D'autant plus que la crise actuelle révèle à ce sujet une situation nouvelle, et ouvre une époque d'antagonismes violents⁵⁸.

C'est indéniablement et fondamentalement parce que, avec le machinisme, se développe ce que Marx a appelé la soumission réelle de l'ouvrier au capital. Parce que la machine automatique dévalorise la seule propriété de l'ouvrier: son habileté, son « métier ». Nous avons vu que tant que l'ouvrier possédait ces qualités et était l'agent principal de la production, cela lui donnait un moyen personnel puissant de résistance à l'exploitation (époque de la soumission formelle de l'ouvrier au capital), à laquelle le capitaliste ne pouvait guère opposer que la coercition la plus draconienne. Maintenant, c'est la machine qui le soumet à sa puissance, à ses rythmes, exerçant une domination qui semble purement « économique » (le « progrès »!), technique, indiscutable. L'ouvrier devient un simple serviteur de la machine, exécutant de gestes simples. Et donc, aussi, interchangeable. Comme en même temps la machine fait croître « l'armée industrielle de réserve », ce moyen de la pression du capital sur le salarié est d'autant plus fort que n'importe quel chômeur peut faire l'affaire (alors que les « jaunes » ne pouvaient que plus difficilement exister à l'époque où les fortes qualifications professionnelles ouvrières importaient beaucoup).

Marx avait déjà remarqué que dès que le capitalisme « *... a acquis un certain développement, son mécanisme brise toute résistance; la présence constante d'une surpopulation relative maintient... le salaire dans des limites conformes aux besoins du capital... Parfois, on a bien encore recours à la contrainte, à l'emploi de la force brutale, mais ce n'est que par exception* »⁵⁹. A partir de là, les droits ouvriers purent être élargis prudemment. Notamment, le droit de coalition qui ne fut admis que quelques cinq siècles après les tout débuts du capitalisme. « *Les coalitions ouvrières furent mises au rang des plus grands crimes et y restèrent depuis le 14^{ème} siècle jusqu'en 1825* »⁶⁰ (en Angleterre, 1864 pour la France). Ensuite, nous l'avons vu, se sont développés des droits dits sociaux par l'intervention de l'Etat (et le droit de vote pour les mâles en 1848 en France). Mais ils ne se sont progressivement élargis que parallèlement à l'accroissement de la soumission réelle de l'ouvrier au capital, en même temps que les syndicats et partis ouvriers s'intégraient à l'Etat en prêchant le réformisme. « *A l'état d'embryon... (le capital)... cherche à s'assurer son droit à l'absorption... (du surtravail)... non par la puissance des seules conditions économiques, mais avec l'aide des pouvoirs publics... Il faut des siècles pour que le*

*travailleur « libre », par suite du développement des forces productives, soit contraint socialement... »*⁶¹. A l'état développé, la « puissance économique » du capital est telle (la science, la technique, l'organisation de la coopération et de la production, etc., sont entièrement passées de son côté) qu'il peut se soumettre relativement facilement le travail. Mais par contre, chaque capital particulier, aussi grand soit-il, ne peut moins que jamais, comme nous l'avons vu, assurer les conditions de reproduction de la force de travail, et plus généralement, de la société (qui incluent l'hygiène, l'écologie, l'intégration de la lutte des classes par une politique sociale générale, l'organisation d'un consensus social qui est le réformisme, etc.). Pour cela il lui faut, plus que jamais, l'Etat.

Bref, et tout en sachant que la force armée, policière et militaire, est toujours présente et déterminante en cas de lutte ouvrière d'envergure (et bien sûr dans le cadre des luttes pour la domination mondiale), la forme que prend la domination du capital en général sur les ouvriers dans les pays développés est l'Etat, en même temps qu'il leur semble pouvoir être la puissance qui impose des réformes aux capitalistes eux-mêmes. Mais bien sûr, cette domination relativement pacifique n'a rien d'une simple nécessité technique contrairement à ce qu'en disent des démocrates, comme par exemple H. Arendt: « *Dans la société moderne, le travailleur n'est plus assujéti à aucune violence, ni à aucune domination, il est contraint par la nécessité directe inhérente à la vie elle-même... La nécessité a donc pris la place de la violence* »⁶². La nécessité ainsi posée abstraitement comme « inhérente à la vie » a bon dos. En réalité, c'est la nécessité des conditions « économiques » spécifiques au capital. En réalité donc, il s'agit d'une « contrainte » qui n'est due et nécessaire qu'à l'appropriation de toutes les conditions de la production par les financiers et les puissances intellectuelles, ce qui laisse les ouvriers sans aucune puissance personnelle, si ce n'est leur organisation en force révolutionnaire pour abolir leur état et, donc, cet Etat.

3.2 Etat et capital

Après le rôle de l'Etat dans la gestion de la force de travail et l'encadrement de la lutte salariale (ce que les idéologues appellent son rôle social et réformiste), rappelons maintenant ses interventions en faveur de l'autre pôle du rapport capitaliste, celui des moyens matériels de la production et de leurs divers propriétaires, les capitalistes passifs (les propriétaires financiers) et actifs (les cadres supérieurs, les « puissances intellectuelles de la production » selon la formule de Marx)⁶³.

Il n'est pas besoin de longs développements pour constater combien les aides de l'Etat apportant, par divers biais, des financements aux capitalistes sont devenues au fil du temps de plus en plus considérables et un facteur indispensable à la valorisation du capital. Aides qui sont présentées, parées de nombreuses vertus « citoyennes » telles que soutien aux « créateurs » ou entrepreneurs, à la croissance, à l'emploi, etc. Un exemple célèbre en a été autrefois le « New Deal » initié par Roosevelt pour tenter (sans guère de succès) de sortir les USA de la crise des années 30. Mais tous les records ont été battus en la matière avec la somme des sauvetages à répétition du système financier dans différentes zones du monde depuis les années 80⁶⁴, jusqu'aux sommets inouïs atteints, et ce n'est pas fini à ce jour, après le krach de 2008.

Un regard sur ces trente dernières années de crises du capital sur tous les continents suffit pour affirmer que, sans ces interventions étatiques massives pour sauver le système financier, le capitalisme aurait immédiatement sombré dans le chaos (menace toujours réelle à ce jour, rien n'ayant encore été résolu quant aux causes profondes de la crise). Les Etats ne pouvaient qu'agir ainsi parce que le capital de l'époque contemporaine⁶⁵ repose complètement sur un amoncellement de crédits et de dettes.

Rappelons⁶⁶ que l'importance croissante du crédit, donc du système financier, dans la production de la plus-value et l'accumulation du capital tient à trois facteurs principaux:

- 1°) Développement de procès de production basés sur une mécanisation et une productivité toujours accrues. Ce qui induit une concentration de masses de capitaux elles aussi accrues, et donc l'appel accru également au crédit par divers biais (société par actions, emprunts obligataires et bancaires, etc.).
- 2°) Nécessité d'une mobilité toujours plus grande du capital pour trouver les meilleures conditions de production de plus-value et élargir l'aire de valorisation des capitaux (mondialisation).

3°) Nécessité d'accélérer la rotation du capital, car c'est un facteur puissant d'accroissement du taux de profit. Le crédit permet en effet de vendre plus vite, comme de racheter les moyens d'une nouvelle production sans avoir vendu. On sait, entre autres exemples, que le krach de 2008 a été déclenché par un niveau d'endettement insoutenable des ménages et des entreprises dans les pays développés, lequel avait permis de gonfler artificiellement production et consommation dans les années précédentes.

Bref, ce qui est nouveau n'est pas le crédit, ni les bulles et krachs financiers qu'il engendre. Ce qui est nouveau, c'est l'extraordinaire ampleur prise par la masse des crédits et des dettes, démultipliée par des pyramides de « produits dérivés », qui forment un capital financier parfaitement fictif en tant que capital⁶⁷. En effet, le crédit n'est qu'un stimulant, un dopant à la production de plus-value. Et le système capitaliste de production en est devenu tellement dépendant qu'il en arrive de plus en plus souvent à l'overdose: le krach financier qui vient sanctionner cette stimulation artificielle, et donc finalement fictive, de production de plus-value. Sauver le capitalisme, c'est-à-dire reproduire cette société, exige cependant de rétablir le système financier qui organise le crédit. Ce sauvetage ne peut consister aujourd'hui qu'à ce que les Etats prennent à leur charge, avant qu'elles ne fassent faillite, tout ou partie des créances irrécouvrables et des dettes qui plombent les sociétés financières, et qu'ils leur fournissent en plus des tombereaux d'argent pour qu'elles puissent à leur tour le prêter (bien entendu à des taux supérieurs!).

Ces faits sont maintenant bien connus de tous ceux qui s'informent. Ce sur quoi il faut néanmoins insister, c'est que ce sauvetage – ou plutôt aujourd'hui tentative de sauvetage toujours en bien mauvaise passe – était et reste tout à fait indispensable à la survie de la société actuelle. En effet, c'est tout le système qui sinon serait tombé en faillite globale par l'effet domino d'un enchevêtrement de dettes et créances d'un montant si considérable que la faillite d'une entreprise « too big to fail » aurait entraîné celle de toutes les autres (ce qui a manqué de peu d'arriver avec celle de Lehman Brothers aux USA). C'est un fait que la seule dénonciation des « cadeaux » pharaoniques faits par les Etats à la détestable Finance ne permet pas de comprendre, et ne peut aboutir qu'à de faux remèdes. La réalité est que ces cadeaux des Etats ne s'opposent pas au développement de l'accumulation capitaliste représentée par cette croissance tant prônée de tous côtés comme le remède au chômage et à la misère des masses. Bien au contraire, dans la mesure où ils contribuent à la relance du crédit, ils la favorisent. S'ils s'y opposent, ainsi qu'aux résultats à en attendre quant au niveau de vie des masses, c'est en tant qu'elle s'accompagne nécessairement de la croissance des contradictions et antagonismes du système⁶⁸. Sans le crédit, il crève, et avec plus de crédit, ce sont des crises plus graves et des masses populaires plus souffrantes.

Mais l'Etat n'aide pas le pôle du capital qu'à travers son soutien au système du crédit. Il est aussi amené à accroître ses aides directes à la production de plus-value là où elle est produite. Il le fait, comme on l'a rappelé ci-dessus (section 3.1), en s'occupant de l'organisation du rapport salarial (droit du travail, entretien et formation de la force de travail, contrôle et répression des luttes prolétaires, etc.). Il le fait en accroissant les aides financières, d'autant plus avec la crise, qu'il apporte directement aux entreprises. Par exemple, en France, à l'abaissement des charges sociales et aides à l'emploi déjà évoqué (55 milliards d'euros en 2009), s'ajoutent des subventions pour la construction d'usines, pour produire « vert », pour la recherche, pour la vente des produits (primes à l'achat de voitures par exemple), des aides à l'exportation, des commandes publiques offrant de juteux marchés, de multiples réductions d'impôts, etc. « *Les seules réductions d'impôts votées depuis 2000 ont amputé les recettes publiques (donc gonflé les portefeuilles privés, n.d.a.) de 66 milliards d'euros par an. Les multiples niches fiscales... ont un coût annuel de 73 milliards d'euros* »⁶⁹.

Sans être exhaustif pour autant, il est utile de rappeler l'aide aussi considérable que coûteuse qu'apportent aussi au capital les interventions militaires de l'Etat, dont l'objet est de faciliter la mainmise sur des ressources en matières premières et des marchés (cela dans des rapports complexes de concurrence et d'alliances avec d'autres Etats que nous ne développerons pas ici). Un prétexte aujourd'hui souvent avancé à propos de ces opérations est de promouvoir la démocratie dans tel ou tel pays, comme autrefois celui de la colonisation était d'apporter le progrès. Sans rire, on prétend vouloir y éliminer des tyrans qui, la veille encore, étaient de grands amis, tels les Gbagbo, Ben Ali, Kadhafi, etc. La réalité, c'est que les multinationales se sont rendues compte que les régimes ultra-corrompus de ces amis, bien que leurs

complices attentionnés, étaient finalement plus néfastes qu'utiles pour elles. Car, grands prédateurs, ces tyrans et leurs entourages prélevaient des fortunes si considérables sur les investissements et sur leurs peuples que le développement d'une accumulation du capital dans ces pays en était compromis. Cela d'autant plus que ces centaines de milliards volés étaient rarement réinvestis dans des activités productives. Comme le dit benoîtement l'éditorialiste du journal économique Les Echos: « *cette corruption a des effets économiques longtemps sous-estimés... les avoirs de Ben Ali permettraient d'éponger la dette extérieure tunisienne... elle étouffe les initiatives (pénalise la rentabilité des investissements, n.d.a.) en exigeant des tickets d'entrée décourageants... la chute des dictateurs supprime le principal obstacle à leur (ces pays) développement (capitaliste)* »⁷⁰.

Un des résultats de toutes ces interventions de l'Etat, telles que nous venons de les examiner (sections 3.1 et 3.2) aux deux pôles du rapport capitaliste, est qu'elles aboutissent au gonflement pharaonique des dettes publiques. Cela est une manifestation de ce que, à ce stade historique du capitalisme, époque de sa sénilité irréversible, l'Etat est devenu l'organisateur essentiel de la valorisation du capital, fondement de la reproduction de la société dont il est par nature le responsable. En effet, la dette publique n'est que le moyen de prélever (par l'impôt, l'inflation, le moratoire) dans la poche des travailleurs une part supplémentaire de leurs revenus afin d'en faire une part supplémentaire de plus-value pour les capitaux.

3.3 Etat et démocratie

« *Vous apercevrez un pouvoir central immense qui a attiré et englouti dans son unité toutes les parcelles d'autorité et d'influence qui étaient auparavant dispersées dans une foule de pouvoirs secondaires, d'ordres, de classes, de professions, de familles et d'individus, et comme éparpillées dans tout le corps social* »⁷¹.

Il est vrai que, de la conception initiale et imaginaire de l'Etat comme issu d'un contrat que passaient entre eux des individus privés supposés libres, égaux, maîtres d'eux-mêmes et de leurs relations par lesquelles ils forment la société, on est passé progressivement à un système où un appareil bureaucratique spécial, l'Etat, doit tenter de suppléer ce libre « marché » qui s'avère incapable de reproduire la société, c'est-à-dire les rapports sociaux qui sont le capitalisme. Il y a eu indubitablement prise en charge progressive par l'Etat, de plus en plus systématiquement et directement, des conditions essentielles de la reproduction de la société, qui se résument en deux nécessités intimement liées: 1°) la valorisation du capital qui implique qu'il intervienne sur tous les facteurs du procès de cette valorisation (aides au système de crédit, à la production, à la formation et la reproduction de la force de travail, à l'expansion mondiale, etc.), 2°) l'organisation d'une paix sociale relative, c'est-à-dire de la soumission plus ou moins consentie du travailleur à l'Etat en échange de l'obtention éventuelle de quelques prestations sociales. La deuxième condition est évidemment au service de la première, de même que la « politique sociale » est une aide à la valorisation du capital, directement par prise en charge d'une partie essentielle du coût de formation, d'entretien et de reproduction de la force de travail, et indirectement par l'organisation du consensus social.

Comme nous l'avons déjà remarqué, cette relative paix sociale plus ou moins consentie ne peut être organisée que par les Etats des pays où le capital est développé et prospère. D'une part, parce qu'alors la domination du capital sur le prolétaire y apparaît comme celle de la machinerie, de la science et de ses applications à la production, et moins qu'autrefois comme celle d'un maître despotique. Et d'autre part, parce que ces pays, de par leur puissance, développent un impérialisme qui leur permet d'accaparer une part telle des richesses mondiales que des miettes peuvent en revenir au peuple (plus ou moins suivant leur place dans la division sociale du travail)⁷². Cela permet l'association à la gestion de l'Etat bourgeois de diverses couches sociales, par le biais de leurs représentants syndicaux et politiques à qui sont offerts postes, sinécures et prébendes. Ces alliances permettent de donner une forme démocratique à l'Etat et, sous ce prétexte, d'interdire et de combattre toute lutte qui le remettrait en cause. Paix relative à l'intérieur donc, du moins dans le dernier demi-siècle, mais guerres permanentes à l'extérieur. Ce qui induit l'existence d'un appareil militaire fort coûteux au sein de l'Etat. Et comme la crise du capital aggrave tous les antagonismes, intérieurs comme extérieurs, non seulement cet appareil se renforce mais

aussi l'appareil policier et « sécuritaire » qui doit maintenir par la force un ordre social qui perd progressivement ses quelques bases démocratiques. Sur tous ces appareils opposés aux peuples se greffent toutes sortes de services secrets, d'officines barbouzardes, de trafics divers (ventes d'armes, de drogues, contrats truqués, rétro-commissions, etc.), qui non seulement accroissent et généralisent la corruption au sein de l'Etat mais aussi constituent de puissantes forces occultes de répression contre-révolutionnaires.

Nous avons vu dans les pages précédentes le pourquoi de cette évolution vers un Etat de plus en plus tentaculaire du fait des transformations du mode de production (tels le développement de la concentration du capital et du machinisme, la dépossession accrue des prolétaires, l'exubérance démentielle du capital financier fictif, etc.). Evolution que les graves difficultés que rencontre le capitalisme sénile pour se reproduire transforment de nos jours en une véritable tendance au totalitarisme (cf. section 3.4 ci-après).

La collectivisation croissante des conditions (« travailleur collectif », division internationale du travail) de la production de la vie, des individus, au lieu d'être reconnue et vécue dans une société qui la réaliserait en elle-même comme communauté, prend donc la forme de l'étatisation. Dans l'Etat séparé de la société civile, il y aurait l'unité, le social, la communauté, alors que dans cette société règne l'individu privé, égoïste, aveugle, impuissant, et aliéné sous cet Etat qui le dépossède de tout pouvoir. Pour le dire autrement, cette sorte de socialisation par l'Etat répond à l'incapacité de ce mode de production de la reconnaître dans une société civile fondée sur les antagonismes des rapports sociaux capitalistes. Pourtant, une forme de socialisation y est effective, s'y développe sans cesse, toute l'activité moderne n'étant qu'une vaste coopération entre des millions d'individus, elle-même fondée sur la mise en œuvre du travail des générations passées (cristallisé dans les sciences, les machines, les équipements, etc.) par les générations présentes. Mais aussi elle y est ignorée, parce que chaque individu privé n'y doit poursuivre que son propre intérêt, parce que les deux facteurs essentiels qui constituent les conditions de la production de la vie, les moyens du travail et le travail vivant lui-même, bien que nécessairement unis, bien qu'effectivement sociaux, sont dans ce système social séparés en deux pôles antagoniques. On a là la racine de cette première transformation qualitative qui est que l'Etat devient directement l'organisateur de l'unité sociale, qu'il l'impose bureaucratiquement parce que les antagonismes dans la société civile bourgeoise lui interdisent de la construire par elle-même. L'Etat moderne étouffe cette socialisation en l'absorbant en quelque sorte hors de la société civile, en essayant de l'assumer à lui seul comme « le » Fonctionnaire du capital en général. Et cela implique nécessairement une deuxième transformation, une modification de la forme même de l'Etat. Il ne se contente pas de grossir, mais doit aussi se complexifier, associer toutes sortes de spécialistes aptes à s'occuper de ses nouveaux domaines d'intervention (finance, industrie, urbanisme, force de travail, idéologie, etc.). D'où non seulement une multiplication d'institutions, comités, commissions, assemblées, mais aussi des rapports de force entre ces différents organes de pouvoirs que seul un exécutif fort peut coordonner, plus mal que bien en général, ce qui l'amène à se vouloir encore plus fort et autoritaire. Enfin, l'Etat obèse est aussi cette nécessité d'y associer diverses couches sociales représentées par diverses cliques, à la fois unies dans la gestion du capital, mais concurrentes pour en retirer les bénéfices. Nous y reviendrons dans la section suivante.

Marx appelait les capitalistes privés les « fonctionnaires du capital » pour indiquer qu'ils n'avaient d'autre liberté, d'autre habileté, que d'appliquer au mieux les lois du capital (de sa valorisation), sous la férule du gendarme qu'est la concurrence. Ces « *personnes sont la personnification de catégories économiques, les supports d'intérêts et de rapports de classe déterminés. Mon point de vue... peut moins que tout autre rendre l'individu responsable de rapports dont il reste socialement la créature* »⁷³. Constaté que, sous toutes ses formes, dans tous les moments de son procès, la valorisation du capital dépend de plus en plus de l'Etat, c'est bien constater qu'il assume cette fonction d'être « le » Fonctionnaire suprême du capital. Cela, donc, parce que le capital tend à fonctionner comme un capital en général⁷⁴ face à une puissance de travail en général, collective. Ce faisant, l'Etat ne fait que se soumettre, et non commander, à l'évolution du capitalisme et à ses exigences. « *Le capital n'est pas une puissance personnelle, c'est une puissance sociale* » disait aussi justement le Manifeste.

L'Etat devenant Le Fonctionnaire du capital en général apparaît donc moins comme seulement l'Etat des capitalistes particuliers. D'où l'idéologie, dont nous reparlerons plus loin, qui prétend que cet Etat peut et doit diriger le capital (dit alors « l'économie ») dans le sens de satisfaire les besoins humains, et non ceux

des capitalistes. Mais c'est toujours le fonctionnaire du capital qui est dirigé par ce dernier en ce sens qu'il doit trouver et mettre en œuvre au mieux qu'il peut (et seul ce mieux est son mérite!) ce qui le valorise et le reproduit, cela que ce fonctionnaire soit public ou privé! Ces idéologues étatistes protestent lorsque tel ou tel gouvernement favorise trop ostensiblement l'enrichissement de telle ou telle catégorie de capitalistes privés. Il est alors critiqué de dévoyer l'Etat de ses fonctions « normales » qui sont de promouvoir la croissance, l'emploi, la consommation, la justice sociale, etc. Or, nous l'avons déjà observé, le fait que l'Etat puisse favoriser le développement de branches d'activités particulières, ou au contraire contraindre des capitalistes particuliers à se soumettre à telle ou telle « réforme » ou règlement les contraignant quelque peu, n'est absolument pas contradictoire, au contraire, avec le fait qu'il organise le développement du capitalisme en général et donc serve, même si c'est parfois malgré eux, leurs intérêts, du moins ceux du plus grand nombre.

L'Etat, tout au long de son édification et évolution historique, personnalise et unifie les intérêts généraux de la bourgeoisie. Ce faisant, il les pose comme supérieurs à ses intérêts privés, individuels ou corporatifs, et la constitue comme classe. En tant que classe, la bourgeoisie n'existe aujourd'hui que par et dans l'Etat. En reproduisant les rapports sociaux capitalistes, l'Etat reproduit et sert nécessairement les intérêts bourgeois. Mais cela indirectement, en tant qu'il reproduit la société qui est formée par ces rapports. C'est sous le masque de protecteur et garant de « la société » qu'il apparaît comme au dessus des classes. Même si, en général, des bourgeois occupent tous les postes importants dans tous les appareils d'Etat (et pas seulement au gouvernement ou au parlement qui ne sont que des rouages particuliers de l'Etat et, contrairement à lui, soumis à de fréquents changements de personnel). D'ailleurs, comme ils occupent ces postes par voie d'élection et de concours (camouflant beaucoup de cooptation et d'héritage), il semble que tout un chacun peut y avoir démocratiquement accès.

Enfin, observons que l'Etat n'est pas qu'un « produit » du capitalisme, il le façonne à son tour. En effet, l'accroissement considérable de ses fonctions et de l'argent qu'il draine aboutit à la formation d'une vaste bureaucratie administrative et d'une oligarchie politicienne qui orientent, stimulent, mais aussi étouffent l'accumulation du capital. L'Etat devient lui-même un lieu et un moyen d'engraissement pour toute une couche bourgeoise particulière qui y « fait carrière », et se constitue ainsi comme une fraction particulièrement parasitaire. Bien souvent, un excès d'étatisme (avec les divers fascismes, ou aussi le stalinisme par exemple) a fini par des catastrophes pour l'accumulation du capital productif.

L'enflure démesurée de l'Etat contemporain ne correspond pas seulement à la diversification et complexité grandissantes des tâches qu'il lui faut prendre en main pour assurer la valorisation du capital, mais aussi au fait que pour ce faire, il doit se légitimer dans sa fonction de représenter l'intérêt général. Celui-ci est dit être celui de « la » société. Evidemment, il ne sera jamais dit qu'il s'agit de reproduire une société particulière, les rapports sociaux capitalistes. Prétendre attaquer « la » société, c'est le fait de criminels, d'asociaux, de nihilistes. Bref, l'Etat doit contenir et insérer la lutte des classes dans les limites de la reproduction de la société dont il a la charge, donc dans la limite de la reproduction des rapports sociaux capitalistes. Ce qui l'amène à chercher à organiser l'association du maximum de couches sociales qu'il peut à la gestion de l'Etat, et à détourner l'attention, tenir à l'écart ou réprimer les autres: c'est le rôle du système représentatif qu'on appelle la démocratie bourgeoise.

Par exemple, nous avons vu que le fait que le procès de production moderne mette en œuvre une puissante machinerie permet la soumission « pacifique » d'une force de travail collective, mais aussi nécessite la « réforme », l'intervention de l'Etat dans la gestion de cette force de travail. Pour cela, il se voit obligé d'y avoir des relais, des rouages, d'organiser son encadrement et son contrôle en associant des dirigeants « ouvriers » à cette gestion. Ceux-là, il doit les conforter, par l'obtention d'avantages, dans cette mission. D'abord pour eux-mêmes, en rémunérant de façon conséquente leur collaboration, toute peine méritant salaire. Puis, si possible, un peu pour leurs clientèles, puisqu'il faut bien qu'ils aient « du grain à moudre » pour y construire leur influence et les contrôler. La bataille féroce que se livrent les diverses officines syndicales pour la direction des Caisses de Sécurité Sociale, d'allocations familiales, de retraites, comités d'entreprises à fort budget, ou autres organismes sociaux plus ou moins paritaires, illustre bien ce fait. De la même façon, les idéologues et les médias sont étroitement associés à l'Etat par le moyen de connivences, de sinécures, de prébendes, de subventions, et aussi d'un contrôle étroit plus ou moins

direct. C'est que l'idéologie qui légitime l'Etat devient un facteur de la valorisation du capital d'une importance cruciale à l'époque où celle-ci nécessite de plus en plus les interventions de l'Etat. C'est pourquoi, l'ensemble des idéologues étatistes forment aujourd'hui de plein droit une branche spécialisée de l'appareil d'Etat, même s'ils se doivent de critiquer ceux qui le dirigent et dont ils veulent la place, et de se mordre entre eux, tout comme « les chiens de garde » se doivent d'aboyer et se disputent la pâtée.

Le point culminant de ce système de légitimation de l'Etat et de l'organisation du consensus social par son biais est le système représentatif électoral propre au capitalisme. Il lui est propre car fondé sur le principe d'individus qui, isolés dans les séparations et antagonismes de leurs vies concrètes, sont libres et égaux en droit. De tels individus à double face n'ont jamais existé dans les sociétés antérieures où ils étaient, bien que sous divers statuts, directement et immédiatement membres de la communauté (ou alors niés en tant qu'esclaves), cela jusqu'aux chefs, seigneurs ou souverains. Ces individus juridico-politiques libres et égaux, ce sont les citoyens. Ce n'est qu'en tant que citoyen, un autre que lui-même, juridique, que l'individu du capitalisme est sujet politique. C'est-à-dire qu'il agit ainsi une seconde tous les 4 ou 5 ans en glissant un bulletin dans l'urne pour désigner lesquels gouverneront l'Etat, et lui tondront la laine sur le dos, parmi ceux qui s'y disputent les places. Ainsi, des individus concrets soi-disant maîtres d'eux-mêmes mais qui vivent dans l'exploitation, les inégalités, la concurrence, sont amenés, en revêtant l'habit de citoyens, à avaliser la construction et l'action de l'Etat qui les dépossèdent de tout pouvoir (hors celui de lutter contre lui) par son existence même comme par son rôle de reproduction de l'ensemble des rapports sociaux qui les oppriment.

Nous ne pouvons pas retracer ici le mouvement historique de séparation de plus en plus grande entre les représentés et les représentants, et de l'évolution des formes de sélection et de désignation de ces derniers qui l'accompagne. Contentons nous de rappeler que ce n'est pas d'aujourd'hui, mais au moins depuis Aristote, en passant par Rousseau, que bien des philosophes ont constaté que la délégation de pouvoir tendait par essence à créer une oligarchie, un corps spécialisé de représentants différent du corps des représentés. « *L'élection par elle-même produit un effet aristocratique* »⁷⁵. Sieyès, une des têtes pensantes de la Révolution française, est lui aussi lucide sur ce point. Il définit la représentation comme une division du travail entre ceux qui ont les compétences pour diriger et la masse du peuple qui n'a « *ni assez d'instruction, ni assez de loisirs* » pour gouverner⁷⁶. Un gouvernement des « meilleurs », tout est dit: c'est l'aristocratie, relookée en méritocratie, un pouvoir dit du savoir pour mieux le justifier. Bref, tous ont bien observé, pour l'approuver ou le déplorer, peu importe, que les élus ne peuvent pas représenter les individus dans les sociétés divisées en classes, car il leur faut décider pour tous comme s'il y avait une unité d'intérêt. Si cette unité d'intérêt existait (si l'intérêt général ne différait pas des intérêts privés), le mode de désignation des représentants pourrait évidemment en permettre l'expression, ce ne serait plus qu'une question formelle. Par exemple, la rotation des élus, leur contrôle et leur révocabilité permanente, le scrutin proportionnel, permettraient de manifester l'unité de la communauté et de ses représentants, l'unité d'une volonté réellement commune. Mais la bourgeoisie ne pouvait pas accepter de telles formes démocratiques, qui auraient porté les antagonismes jusque dans la sphère politique, là où, au contraire, ils étaient censés disparaître dans la création d'une majorité gouvernementale. Aujourd'hui, et bien qu'elle contrôle étroitement les médias qui font « l'opinion publique », la bourgeoisie reconnaît cette impossibilité en allant jusqu'à devoir refuser le scrutin proportionnel, constatant qu'il n'engendre aucune majorité stable, qu'il laisse, malgré les tares purulentes du parlementarisme, encore trop apparaître les antagonismes que l'Etat doit justement édulcorer, masquer, éliminer. Ou même, en allant jusqu'à refuser de tenir compte d'un vote qui lui déplaît (comme dans le cas du référendum sur le projet de Constitution européenne par exemple). Dans la démocratie bourgeoise, l'élu ne représente pas des individus concrets. Il est artificiellement déclaré par la Constitution représenter l'ensemble des citoyens, toute la Nation. L'unité sociale, qui est indispensable à la vie et à la reproduction de la société, est ainsi posée formellement et imaginativement en préalable. C'est parce qu'il n'y a ni unité, ni égalité, que ces concepts doivent être introduits dans les constructions imaginaires du citoyen se substituant à l'individu concret et de la Nation comme communauté. L'Etat se pose alors idéologiquement comme l'organisation représentant les citoyens assemblés et unis en Nation. Mais c'est justement parce qu'il doit réaliser concrètement une unité qui n'existe qu'idéologiquement, c'est parce qu'il ne peut pas supprimer les contradictions et les antagonismes, l'irrationalité et l'anarchie de la société civile, parce qu'elles croissent

au contraire, que l'Etat, en tentant de les organiser en un tout cohérent, finit par réduire à néant la société civile, à se poser lui-même comme le tout, à être en ce sens « totalitaire » (ce qu'il peut toujours justifier par le primat de l'intérêt général, qu'il dit représenté, sur les intérêts particuliers). On peut d'ailleurs très bien observer que plus, dans la réalité, la société civile se désagrège sous l'effet de la crise, et plus l'unité est recherchée dans l'imaginaire de la Nation, et la force de l'Etat.

Si les formes électorales ne peuvent pas créer par elles-mêmes une véritable démocratie, parce qu'évidemment il faudrait d'abord qu'il y ait un peuple (et non des classes antagoniques) pour qu'il ait le pouvoir, parce qu'il faudrait qu'il y ait des individus libres et maîtres pour qu'ils puissent être représentés pour ce qu'ils sont et veulent (et non pas seulement choisir leurs maîtres), elles ont néanmoins toute leur importance. Elles peuvent, en certaines circonstances de luttes sociales intenses, rapprocher certains représentants des représentés en lutte. C'est pourquoi la bourgeoisie, au fur et à mesure que se sont aggravés les antagonismes de classes, a dû s'employer à vider le système électoral de toute possibilité d'avoir une influence décisive sur le pouvoir d'Etat. Ce qui n'était nullement incompatible avec l'élargissement du nombre des électeurs par celui du suffrage universel, celui-ci s'effectuant au fur et à mesure que la domination du capital se faisait de plus en plus « naturelle », pacifique, « technique », et que l'individu électeur était dépouillé de toute puissance personnelle (autre que révolutionnaire, donc non électorale).

Dans la démocratie athénienne, par exemple, la pratique de désignation allait parfois jusqu'au tirage au sort des représentants. Puisque l'individu privé n'existait pas, que donc seul était censé exister l'intérêt de la communauté, que tous les votants comme les élus n'étaient que de simples éléments de la communauté, c'était là, évidemment, la solution la plus logique. De plus, la rotation rapide des représentants, l'interdiction d'être désigné une deuxième fois au même poste, le contrôle permanent et étroit des représentés sur les représentants, la modestie des rémunérations, etc., contribuaient fortement à la réalité de cette démocratie⁷⁷ pour les mâles (quant aux esclaves, ils étaient exclus de la communauté).

Mais, répétons le, parce que beaucoup limitent le problème de la démocratie à celui de ses formes électorales, de telles formes qui tendent à réduire le plus possible l'écart entre représentés et représentants ne sont possibles que lorsque le peuple existe, uni par des buts et intérêts communs. Dans les débuts de la révolution bourgeoise française, tant que cette relative unité existait contre la monarchie et l'ennemi extérieur, le pouvoir de la Constituante était ainsi étroitement contrôlé par « la rue », notamment les fameux Clubs révolutionnaires. Mais très vite, la bourgeoisie institua des règles fort parcimonieuses. Par exemple, seulement quelques 30 % des adultes de plus de 21 ans avaient le droit de vote, et seulement 1 % étaient éligibles⁷⁸. Car l'individu étant fondé sur la propriété privée, il était dit que seul le propriétaire privé était libre, et non ses éventuels employés, et pouvait avoir la sagesse de savoir ce qui était bon pour elle. Seul donc il pouvait voter et, suivant des critères encore plus restrictifs, être éligible. Cela jusqu'en 1848 pour les hommes, et 1945 pour les femmes! C'est qu'alors l'Etat était celui des seuls propriétaires⁷⁹, et il fallait que cela se manifeste jusqu'au plan des règles électorales.

On a vu ensuite le mouvement de transformation de l'Etat en machine bureaucratique, de plus en plus indépendante de telle ou telle fraction de la bourgeoisie, au point que n'importe quel Badinguet avec sa bande pouvait faire l'affaire à sa tête. Plus l'Etat se renforce et plus, parallèlement, le système électoral évolue d'une façon telle qu'il ne fait que constituer et consacrer une caste d'élus professionnels quasi inamovibles. C'est le système des partis. Vides de militants bénévoles et dévoués à une cause, mais peuplés de carriéristes cyniques et sans scrupules, ce sont des haras où se forment et se sélectionnent les candidats aux plus hautes fonctions politiques. Ces écuries sont fort coûteuses. Pour subsister, leurs poulains doivent gagner afin de pouvoir faire main basse sur les postes officiels grassement rémunérés, sur les financements de l'Etat, et bien sûr, sur les financements occultes, tous butins qu'ils se partagent après s'être votés pour eux-mêmes un statut d'intouchables, relevant de tribunaux ad hoc, ou se dotant même de l'immunité juridique. Ces partis de professionnels politiques deviennent en quelque sorte propriétaires de la sphère politique, forment une sorte de société politique indépendante. Au lieu de contrôler la bureaucratie au nom du peuple, ils fusionnent avec ses sommets. Les appareils politiques (partis, Assemblées, etc.) sont bureaucratiques, et la haute administration est politique. Ce qui accentue l'opacité

de l'Etat, le sépare encore plus du peuple et facilite toutes les magouilles. Ce sont eux qui, par cooptation, choisissent les candidats. Impossible d'être élu à qui ne fait pas allégeance à l'une de ces écuries. L'électeur n'intervient plus ensuite que secondairement pour choisir lequel de blanc bonnet ou bonnet blanc le trompera et lui sucera la moelle jusqu'à l'os, bien qu'il arrive encore à certains de croire exprimer leur pouvoir par l'élection.

Tout cela crève les yeux aujourd'hui. D'une part, les campagnes électorales se font à coups de milliards, inaccessibles à qui n'appartient pas à une mafia quelconque. Les promesses et les programmes des partis sont suffisamment vagues ou accessoires pour n'avoir aucune importance. L'électeur moyen sait d'ailleurs qu'elles ne seront pas tenues. Il vote pour désigner un professionnel parmi deux ou trois candidats présélectionnés, garantis d'élite (auxquels s'ajoutent parfois quelques figurants). Le label élite étant décerné exclusivement, et préalablement, par les différentes écuries qui ont le monopole de concourir et par les médias et les sondages qui ont celui de faire « l'opinion publique », l'épreuve finale de l'élection n'est plus qu'une formalité où le citoyen est appelé à trancher la question subsidiaire propre à tout concours publicitaire, et qui porte ici sur l'image, l'aisance, la facilité verbale, le sens de la formule choc, voire la qualité de la dentition⁸⁰ ou la couleur de la cravate. Mais d'autre part, et surtout, il faut ajouter à cela la quasi inutilité de l'élection, puisque l'essentiel des organes des pouvoirs d'Etat ne sont pas élus par le peuple. Outre de savants découpages électoraux qui font que 20 000 ruraux de Lozère élisent un député comme 100 000 habitants d'une banlieue prolétaire, outre des Assemblées comme le Sénat qui ne représente que 40 000 électeurs, essentiellement du monde rural conservateur et qui sert de sinécure ou de maison de retraite ultra-luxueuse aux politiciens, les organes les plus importants du pouvoir ne sont pas élus du tout: ni les hauts fonctionnaires aux pouvoirs gigantesques, ni le Conseil d'Etat juge de l'action de l'Etat, ni la Cour de Cassation qui décide de l'interprétation des lois (jurisprudence), ni le Conseil Constitutionnel (qui peut pourtant annuler souverainement n'importe quelle décision du Parlement), ni la Banque Centrale, ni les maîtres des Médias qui font « l'opinion publique », sans oublier cent autres Commissions⁸¹, Hautes Autorités de ceci ou de cela, Grands Conseils pour l'Alimentation, la Santé, le Sport, etc. Et à tout cet énorme édifice dont les dirigeants se cooptent purement et simplement entre eux, il faut maintenant ajouter, mondialisation oblige, en plus de celle très ancienne du Vatican, de nouvelles bureaucraties supranationales: Commissions de Bruxelles, Banque Mondiale, OMC, FMI, OTAN, Interpol, Cours de justice supranationales, etc., qui jouent un rôle de plus en plus important (nous ne pouvons aborder ici la question de l'insertion de l'Etat national dans l'actuelle chaîne impérialiste de la « mondialisation »).

Mais il n'y a là qu'un constat évident. Au point que chacun peut observer que « *la plupart des décisions échappent aujourd'hui aux politiques et à l'espace du vote* »⁸², et que le prolétariat est de plus en plus conscient de la farce électorale comme le manifeste l'accroissement du taux d'abstention dans ses rangs. Ce n'est pas seulement que les élus volent et trompent, c'est aussi qu'ils ne servent à rien, qu'ils ne sont que les rouages d'une machine qu'ils ne maîtrisent même pas, et qui elle-même ne maîtrise finalement pas grand chose. Bref, non seulement le système électoral produit des élus de moins en moins représentatifs de la société civile, mais la part des pouvoirs d'Etat qui dépend d'une élection est de plus en plus insignifiante. « *Ainsi pratiquée, la démocratie n'est plus que l'ensemble des moyens et des procédés employés pour légitimer l'activité étatique et contrôler les mouvements centrifuges qui pourraient se produire dans tel ou tel secteur du corps social* »⁸³.

3.4 Tendance de l'Etat contemporain au totalitarisme

L'important n'est pas de s'appesantir sur ce constat de l'accroissement des écarts entre les représentés et des pouvoirs d'Etat de plus en plus professionnalisés et sélectionnés en dehors de tout contrôle populaire, de plus en plus vides de tout contenu démocratique. Il est plutôt de comprendre les causes de cette évolution. Comme nous l'avons vu, on ne peut les trouver qu'en reliant cette évolution à celle du rôle de l'Etat, elle-même déterminée par celle du mode de production (mécanisation, concentration, socialisation, sénilité du capital, crise, etc.) et les difficultés spécifiques de la valorisation du capital et de la reproduction de la société qui s'ensuivent. Nous avons pu comprendre alors pourquoi le rôle de l'Etat s'était étendu nécessairement à la gestion de tous les aspects de la reproduction de la vie, devenant donc

totalitaire au sens qu'il vide la société civile bourgeoise de toute vie autonome. C'est cette évolution concrète du mode de production qui entraîne celle des rapports société civile-Etat vers le totalitarisme⁸⁴.

Il s'agit en effet de pouvoirs qui, du fait de leur étendue, de la complexité de multiples tâches enchevêtrées, des difficultés nouvelles et nombreuses qu'ils ont à résoudre pour valoriser le capital tout en contenant dans certaines limites les pollutions, les destructions, et les révoltes, doivent: 1°) être aptes à ces tâches, composés de spécialistes dans tous ces différents domaines (financiers, administratifs, monétaires, industriels, hygiéniques, idéologiques, etc.); 2°) former un ensemble entièrement dédié à cet objectif de la valorisation du capital, et de la reproduction de la société qui en dépend. Donc former une machine dont les différentes instances sont vouées, chacune dans leur domaine, à la reproduction du capital, et pour plus de sûreté, se contrôlent les unes les autres, aucun rouage ne pouvant se rendre indépendant de l'ensemble.

Sélectionner une telle élite ne peut être laissé aux seuls aléas d'élections qui pourraient parfois amener au pouvoir des personnes non sûres (souvent alors stigmatisées comme populistes ou démagogues), ou qui pourraient représenter, même de façon tout à fait édulcorée, les revendications des masses déshéritées, voire ne serait-ce que des intérêts trop catégoriels. Bref, il faut des dirigeants formatés, sortis des écoles et élevages prévus à cet effet (les écoles de la fonction publique, les partis), et qui n'arrivent aux sommets qu'après être passés par tous les stades qui les sélectionneront certifiés aussi conformes à l'usage qu'on en attend qu'une voiture sortant de la chaîne de montage. Le système est si perfectionné qu'il ne produit en général que des marchandises parfaitement calibrées.

L'évolution de la démocratie bourgeoise vers des formes de plus en plus totalitaires n'est donc pas seulement l'évolution d'une forme, originellement autonome, du pouvoir politique vers une autonomie de plus en plus grande, une puissance de plus en plus affirmée et élargie de soi-disant représentants, pour la plupart non élus, sur les représentés. Ce n'est pas seulement non plus que le pouvoir séduit et corrompt ses détenteurs au point qu'ils n'auraient que le but de l'agrandir tous les jours. C'est aussi plus et autre chose que cela, car si effectivement la forme politique bourgeoise est séparée de la société civile en général et du prolétariat en particulier, et a donc la faculté de s'autonomiser, elle ne développe cette faculté que sous l'empire de la nécessité induite par le mouvement historique de l'accumulation du capital et de l'accroissement des contradictions qu'il engendre, des difficultés qu'il doit surmonter pour se reproduire. La forme totalitaire de l'Etat contemporain, dans son essence (concrètement, elle peut revêtir des aspects très variables selon les circonstances historiques, par exemple, les différentes formes fascistes, les formes présidentielles plébiscitaires, etc.), est un produit nécessaire du développement du capitalisme.

Il restera, pour en terminer, à expliquer pourquoi ce totalitarisme est aussi facilement toléré, voire réclamé, par une partie importante de la population (y compris dans le cas de sa forme extrême la plus brutale, le fascisme). Nous le ferons dans le chapitre suivant en analysant les fondements du fétichisme de l'Etat.

Mais revenons à l'ensemble tentaculaire des appareils et officines d'Etat. Il s'agit d'un énorme édifice administratif bureaucratique⁸⁵ doublé d'une oligarchie politique professionnalisée, institutionnalisée, carriériste. Le bureaucrate applique aveuglément le règlement particulier dont il a la charge, ce qui lui donne une autorité sur « l'usager » dont il use souvent sans ménagement. Il vit dans le respect craintif et courtisan de la hiérarchie, et son ambition est d'en gravir le plus d'échelons possible. La bureaucratie a ses statuts, ses propres règles et rites. Chaque fonction de l'Etat a sa bureaucratie, qui jalouse souvent les autres et qui protège ses accès. Chaque rouage n'a qu'une fonction limitée, toujours la même, qu'il exécute mécaniquement, inexorablement, et qui est commandée par le rouage précédent tandis qu'elle commande le mouvement du rouage suivant. « *La bureaucratie tient en sa possession l'essence de l'Etat...: c'est sa propriété privée... l'autorité est le principe de son savoir, l'idolâtrie de l'autorité, sa conviction... Quant à l'individu bureaucrate, il fait du but de l'Etat son but privé: c'est la curée des postes supérieurs, le carriérisme* »⁸⁶. Et bien sûr, la bureaucratie comme la caste politicienne ont chacune un intérêt général: se reproduire, prospérer, gagner le plus d'argent et de privilèges.

Tous ensemble, ces appareils ont en charge de réunir les conditions, objectives et subjectives, matérielles et idéologiques, de la valorisation du capital en général, laquelle est celle de la reproduction de cette

société. Ces hauts fonctionnaires, politiciens, dirigeants syndicaux, journalistes, sont les fonctionnaires du capital aux côtés des managers et autres puissances intellectuelles. C'est dire qu'ils maîtrisent collectivement les conditions de la production et de la vie sociale, donc qu'ils sont copropriétaires de ces conditions. Evidemment, ces puissances dirigeantes variées se servent d'abord copieusement, comme tout maître des conditions de la production dont le travail, bien que rarement pénible, mérite une rémunération d'autant plus élevée qu'il est du côté du capital. En tant que chef de ces copropriétaires, l'Etat fournit cette rémunération en pompant une part, énorme, du produit du travail social par l'impôt. Puis il sert ses fonctionnaires et collaborateurs en fonction de leurs places (« *La plus-value... est répartie entre tous les membres de la société capitaliste... et entre leurs serviteurs appointés, depuis le pape et l'empereur jusqu'au veilleur de nuit et au dessous* »⁸⁷); ensuite il sert les diverses clientèles qui forment ses appuis dans la société (de sorte que, comme le remarquait déjà Marx à propos de Badinguet, l'Etat doit d'abord « *voler toute la France* » pour pouvoir les entretenir)⁸⁸. Sous la monarchie absolue, il y avait la vénalité des charges. Au moins il fallait les acheter avant qu'elles ne vous rapportent. Aujourd'hui, elles rapportent beaucoup à ceux qui pullulent dans les hautes sphères, sans rien leur coûter. Marx disait déjà en 1852 de la bourgeoisie que c'est dans l'Etat « *qu'elle case son excédent de population et complète sous forme de traitements ce qu'elle ne peut empocher sous forme de profits, d'intérêts de rentes et d'honoraires* »⁸⁹.

Il est inutile de rappeler ici les revenus et avantages faramineux que les politiciens et hauts fonctionnaires tirent de leur place dans les appareils d'Etat, par des moyens avoués ou secrets, légaux ou illégaux, peu importe, puisque de toute façon il n'y a rien d'illégal dans la spéculation, ni rien d'équitable dans le légal qui ne fait jamais que traduire les rapports réels entre les maîtres des conditions de la production de la vie et les dépossédés.

Evidemment, il y a de la concurrence et des conflits entre les propriétaires des différents organes, rouages, qui composent la machinerie globale de l'Etat. Chacun cherche à utiliser la fraction de pouvoir qu'il détient pour s'assurer du plus d'influence et de revenus possibles. De sorte, par exemple, que le patron de presse ou l'universitaire montreront leur force, c'est-à-dire le prix qu'ils en attendent, en critiquant quelque peu leurs collègues politiciens, ce qui leur est nécessaire d'ailleurs pour s'assurer d'une influence sur les masses sans laquelle ils seraient inutiles, ne pourraient remplir leur fonction. De même pour le dirigeant syndical, ou de tel parti de gauche, qui devra protester fortement en paroles et s'assurer de l'obtention de quelques miettes pour sa clientèle afin de cultiver cette influence qui est sa force et son utilité pour la bourgeoisie, et qu'il monnayera contre un poste lucratif. Et ainsi de suite, tous concurrents et cultivant une certaine critique, mais superficielle, plus verbale et démagogique que réelle, et de toute façon, soigneusement confinée dans les limites de leur fonction générale commune de fonctionnaires du capital, organisateurs de la reproduction sociale, but essentiel qui les unit tous. Fonction à travers laquelle ils rejoignent la classe des « capitalistes actifs » qui sont capitalistes non pas du fait d'une propriété juridique et financière sur les conditions de la production, mais d'une place dans la division du travail et des revenus liée à leur capacité, leur pouvoir de les faire fonctionner, de faire produire la plus-value et de reproduire le système. D'ailleurs, les uns et les autres passent du côté de l'Etat au côté du « privé », et réciproquement, souvent et aisément parce qu'il s'agit d'une même division du travail, exigeant les mêmes hommes qui y exercent le même type de fonctions, et que de cette façon le corps des fonctionnaires du capital s'homogénéise plus facilement. Il suffit de voir combien sont nombreux les dirigeants des grandes entreprises à être passés par les cabinets ministériels ou la haute fonction publique et inversement; tous issus des mêmes moules universitaires, leurs va et vient du public au privé, et inversement, démontrent parfaitement l'unicité de la classe dirigeante des « puissances intellectuelles » au-delà de leur concurrence pour les postes, que leurs fonctions s'exercent dans le privé ou dans le public. La caste politicienne et celle de la haute fonction publique forment ainsi une des fractions dirigeantes de la bourgeoisie, mais une fraction parasitaire.

Lorsque l'Etat, en association avec les principaux responsables capitalistes dans les entreprises et la finance, est responsable de tout, c'est que ceux « d'en bas », selon l'expression d'un ancien premier ministre, ne le sont de rien. Les voilà devenant pour beaucoup, et de plus en plus avec la précarité et le chômage croissant, pauvres et « assistés ». Dépendant pour leur survie de subsides de l'Etat qui tendent à baisser avec la crise tout en représentant une part de plus en plus grande de leurs très maigres revenus.

Evidemment, tout est fait pour détourner leur attention des vraies causes de leur situation. Elle serait due aux américains et leurs « subprimes », au pétrole trop cher, aux bas salaires chinois, aux détestables spéculateurs, à la sécheresse, bref, à tout sauf aux rapports de production du système capitaliste, sauf à l'Etat qui les garantit et les reproduit. Devant ces cataclysmes dont il ne serait en rien responsable, l'Etat cherche à se montrer comme leur protecteur. Ces « assistés » sont selon lui des victimes, mais aussi souvent, toujours selon lui, des profiteurs dont les vraies victimes sont victimes par ce qu'ils prendraient dans le pot qui leur est réservé. Compatissant, il va aider les uns au nom de la solidarité nationale, et pourchasser les autres, qui d'ailleurs sont en général selon lui des non nationaux. Les « vraies » victimes auraient ainsi beaucoup d'ennemis, désignés parmi « ceux d'en bas » où grouillent, selon les médias, les voleurs, les dealers, les violeurs, les violents, etc. Pour elles, l'Etat doit donc prioriser la Sécurité. Le prolétaire précaire qui se tape un boulot de merde pour trois fois rien n'est pas une victime, pas un exploité. Au contraire, il a la chance d'avoir un emploi. N'importe lequel, peu importe, c'est une denrée si rare de nos jours! Et si des travailleurs se tuent vraiment au travail, sombrent dans la maladie, la dépression, sont emportés par quelques médicaments pourris agréés par des médecins achetés, ils ne sont eux aussi que des victimes de quelques mauvais patrons, un cas évidemment très exceptionnel, qui ne manqueront pas d'être sévèrement punis par une retraite dorée doublée de stock options!

L'Assisté et la Victime sont des figures bien commodes pour l'Etat: des individus isolés et infantilisés qui sont supposés se contenter de sa compassion. L'Etat les plaint, l'Etat les aide un peu, l'Etat leur promet des policiers en pagaille, mais, gronde-t-il paternel, ils ont en échange des devoirs: dire merci et aimer leur bienfaiteur, l'Etat, rester raisonnables, calmes, résignés, ne pas demander plus, faire beaucoup d'efforts pour trouver un travail qui n'existe pas, ce qui n'empêche pas l'Etat de leur dire que s'ils n'ont rien trouvé c'est de leur faute et de leur couper les vivres – on leur ôtera même le peu qu'ils ont comme le dit la Bible⁹⁰.

Voilà où en arrive aujourd'hui bien souvent le rapport Etat-prolétaires dans les pays développés (ailleurs, on ne parle même pas d'aide, on meurt) quand le capital y arrive au stade sénile de son âge. Ces assistés-victimes ne sont que des zombis⁹¹, du moins pour ceux qui subissent ce statut sans rébellion.

Plus généralement, il faut constater que l'Etat participe pleinement à ce processus de dépossession qui fonde et accompagne le développement historique du capitalisme. C'est un procès qui a son centre dans le rapport de production, le perfectionnement constant de la machinerie réduisant le travail prolétaire à des gestes simples, répétitifs, en en faisant un simple auxiliaire de cette mécanique qui le domine⁹². Et qui finit même par l'expulser plus ou moins totalement hors du travail. Il s'étend nécessairement à tous les domaines de la vie. Ainsi, le prolétaire est dépossédé de ses liens avec la nature parce que le capital l'a parqué en ville et ruiné la nature; il est dépossédé de la ville que des spécialistes ont faite sans lui tandis que des bureaucrates lui montrent où et comment il doit se loger; il est dépossédé de l'éducation scolaire de ses enfants sur le contenu et la forme de laquelle il n'a aucune prise. Et ainsi de suite⁹³. Il est dépossédé dans le travail (quand il en a) et hors du travail. D'ailleurs, l'individu ne peut pas être à la fois un homme cultivé, possesseur de riches qualités et développant des activités enrichissantes dans son temps libre, et soumis passivement à une activité sans aucun attrait, monotone, sans contenu positif, sans qualité autre que physique quand il travaille. Or cette soumission passive est indispensable au capital. L'Etat y contribue en parachevant et renforçant la dépossession du prolétaire hors du travail aussi: il fait tout ce qu'il peut pour y promouvoir la passivité par la bêtise (voir par exemple la télévision, les loisirs, la presse, etc.). Il en tire prétexte pour se justifier comme le pouvoir de « ceux qui savent » vis-à-vis de ceux qui « ne savent pas ». Evidemment, cette dépossession doit être aussi soumission, ce à quoi l'Etat s'emploie par l'assistanat, l'idéologie et, surtout, la police.

Finalement, c'est comme si, en s'occupant de tout à sa façon, l'Etat absorbait en quelque sorte la société civile, la vidait à son profit des activités qui étaient les siennes pour en faire des activités de l'Etat, tandis qu'il contribue parallèlement à faire des individus du peuple des êtres appauvris en tout, non des acteurs de leur vie et de la société mais des consommateurs et des spectateurs manipulés. C'est une tendance inhérente au capitalisme que Marx avait déjà décelée en son temps quand il écrivait en 1852 à propos de l'Etat de Badinguet: « *chaque intérêt commun fut immédiatement distrait de la société pour lui être*

opposé comme intérêt supérieur, général, arraché à l'activité autonome des membres de la société pour être l'objet de l'activité gouvernementale, depuis le port, la maison d'école, la propriété communale d'une commune rurale, jusqu'aux chemins de fer, aux biens nationaux et à l'Université de France »⁹⁴.

Par cette tendance à cette sorte d'absorption de la société civile, on pourrait imaginer qu'il serait ainsi possible de résoudre dans le tout de l'Etat totalitaire sa séparation d'avec elle. L'unité des individus y serait ainsi réalisée et non plus représentée fictivement. C'est ce qu'a prétendu pouvoir faire le fascisme: rassembler les individus et corporations en faisceaux, rassembler ces faisceaux en un tout jusqu'au sommet de l'Etat. Mais ce tout est purement théorique, décrété. On ne réalise pas la communauté des individus parce qu'on les décrète unis dans l'Etat (qui se confond avec la Nation), membres de l'Etat sans intermédiaires les représentant. Car cela ne supprime évidemment en rien les contradictions et antagonismes inhérents au capitalisme qui les séparent et divisent dans la réalité des rapports sociaux de production et d'appropriation. L'Etat qui prétend être fait de tous, s'occuper de tout, pourvoir à tout, faire le bonheur de tous, doit impérativement pour justifier son échec inévitable en rendre responsables d'autres que lui, que ces membres qui soi-disant sont lui, par exemple, les communistes, les étrangers, les juifs, et bien d'autres ennemis encore. Et on sait comment tout cela se termine!

CHAPITRE 4. LE FETICHISME DE L'ETAT

L'analyse du fétichisme de l'Etat dans ses manifestations et ses causes apporte la réponse à la question: comment se fait-il que des millions de gens, et notamment dans les couches populaires, croient à la capacité de l'Etat à leur assurer de bonnes conditions de travail et de vie, pourvu qu'il soit gouverné par des gens compétents, intègres et dévoués à l'intérêt général? Des gens aptes à faire du capitalisme le système rationnel, efficace, vertueux qu'il devrait soi-disant être: celui d'une « économie » au service des hommes, du partage équitable des richesses, de leur bien-être, de leur enrichissement matériel et intellectuel, des équilibres écologiques, etc.

4.1 Bases idéologiques du fétichisme de l'Etat

Selon des philosophes comme Rousseau, les individus, d'abord à l'état sauvage et bons (ou méchants selon Hobbes), auraient eu un jour la bonne idée de passer un contrat social pour s'associer en Nation, représentée par l'Etat, et cette association aurait été le moyen de les civiliser.

Ainsi, au moment même où l'idéologue affirme l'individu dans la propriété et l'intérêt privés, il affirme aussi qu'il ne peut se développer que par le moyen d'une association qui concrètement n'est pas leur association mais l'Etat, porteur d'un intérêt général extérieur à cet intérêt privé, et donc effectivement lui-même à ce titre instance extérieure à ces individus. Voilà que la puissance de cet individu n'existe que par le moyen de l'Etat qui, en tant que représentant du général, s'impose évidemment au particulier. La loi refléterait l'intérêt de l'individu à s'associer, à être partie prenante du « contrat social » qu'elle formalise et auquel il participe comme citoyen. Et en même temps, il serait sujet soumis à cette loi, qui représente un intérêt général différent du sien, et contraint par elle. Ce serait donc parce que la soumission est consentie qu'on l'appelle liberté. Liberté n'est alors que le choix d'une servitude volontaire, comme le disait déjà La Boétie.

Mais le philosophe a aussi ses moments de lucidité quand il écrit: « *la souveraineté ne peut être représentée par la même raison qu'elle ne peut être aliénée... Le peuple anglais pense être libre; il se trompe fort, il ne l'est que durant l'élection des membres du Parlement; sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien. Dans les courts moments de sa liberté, l'usage qu'il en fait mérite bien qu'il la perde* »⁹⁵. Rousseau ne s'en sort pas! Il faut un Etat parce que les individus ne peuvent sortir de l'état sauvage en restant purement tels qu'il les conçoit, privés, séparés, mais il n'en faudrait pas un qui soit séparé des individus! Son paradoxe, c'est que si tous les individus étaient tous également propriétaires des moyens de leur vie et alors unis dans et par le même intérêt, il n'y aurait pas besoin d'Etat: intérêts privés et intérêts collectifs coïncideraient, et leur association directe serait possible. S'il y a Etat, c'est qu'ils ne

sont pas ainsi unis, mais dissociés dans les séparations de la propriété privée et les antagonismes de classe. C'est parce que ces individus là sont incapables de s'associer par eux-mêmes, qu'il ne peut pas y avoir à la fois propriété privée et maîtrise des conditions de la vie qui sont sociales. C'est parce que Rousseau ne voit pas que ces conditions concrètes de l'association ne sont pas réalisées dans les rapports sociaux qu'il ne peut la voir que comme l'effet de la volonté et de la vertu des citoyens. D'ailleurs, sentant la difficulté, il n'envisage la possibilité de l'association que dans des microsociétés où un Etat minimaliste et la décision directement collective lui paraissent plus faciles. Mais cette étroitesse est justement incompatible avec le développement de la division du travail et des échanges que fonde justement la propriété privée, et dont les antagonismes lui sont intrinsèques. Ce ne sont ni le retour à la terre, ni le « *small is beautiful* », ni le refus de l'industrialisation et du machinisme, qui sont la solution à l'antagonisme social/privé que manifeste l'Etat.

Tocqueville, cet aristocrate lucide qui a bien vu, tout en le regrettant amèrement, que le nouvel ordre bourgeois était nécessaire au maintien de la domination des classes possédantes, et qui conseillait donc aux monarchistes d'accepter de perdre la couronne pour garder leurs richesses, écrivait lui aussi comme pour se rassurer et les convaincre d'abandonner leur vain rêve de Restauration: «... *dans ce système, les citoyens sortent un moment de la dépendance pour désigner leur maître, et y rentrent... La nature du maître m'importe bien moins que l'obéissance* »⁹⁶. Belle leçon de réformisme à usage des conservateurs rivés aux anciens systèmes: ce qui importe le plus n'est pas de conserver telle ou telle forme de domination surannée et de privilèges personnels, c'est qu'il y ait toujours soumission du peuple et que subsistent toujours les privilèges⁹⁷. A partir de là, « l'élite » se débrouillera toujours pour le rester même si, comme Tocqueville, l'aristocrate doit se faire républicain comme autrefois Henri IV avait dû se faire catholique.

Le citoyen est l'habit que doit revêtir l'individu pour participer à l'association. Mais celle-ci n'existe que dans un monde autre que celui des individus concrets, dans la sphère politico-étatique. C'est pourquoi, il y a le citoyen comme dédoublement juridique de l'individu, un autre lui-même. Et cet autre n'existe que de façon fort éphémère dans l'isoloir, juste le temps de se dessaisir de son pouvoir en désignant ceux qui ensuite, le plus souvent, le fouleront aux pieds. Après avoir vécu quelques secondes sur la scène politique, le citoyen redevient individu renvoyé à sa vie courante, et ces spécialistes décident seuls à sa place⁹⁸. Ainsi est formalisé, en quelques secondes, le mythe que la volonté de l'Etat est la synthèse des volontés individuelles dans leur parfaite égalité citoyenne et qu'il agit selon elles. Mythe qu'après Rousseau et Tocqueville bien d'autres célèbres experts bourgeois ont brocardé. Par exemple W. Pareto: « *la théorie qui voit dans nos Parlements la représentation de l'ensemble de la nation n'est qu'une fiction* »⁹⁹, ou encore Max Weber: « *des notions telles que la volonté du peuple, vraie volonté du peuple, n'existent plus pour moi depuis longtemps* »¹⁰⁰.

Le mythe de l'Etat comme représentant l'intérêt général de tous les individus est d'abord fondé sur l'élection (tant qu'elle est censitaire ou ouvertement truquée, l'Etat apparaît comme inachevé ou dévoyé car lié à des intérêts particuliers). Il est conforté par l'idéologie de la Nation comme communauté spéciale de tous les citoyens égaux et patriotes (sur cette base, le caractère communautaire de la Nation est évidemment illusoire). L'élection désigne à la majorité ceux qui dirigent l'Etat. Mais majorité comme minorité, tous les citoyens sont censés pouvoir contrôler l'Etat, et en changer les dirigeants s'ils déçoivent leurs attentes. Cette « alternance » contribue à faire croire que tous les choix politiques et sociaux, même révolutionnaires, seraient possibles par l'élection.

C'est que l'Etat est perçu comme un outil, un appareil technique, neutre (la bureaucratie) dont les élus pourraient se servir à leur guise (c'est ce que l'idéologie appelle « la neutralité de l'Etat »). Ce mythe se renforce de ce que tout un chacun peut être membre de l'Etat par concours (sélection prétendument égalitaire des compétences, bien qu'en fait les hauts fonctionnaires et membres des cabinets ministériels soient sélectionnés selon de tout autres critères), ou par l'élection où tout un chacun peut aussi se présenter. Il se renforce encore par le fait que les bourgeois sont parfois soumis à des lois et obligations qui ne leur conviennent pas tout à fait et contre lesquelles ils vitupèrent bruyamment¹⁰¹. Il arrive même parfois que la bourgeoisie doive céder les places dirigeantes dans l'Etat à des individus représentant

d'autres couches sociales et ayant la réputation d'opposants plus ou moins farouches aux « riches ». Ce renouvellement du personnel politique fût, par exemple, le cas du nazisme. En France, il y eut aussi des ministres issus du PCF, des gouvernements nationalisant à tout va (Mitterrand en 1981).

Mais ce mythe de l'intérêt général comme expression et garant de l'intérêt privé (ou en tout cas l'optimisant) induit un rapport spécifique de l'individu à l'Etat dans lequel celui-ci est posé comme devant produire les conditions de réalisation de cet intérêt privé. Pour chacun, l'Etat devient le dépositaire de sa volonté et de sa puissance sociale. Pour chacun en contrepartie, il doit satisfaire ses intérêts, jusqu'à être le moyen produisant les conditions de sa vie, d'une bonne vie. Mais que l'Etat puisse servir également chacun supposerait que ces intérêts privés soient les mêmes pour chacun, alors qu'au contraire, dans la propriété, chacun est pour soi, en concurrence avec l'autre, et qu'avec les développements du capitalisme, l'antagonisme des classes caractérise de plus en plus la société. D'ailleurs, comme on l'a déjà remarqué à propos du paradoxe de Rousseau, si les intérêts privés coïncidaient harmonieusement, il n'y aurait pas besoin d'Etat pour les faire au mieux cohabiter tant bien que mal dans un autre intérêt, le général.

L'Etat compris comme le dépositaire de la puissance de chacun, le moyen de la combiner avec celle des autres pour en faire une puissance commune au service de tous, finit par représenter une sorte de deus ex-machina, un fétiche tout puissant. Déjà dès le milieu du 19^{ème} siècle, Tocqueville pressentait ce rapport d'abandon et de soumission de l'individu privé à l'Etat: « *Je veux imaginer sous quels traits nouveaux le despotisme pourrait se produire dans le monde; je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux... Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres... Au dessus de ceux-là s'élève un pouvoir immense et tutélaire, qui se charge seul d'assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort... il pourvoit à leur sécurité, prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs, conduit leurs principales affaires, dirige leur industrie...; que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre* »¹⁰². Bien qu'effectivement imaginaire dans son côté idyllique (plaisirs, jouissances, etc.), cette description annonce cependant bien l'évolution vers l'Etat totalitaire d'aujourd'hui que nous avons analysée. Mais si Tocqueville se méfie du despotisme de l'Etat, ce n'est pas en tant qu'anarchiste ou communiste, mais en tant que grand bourgeois libéral du 19^{ème} siècle. Et il ne voit pas que la cause de la faiblesse, de l'impuissance, de la soumission de l'individu est d'abord dans le rapport social de la propriété privée, ou privé signifie aussi privé de rapports d'association directs avec les autres hommes (ils passent par l'argent, chacun agit pour soi, aveuglement), donc de la maîtrise des conditions de la production de sa vie, qui sont sociales. S'il délègue en quelque sorte sa puissance sociale à l'Etat, c'est justement parce que son association avec les autres, la puissance que lui conférerait cette association, lui échappent dans les séparations et antagonismes de la propriété privée. Plus l'Etat est fort veut dire exactement et conjointement plus l'individu est faible (et alors il en résulte toujours l'argument cynique pour justifier l'Etat qui est de dire qu'il est plus utile aux faibles mis en situation de ne plus dépendre que de lui, alors qu'il dépendrait démocratiquement d'eux, qu'aux forts dont la brutale puissance serait ainsi bridée, que c'est la loi qui protège et libère les faibles, etc.).

Constatant cette situation où les individus semblent ne pouvoir exister libres, se développer et ne former société que grâce à l'Etat, Hegel prend le contre-pied de Rousseau: c'est l'Etat qui constituerait les hommes comme individus. L'idée d'unité, de société, serait préalable à l'individu, et l'Etat en serait la réalisation historique rationnelle. « *L'Etat et la société sont précisément les conditions dans lesquelles la liberté se réalise... tout ce que l'homme est, il le doit à l'Etat* ». Poussée au bout de sa logique, cette conception mène au fascisme. Pour Mussolini, l'Etat est fait de tous et pour tous: « *Tout pour l'Etat, rien hors de l'Etat, rien contre l'Etat* »¹⁰³.

D'abord association des individus, produit de leur volonté, avec Rousseau, l'Etat est présenté par Hegel comme l'incarnation d'une Raison universelle les produisant. Hegel réalise l'individu par l'Etat parce qu'il voit bien, avec l'exemple de Bonaparte, où a réellement mené la révolution bourgeoise française qu'il admire dans la formidable puissance qu'elle a donnée à sa classe par l'Etat sous l'habit de la Nation, et parce qu'il souhaite que l'Allemagne en suive l'exemple. Il voit donc combien l'Etat est nécessaire à la société civile bourgeoise, mais aussi qu'il n'est pas l'association des individus mais ce qui les organise et les unit en dehors d'eux, sans eux. Il semblerait que sa conception soit tout à fait contradictoire avec celle

de Rousseau. Selon l'une, démocratique, l'Etat est le produit des individus qui lui préexistent, selon l'autre, despotique, l'Etat produit les individus. Pourtant, il ne s'agit que d'une différence formelle: fondamentalement dans les deux conceptions, c'est l'Etat qui fait la société et civilise les individus, préalablement existant à l'état sauvage pour Rousseau, inexistant en tant que tels avant l'Etat (monarchique) pour Hegel. Rousseau est idéaliste parce qu'il pose un Etat qui serait l'association volontaire d'individus lui préexistant, tout en étant institution séparée, spéciale; Hegel l'est aussi, mais plus moderne parce que, ayant eu sous ses yeux l'Etat réalisé, stabilisé dans ses fonctions essentielles après la courte période de l'effervescence révolutionnaire où le peuple avait encore son mot à dire, il le voit pour ce qu'il est, puissance extérieure despotique, et pour ce qu'il souhaite qu'il soit, despote qui serait civilisateur parce qu'il serait éclairé par les philosophes détenteurs de la Raison. Dans les deux cas, on a une idée religieuse, fétichiste de l'Etat: il déterminerait les individus alors qu'il est déterminé par eux, donc par ce qu'ils sont dans des rapports sociaux historiquement spécifiques, donc au fond, par ces rapports eux-mêmes. Dans les deux cas, on a le germe du « totalitarisme » moderne: l'Etat comme puissance chargée de faire la société. S'opposant à Hegel, le jeune Marx dénonce «... *l'illusion que c'est lui (l'Etat) qui détermine alors que c'est lui qui est déterminé* », cela parce que « *les formes de l'Etat... prennent leurs racines dans les conditions d'existence matérielle* »¹⁰⁴.

La réalité, c'est que ni Rousseau, ni Hegel, ni leurs successeurs dans toutes sortes de variantes, ne comprennent l'unité du phénomène: société civile bourgeoise et Etat se produisent l'une l'autre, sont les deux faces de la même médaille, tous deux le produit des rapports sociaux d'appropriation privée des moyens de production (terre, outils, moyens de subsistance). Produit historique, puisque cette appropriation privée ne pouvait advenir qu'à un certain stade du développement des outils et de la division du travail.

4.2 Bases matérielles du fétichisme

On sait que Marx a découvert que les rapports de production marchands et capitalistes n'apparaissent « à la surface » du monde visible que comme des rapports entre choses: les marchandises, l'argent qui les représentent. C'est ce qu'il a appelé le « fétichisme de la marchandise »: les relations entre les hommes ne leur apparaissant que dans l'échange des marchandises, elles sont déterminées par leurs rapports d'échange (les « lois du marché »), par les mouvements de hausse ou de baisse des formes qui les représentent, tels que prix, salaires, profits, taux d'intérêt, monnaies, etc. Ainsi, ce sont les mouvements et rapports entre ces choses, et non les rapports de propriété et de travail entre les hommes qui les produisent, qui déterminent enrichissement ou misère, emploi ou chômage, crise ou croissance. Un comble de ce fétichisme est atteint lorsqu'on imagine, à la vue de l'intérêt, que l'argent produit de l'argent, de la richesse. Cependant, si on croit que le capital ce n'est que des choses et non un rapport social, et que l'économie, la production des conditions de la vie, sont ainsi déterminées par ce qui semble n'être que des choses, alors aussi, comme des choses on peut les compter, les manipuler, avoir prise sur elles (décider par exemple du niveau des taux d'intérêt, des salaires, de l'émission monétaire, etc.), on croit aussi que l'Etat peut faire tout cela et dominer l'économie à sa guise. Le fétichisme de la marchandise alimente ainsi le fétichisme de l'Etat. Il en est un fondement.

On croit d'autant plus à ce pouvoir de l'Etat qu'avec le capitalisme moderne toute la richesse apparaît comme le produit d'un travail collectif, dans lequel les sciences et leurs applications technologiques jouent de plus en plus le rôle principal. Plus que jamais le procès de production semble purement technique, le capital réduit à l'argent apporté pour acheter les facteurs de la production, une chose extérieure à ce procès soi-disant purement technique. Les méfaits de ce capital-argent sont alors expliqués par les comportements égoïstes et trop avides des possesseurs de cette chose, les financiers, facilement ciblés parce que séparés maintenant formellement eux aussi du procès de production (avant, le patron cumulait les deux fonctions de prêteur d'argent et de capitaliste actif). On efface alors complètement l'essentiel: le procès d'extorsion de la plus-value dans la production, la division du travail intellectuels/exécutants, c'est-à-dire le rapport d'exploitation dans son effectuation concrète. L'exploitation (le surtravail) est alors réduite à l'intérêt (ou dividende) que reçoivent les possesseurs d'argent. La critique du capitalisme contemporain est alors à son tour réduite à celle des montants trop élevés de ces rémunérations financières. Ce n'est plus une critique du capital comme rapport social de production et d'appropriation,

mais seulement de certaines de ses « exagérations » et « abus » les plus visibles, notamment le gonflement pharaonique de la masse des capitaux financiers et donc de leur rémunération. Effectivement, si la production n'est ainsi comprise que comme un processus technique, et le capital que comme argent, alors il n'y a qu'à la débarrasser de ce capital financier qui la domine et la parasite pour qu'elle puisse répondre aux besoins du peuple et que ses fruits puissent être équitablement partagés entre tous. L'Etat n'a qu'à voter « l'euthanasie du rentier », taxer copieusement le financier, et il pourra dans le même mouvement réaliser ce partage en faveur des salariés. Le fétichisme de l'Etat est alors exacerbé et en fait la puissance pouvant commander au procès de production et d'échange des marchandises (appelé « l'économie » par les idéologues pour qui le capital n'est que l'argent) ainsi qu'à la répartition des richesses, à sa guise, alors même qu'il n'existe que comme puissance chargée de reproduire le capital, c'est-à-dire sa valorisation et accumulation (appelée croissance par les mêmes idéologues).

Ainsi, le fétichisme de la marchandise renforcé de ces conceptions du capital comme simple chose, l'argent, et de la production comme science et technique, qui ignorent la situation réelle des individus agissant, leurs rapports concrets dans la production, les conditions qui constituent leur vie réelle et décident de leurs comportements, tout cela alimente et développe le fétichisme de l'Etat.

Bref, non seulement l'Etat pourrait « commander à l'économie » en général et à la finance en particulier, « ouvrir une nouvelle ère où ce soit « l'Humain d'abord »¹⁰⁵, mais aussi lui seul le pourrait puisqu'il est maintenant le détenteur et l'organisateur de toute la puissance sociale. Nombre d'individus qui en ont été dépouillés imaginent effectivement n'avoir plus que l'Etat comme moyen pour eux, et estiment naturellement que l'Etat est plus que jamais responsable de leur bien être, de leur vie, et de toute la société. Et c'est vrai! Nous avons vu combien l'Etat est effectivement indispensable à la vie et à la reproduction de cette société là. Par exemple pour l'entretien de la force de travail, et pour toute une série d'autres nécessités qui apparaissent comme « services publics », « aides à l'emploi » et à la croissance, etc. Parce que ces interventions sont nécessaires dans la société bourgeoise, y satisfont certains des besoins qu'elle engendre, on croit qu'elles le sont à la vie en général. Parce que l'Etat moderne fait toutes ces choses que le « privé » ne veut pas ou ne peut pas faire, on croit que seul l'Etat peut, et à jamais, les faire, et que par là il est le garant du progrès de la civilisation. Parce que l'Etat distribue toutes sortes d'allocations, s'occupe de la santé, des retraites, du droit du travail, etc., cela accrédite l'idée qu'il est au dessus des classes (d'autant plus que les lois sociales apparaissent comme des « conquêtes ouvrières » du fait des luttes sociales souvent dures qu'elles impliquent à cause de la résistance que les capitalistes y opposent), qu'il est l'Etat qui obligera « l'économie à être au service de l'Homme ». Ainsi, plus l'Etat est totalitaire, plus il semble indispensable. Il ne semble pas seulement, il l'est dans l'immédiateté des problèmes de l'instant. Il l'est pour le système capitaliste et pour les hommes qui y vivent. Du moins tant que ceux qui sont dépouillés, voyant l'impuissance de l'Etat à satisfaire leurs besoins, ne s'organisent pas par eux-mêmes pour abolir cet Etat jusque dans ses fondements, les rapports d'appropriation qui le produisent. Ces hommes voient que sans cesse des mouvements, des transformations, des crises adviennent sans qu'ils n'y soient pour rien. Ils en attribuent le pire au capital financier, le reste aux soi-disant nécessités techniques et scientifiques, ou aux soi-disant lois économiques, et ils se tournent vers l'Etat comme la puissance chargée de les faire vivre et les sauver. Il y a sans cesse toutes sortes de bouleversements qu'ils subissent, et toutes les forces obscures de ce monde, aussi mystérieux pour eux que l'était le monde primitif pour les premiers hommes, qui les provoquent, c'est au grand fétiche Etat, révérend lors des cérémonies rituelles sous les masques Nation, Droits l'Homme, Intérêt Général, Citoyen, Démocratie, à les dominer, à les dompter.

Fétiche car, comme l'étaient les fétiches primitifs, chargé de qualités et d'une puissance qu'il n'a pas. Nous savons que tous les socialistes petits-bourgeois, depuis Proudhon au moins, répètent à l'envie que l'économie doit être dominée par la justice équitable, et pour beaucoup d'entre eux, que cette justice doit être dite et exécutée par l'Etat. Nous savons encore qu'en réalité le droit est l'expression, la mise en forme, des rapports des hommes entre eux dans la production de leur vie, et que, s'agissant de rapports capitalistes, c'est donc lui qui s'adapte à l'économie capitaliste, même quand il contraint parfois un peu les capitalistes pour l'organiser au mieux de la reproduction du capital en général. Nous savons enfin que l'intérêt général qu'organise l'Etat est celui du capital, de sa valorisation, parce que sa reproduction est la condition de celle de cette société dont cet Etat est à la fois le produit et l'organisateur. Donc, il n'est pas

besoin de critiquer plus avant ici ce fétichisme de l'Etat. Ce qu'il était seulement utile d'expliquer, c'est les raisons de son exacerbation que beaucoup constatent sans en expliquer ni les racines, ni le contenu aliénant, ni la forme totalitaire. Mais cette exacerbation est à double effet. D'un côté, comme nous l'avons vu, l'individu dépouillé attend tout de l'Etat. De l'autre, par conséquent, et nous y reviendrons, l'Etat étant à ses yeux le responsable de tout, il peut aussi devenir la cible de sa colère et de sa lutte. En effet, si l'Etat peut suppléer les capitalistes privés dans certaines tâches et par là aider le capital en général, il ne s'agit là, en quelque sorte, que d'un transfert de compétences qui ne peut nullement supprimer les contradictions fondamentales du système, ni ses malversations, ni ses horreurs, ni ses faillites permanentes.

Soit le renforcement de l'Etat – et c'est alors une tentative menant à la catastrophe de crises récurrentes de plus en plus violentes, du totalitarisme exacerbé et des guerres – soit la destruction de cet Etat, et c'est le premier pas, la première condition pour abattre le capitalisme et construire une véritable association directe, mieux une communauté des individus. Eliminer le premier choix, c'est comprendre l'impuissance congénitale de l'Etat à commander au capitalisme d'essayer d'être « humain », et l'impérieuse obligation où il est au contraire, dans la crise, de commander au peuple de se serrer encore plus la ceinture, et d'être encore plus écrasé sous les diverses formes de domination du capital et de son Etat.

4.3 Puissance et impuissance de l'Etat

Lorsque le jeune Marx affirme qu'il ne sert à rien d'en appeler à l'Etat pour changer la société, car ce serait en appeler au « *résumé officiel de la société* » pour changer « *la société officielle* », il ne dit pas pour autant que l'Etat ne peut rien faire, qu'il est inerte, impuissant.

Comme nous l'avons rappelé, l'Etat a un rôle, et de plus en plus important au fur et à mesure de l'histoire du capitalisme, dans la reproduction du capital. Pour conserver la société, il doit agir et agit en ce but, et il est un puissant moyen pour cela. Mais il ne peut agir que dans ce but, sinon il ne serait pas l'Etat, il n'existerait pas, et la société ne serait pas la société bourgeoise. Bref, l'Etat est une puissance, mais uniquement pour le capitalisme, jamais contre lui, même s'il apparaît parfois ainsi quand, par exemple, il prend des mesures « sociales », ou écologiques, ou fiscales, qui suscitent l'ire de certains capitalistes.

Dans son rôle, l'Etat est plus ou moins habile. Un gouvernement peut faire de mauvais choix et entraîner rapidement le pays à la ruine. Ce fut, par exemple, face à la grande crise des années 30, le cas des régimes fascistes. Ce fut aussi le cas du gouvernement Hoover aux USA qui, au nom du libéralisme, accéléra la ruine en 1930 en ne soutenant pas les banques et le crédit. Mais Roosevelt qui lui a succédé en 1933 n'a pas réussi non plus à relancer la croissance avec son « New Deal » étatiste (les conditions ne furent réunies qu'après la guerre).

Plus généralement, il est certain que plus l'Etat est efficace à stimuler la valorisation et l'accumulation du capital, et plus aussi nécessairement s'accroissent les contradictions et antagonismes inhérents au capital, cela dans le mouvement même où il se développe et semble donc se porter au mieux. Ce mieux n'est qu'une rémission pendant laquelle s'accumulent les ingrédients d'une nouvelle crise (ce qui advint dès les années 70).

Ainsi l'Etat peut retarder ou accélérer le cours des affaires, mais il est impuissant à empêcher l'évolution historique du capital vers son âge sénile. Il ne peut que l'accélérer s'il soutient habilement son accumulation, ou aggraver la situation s'il se trompe lors d'une crise.

Aujourd'hui, que peut l'Etat? Pour répondre à cette question, il faut comprendre où en sont les conditions de la reproduction du capital en général, puisque celle-ci est sa tâche fondamentale. Il faut donc comprendre l'époque actuelle pour ce qu'elle est: comme celle de la sénilité du capital, une époque historique dans laquelle la valorisation du capital se heurte à des obstacles et se dégrade à un point tel que la reproduction du capital en est gravement compromise¹⁰⁶. Dans cette situation, la puissance qu'exerce l'Etat en vue de maintenir l'existence du capital ne peut plus s'exercer à travers des réformes comportant une certaine amélioration du rapport salarial sur le plan matériel (hors le fait que la qualité du travail prolétaire s'est toujours dégradée). Elle ne peut s'exercer que comme organisant une forte aggravation de

toutes les formes d'exploitation, d'oppression, et d'élimination des prolétaires et des peuples. Et comme accroissement de la concurrence, et des conflits meurtriers afférents, pour l'appropriation du maximum de la richesse mondiale (ce qui n'est pas contradictoire avec la formation d'alliances plus ou moins stables pour former des blocs dans cette concurrence généralisée). Aujourd'hui, la réforme proposée aux prolétaires, c'est mieux vaut avoir un plus mauvais emploi qu'avant plutôt que pas d'emploi du tout (c'est-à-dire plutôt que le capital ne puisse plus vous employer faute de profits suffisants).

Ignorant la situation réelle actuelle du capital quant aux possibilités de sa valorisation, nombre d'idéologues, économistes, politiciens, universitaires, proposent cependant de renforcer le rôle déjà considérable de l'Etat afin qu'il ait plus de puissance pour aider le capital à retrouver le chemin de la croissance, fournir des emplois, élever le niveau de vie du peuple ou à tout le moins le maintenir.

Sans pouvoir être exhaustif, examinons quelques unes des diverses propositions supposées permettre ainsi à l'Etat de surmonter la crise et d'ouvrir une nouvelle période de prospérité du capital qui profiterait à tous grâce à une plus juste répartition des richesses.

4.3.1 Réglementer et soumettre le capital financier

C'est la proposition qui revient le plus souvent, le capital financier étant considéré de tous côtés comme « le » responsable de la crise. Nous ne reviendrons pas ici sur cette erreur de diagnostic¹⁰⁷, ni sur la nécessité où se sont trouvés les Etats d'intervenir à coup de milliers de milliards de dollars, transformant les dettes des sociétés financières en dettes des Etats. Pour en rester à la question qui nous intéresse ici, demandons nous: 1°) si les Etats ont ainsi montré leur capacité à surmonter la crise, à relancer la croissance et permettre une nouvelle phase de développement capitaliste? 2°) s'ils ont la capacité, comme beaucoup le proclament et le demandent, de réglementer et contrôler le système financier de telle sorte que de nouveaux krachs ne surviennent plus, et que la finance soit mise au service d'un développement de « l'économie » – en vérité du capitalisme – en faveur des hommes?

Répondre positivement à la première question revient à imaginer que la crise est purement financière dans ses causes, et que remplacer des dettes privées par des dettes publiques peut permettre de la surmonter. Ce transfert assainissant les bilans des établissements financiers, il est supposé leur permettre d'émettre à nouveau des crédits et par là faire croître à nouveau consommation et production. Bref, tout recommencerait comme avant quand le crédit coulait à flot... ce qui a justement mené au krach de 2008! A la différence près que le nouveau flot s'ajouterait au monceau des dettes accumulées par les Etats.

Prétendre assainir le système financier d'un trop plein de titres tout en le gonflant démesurément d'une énorme masse de titres d'Etat est une contradiction qui saute aux yeux. On assiste d'ailleurs à la mise en place d'une sorte de cercle vicieux: les financiers achètent des titres d'Etat qui leur rapportent de 3 à 4 % d'intérêt, et plus pour les titres des pays considérés comme peu solvables comme la Grèce, le Portugal, etc., avec l'argent que ces Etats (leurs Banques Centrales) leur prêtent à 1 ou 2 %!

Pour autant, le système financier n'est pas sorti d'affaire car même les titres d'Etat sont aujourd'hui des créances douteuses. Nombre d'entre eux, sinon presque tous y compris les USA, sont déjà en état de faillite virtuelle, et font de la cavalerie en remboursant leurs dettes arrivées à échéance par de nouveaux emprunts ou, actionnant frénétiquement la planche à billets, par de la monnaie dévaluée. Observons d'ailleurs que cette inflation monétaire est un remède d'autant plus nocif au capitalisme contemporain que le crédit en est devenu un pilier fondamental. Or le crédit exige une monnaie stable, qui conserve sa valeur.

Bref, ce n'est pas en transformant l'insolvabilité des débiteurs privés en celle des débiteurs publics qu'on peut assainir le système financier durablement. Par là, et c'est pourquoi les Etats ne pouvaient pas ne pas agir ainsi, ils ont simplement évité l'écroulement immédiat de l'économie capitaliste. Et ils espèrent que celle-ci connaîtra une croissance nouvelle qui permettra par les impôts et autres prélèvements obligatoires de rembourser leurs dettes. Outre que ce siphonage des fruits du travail en faveur du capital montre bien une fois de plus à quoi sert l'Etat, il est impossible qu'il puisse suffire à ces remboursements (le taux de

prélèvements obligatoires qu'il y faudrait serait insoutenable, y compris du point de vue du capital qui verrait la consommation s'effondrer en plus d'être taxé lui-même).

D'ailleurs, ce qui est souvent ignoré, c'est qu'il ne suffit pas d'offrir du crédit bon marché pour que les entreprises veuillent en absorber. Dans la situation actuelle où les espoirs de profits sont douteux, la plupart des entreprises ne veulent pas investir productivement en s'endettant davantage. Le crédit reste dans la sphère financière pour des opérations spéculatives de court terme sur les cours des bourses, des matières premières ou autres produits, pour des rachats d'autres entreprises, pour qu'elles rachètent leurs propres actions, etc.

Les Etats n'ont donc absolument pas réussi à surmonter la crise et relancer la croissance, pas même à assainir le système financier. Tout simplement parce qu'il n'est pas dans leur capacité d'empêcher le développement du capitalisme selon ses propres lois internes qui impliquent l'hyper-gonflement du crédit et du capital financier. Mais ce gonflement a atteint une limite où il se retourne contre la valorisation du capital à laquelle il est aussi pourtant nécessaire, comme le dopant au drogué. Qui plus est, nous savons que cela n'est pas, loin s'en faut, la seule, ni même la principale contradiction à laquelle se heurtent aujourd'hui la valorisation et la reproduction du capital. Il nous faudrait redire en particulier ici les effets sur la production de la plus-value des hauts niveaux de mécanisation et de productivité atteints dans le procès de production, un facteur essentiel de la crise sur lequel les Etats sont évidemment tout aussi impuissants à agir autrement qu'en dégradant toujours davantage la situation des prolétaires.

Cependant, non content d'avoir soi-disant eu la capacité de sauver le système financier, et par là la société capitaliste toute entière, l'Etat proclame aussi, notamment par ses voix de gauche, qu'il va le réglementer et le contrôler afin qu'il ne puisse plus produire de bulles suivies de krachs comme en 2008.

Réglementer la finance, c'est réglementer le crédit et prétendre en restreindre le gonflement « excessif » relativement aux capacités de remboursement des débiteurs. Ce n'est certes pas l'Etat qui le fera sérieusement à un moment où le crédit est un dopant indispensable à la survie de la société qu'il gère. Ce n'est pas lui, le « résumé officiel » de cette société, qui brimera quelque peu les financiers à un moment où il ne cesse de leur demander de bien vouloir acheter les titres de sa dette grandissante, non seulement pour équilibrer son budget, mais aussi pour venir au secours d'autres Etats quasi faillis, au point que les financiers privés ne veulent même plus leur prêter. Les contraintes imposées aux financiers ne peuvent être donc que fort douces¹⁰⁸.

D'ailleurs, les outils dont disposent les Etats pour réglementer, qui sont essentiellement les taux d'intérêt auxquels les Banques Centrales fournissent des liquidités et le niveau des réserves obligatoires des banques, ne peuvent avoir qu'une efficacité limitée. Car quand les affaires vont bien, les banques peuvent émettre du crédit sans que ces outils puissent vraiment les en empêcher. Et quand elles vont mal, les Banques Centrales ont beau ouvrir les vannes du crédit, personne n'en veut pour investir productivement, mais seulement pour spéculer de plus belle dans la sphère financière et y faire gonfler de nouvelles bulles. Donc, finalement, tout ce que l'Etat peut faire de mieux en la matière, c'est d'accompagner le plus judicieusement possible le mouvement des affaires. Certes, cet accompagnement n'est pas facile, car il dépend d'une compréhension correcte de la situation, ce qui est évidemment plus qu'aléatoire pour des experts qui ne savent pas ce qu'est le capital. Mais quoi qu'il en soit, cette influence reste secondaire sur le cours du capitalisme. Cela suffit néanmoins aux apologistes de l'Etat pour claironner que, puisque son rôle n'est pas entièrement nul, c'est qu'il décide.

Bref, réglementer peut éventuellement permettre d'éliminer quelques unes des spéculations les plus hasardeuses type « subprimes », d'obliger les banques à augmenter un peu leurs fonds propres, de mieux contrôler quelques traders fous, de rogner les rémunérations exorbitantes des dirigeants, de mettre 2 ou 3 Madoff en prison, mais tout cela reste dérisoire car le problème que pose le capital financier est dans son « exubérance » inéluctable qui est à la fois un poison pour le capital en général en même temps que chaque capital particulier dépend de plus en plus du crédit pour sa valorisation.

4.3.2 Le protectionnisme

Venons en maintenant à un autre type de propositions qui fait florès parmi les étatistes « radicaux » de gauche comme de droite: renforcer les mesures protectionnistes.

Des tendances protectionnistes se développent toujours avec les crises modernes, car il est évidemment facile à des capitalistes en difficulté qui produisent leurs marchandises sur le territoire national d'en rendre responsable la concurrence, pour eux toujours « déloyale », de pays étrangers qu'ils accusent de pratiquer un dumping salarial, fiscal, écologique, monétaire, et de produire ce faisant à des coûts inférieurs. Les prolétaires, qui du fait de leur insertion dans le rapport salarial sont placés ainsi par le capital dans un rapport de concurrence avec ceux de ces pays « low cost », leur emboîtent souvent le pas. Cela d'autant plus aujourd'hui que la mondialisation dans sa phase actuelle¹⁰⁹ a provoqué force délocalisations de travail ouvrier le plus déqualifié, ce qui a considérablement renforcé, surtout dans cette catégorie des prolétaires très touchée par le chômage, la sensibilité aux sirènes protectionnistes et nationalistes. Leur insertion dans le rapport salarial s'affirme alors comme la vieille idée que plus la concurrence avec les ouvriers étrangers est limitée, et mieux ils vendent leur force de travail. Que plus la concurrence des capitaux est faible, mieux le capital qui les emploie se portera, ce dont ils pensent qu'ils pourront bénéficier, ne serait-ce qu'un peu. C'est l'idéologie du « plus le festin du maître est plantureux, plus abondantes seront les miettes dont l'esclave est nourri », dans laquelle le prolétaire ne se vit que comme agent du capital, dépendant de lui¹¹⁰, et sous cet aspect, souhaitant alors sa prospérité, quitte à en exiger une part plus importante. Idéologie qu'approuve la bourgeoisie qui renchérit qu'il faut bien qu'il y ait des riches pour nourrir les pauvres!

Il est bien sûr nombre de politiciens qui flattent toutes ces demandes d'origine diverses¹¹¹ réclamant un Etat plus fort qui saurait les protéger de la concurrence étrangère. Tout ce qui renforce l'Etat renforce aussi leur pouvoir, et cette perspective les ravit. Ils font alors chorus pour dénoncer les politiques dites « libérales » comme la cause de tous les maux dont souffre le peuple. Elles auraient fait abandonner à l'Etat son rôle de défenseur du fameux et fumeux intérêt général, le mettant au seul service des financiers mondialisés, lesquels, mauvais patriotes, ne songent égoïstement et cupidement qu'à gagner le plus d'argent possible, sans souci de créer des emplois et des richesses dans la mère patrie pour le bien-être du peuple. Gagner le plus d'argent possible, il n'y a là pourtant rien que le comportement général des individus du monde marchand et capitaliste, et surtout de tout fonctionnaire du capital, qu'il soit privé ou public, libéral ou protectionniste. Mais l'idéologue étatiste va décréter que seul le capital public, ou dominé par l'Etat, est bon, que seul le protectionnisme peut permettre de résister à la concurrence étrangère et aux multinationales cosmopolites sans patrie, que seul un tel Etat dirigiste et protectionniste peut résister à « la dictature des marchés » (car il n'est pas question pour cet idéologue de parler de dictature du capital puisqu'il ne sait pas ce qu'il est, le réduisant à « l'argent roi »).

Nous avons déjà dit ci-dessus l'impuissance de l'Etat, quel qu'en soit le gouvernement, à dominer la finance. Il peut bien renforcer le protectionnisme (qui est déjà bien présent dans le monde sous de multiples formes), mais cela ne fera qu'aggraver la crise et ne permettra nullement que le sort des prolétaires soit amélioré, bien au contraire. En effet:

- Le protectionnisme ne change rien au rapport d'exploitation du prolétaire par les propriétaires et possesseurs des moyens de production. Il reste le rapport salarial, le salaire, prix de la force de travail, ne pouvant être amélioré que par la lutte (efficace surtout lorsqu'il y a plein emploi).
- Le plein emploi ne sera pas mieux approché par le protectionnisme. Bien au contraire. Car celui des uns entraîne celui des autres, la diminution des importations s'accompagne donc de celle des exportations, et cela provoquerait partout une gigantesque contraction des affaires qui décuplerait le chômage.
- A cette contraction s'ajouterait inéluctablement une forte augmentation des prix des nombreuses marchandises importées (il y en aura toujours beaucoup), et par contre-coup de toutes les autres. Cette élévation des prix serait un facteur de dégradation de la rentabilité du capital, donc de la croissance, en même temps que les salariés verraient leur pouvoir d'achat amoindri.

Les protectionnistes veulent aussi sortir de l'euro afin que l'Etat soit maître de la monnaie. Cela disent-ils

dans le but qu'il puisse la dévaluer à sa guise. Manœuvre qui est censée stimuler les exportations et renchérir les importations. Comme les importations couvrent une part très importante des besoins, on ne voit pas comment cela ferait baisser les prix (pensons au pétrole ou au gaz par exemple) et favoriserait les exportations. Mais surtout, la dévaluation, c'est aggraver l'inflation monétaire, donc ruiner le crédit, augmenter les taux d'intérêts, ce qui, comme nous l'avons déjà remarqué, constitue dans la situation actuelle du capitalisme un puissant facteur de ralentissement rapide de la croissance, d'autant plus qu'elle entraîne la baisse du pouvoir d'achat des salariés¹¹². C'est d'ailleurs ce qui est déjà en train de se passer aujourd'hui¹¹³, sans qu'il ait été besoin de sortir de l'euro.

Bref, par le protectionnisme, l'Etat ne dirige rien d'autre que la pose d'entraves bureaucratiques au développement du capital (la bureaucratie étant le moyen de la volonté de l'Etat¹¹⁴, laquelle se prétend celle du peuple). Il ne fait rien d'autre qu'aggraver la situation générale du capitalisme, et tout particulièrement celle des prolétaires, en prétendant vouloir un capitalisme sans la finance, ou une finance qui ne se soucie pas de gagner le maximum d'argent mais d'être patriotique, enfermé dans ses étroites frontières nationales. Ce n'est pas que le protectionnisme soit toujours inefficace. Il fut utile aux nations naissantes gagnant leur indépendance contre l'impérialisme. Il fut et sera utile aux peuples entreprenant de sortir du monde capitaliste après qu'une révolution politique ait brisé l'Etat bourgeois. Mais il est néfaste pour tous les pays capitalistes où ce mode de production est déjà développé, et qui dépendent donc de ses exigences, de ses lois. Aujourd'hui plus que jamais, la dépendance de ce capitalisme au crédit et à la division du travail appelée mondialisation implique que le protectionnisme est rétrograde, réactionnaire au sens propre. Plus que jamais, car déjà Marx le disait en 1848 dans son discours sur le libre échange où, après en avoir fait une critique implacable, il concluait:

*« Ne croyez pas, Messieurs, qu'en faisant la critique de la liberté commerciale nous avons l'intention de défendre le système protectionniste... en général de nos jours le système protecteur est conservateur, tandis que le système de libre échange est destructeur. Il dissout les anciennes nationalités et pousse à l'extrême l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat (tandis que le protectionnisme, c'est le patriotisme, l'union nationale, n.d.a.). En un mot, le système de la liberté commerciale hâte la révolution sociale. C'est seulement dans ce sens révolutionnaire, Messieurs, que je vote en faveur du libre échange »*¹¹⁵.

Mais ce protectionnisme n'est pas réactionnaire que parce qu'il bloquerait la croissance déjà faible du capital. Il l'est aussi, et c'est plus catastrophique encore, parce qu'en faisant des Autres (l'Europe, la Chine, etc.) des responsables de la misère du peuple, il en exonère donc le capital en tant que rapport de production, et exacerbe un nationalisme qui aboutit à lier le prolétaire à « son » capital contre ces Autres. D'ailleurs, de la stigmatisation des Autres à celle des Etrangers, puis des Immigrés, il n'y a pas loin (et les faits historiques comme contemporains l'ont souvent montré).

4.3.3 Partager les richesses, relancer la production par la consommation

Les gigantesques écarts de patrimoines et de revenus entre les sommets de la bourgeoisie et les masses populaires sont un phénomène bien connu et un scandale permanent qui suscite l'indignation et la colère (qui s'exaspère encore plus quand on entend ces gens là tenter de les justifier par leurs soi-disant mérites de créateurs de richesses). Les étatistes de gauche promettent d'instaurer par la loi un juste partage des richesses. Qu'est-ce que « juste », on n'en discutera pas ici. On se contentera d'observer que l'Etat, là encore, même poussé à agir par de dures luttes salariales, ne peut pas, du moins durablement et significativement, réduire la part des profits en faveur de celle des salaires. Certes, la lutte salariale est tout à fait indispensable pour « résister aux empiètements du capital », comme disait Marx, et lui arracher, éventuellement par le biais de son agent l'Etat quand la lutte est généralisée (cf. en France, accords de Matignon 1936, Libération 1945-46, accords de Grenelle 1968), plus que ce qu'il céderait sans cela. Mais tant qu'elles restent dans les rapports capitalistes, dans les limites d'un partage entre salaires et profits, les luttes ne peuvent inverser durablement la tendance du capitalisme à augmenter inéluctablement la part des profits au détriment de celles des salaires.

En effet, cette tendance historique est concomitante à l'augmentation de la part du travail mort – sciences, machines, matières premières – dans la valeur des marchandises relativement à celle du travail vivant productif de plus-value. Ce qui implique que la masse de plus-value qui revient aux propriétaires et possesseurs de ce travail mort (ou capital fixe) sous forme de hauts revenus, dividendes, intérêts, etc., doit croître pour que le taux de profit se maintienne. Et doit croître d'autant plus que le capital, avec l'extension du crédit qui lui est un dopant toujours plus massivement indispensable, est démultiplié sous forme de capital financier (ou capital fictif). De plus, s'ajoute aussi le fait que les contre-tendances à la baisse du taux de profit que le capital avait mises en œuvre (hausse de la productivité, de l'intensité du travail, mondialisation, accroissement du crédit) ont atteint leurs limites. Il doit donc absolument diminuer les revenus des couches populaires pour pouvoir continuer à se reproduire. Par l'impôt, par l'inflation, par la baisse des prestations sociales, et même par celle des salaires nominaux.

Quand bien même la gauche étatiste au pouvoir réduirait-elle, on peut toujours l'imaginer, les revenus et patrimoines de la haute bourgeoisie de moitié, cela pourrait certes avoir un effet redistributeur si la bureaucratie étatique grossie n'en n'absorbait pas trop, mais il ne serait que provisoire et ne changerait rien à la tendance historique du capitalisme rappelée ci-dessus¹¹⁶. Dans le capitalisme, la croissance ne peut être que celle de l'accumulation du capital, des moyens de production aux mains de leurs propriétaires et possesseurs: la classe bourgeoise. Au bout du compte, la répartition des richesses dépend toujours de celle de la propriété des moyens de leur production. De ce fait, la lutte salariale, lutte pour modifier le partage entre salaires et profits, avec ou sans appui de l'Etat, est à la fois toujours nécessaire et toujours rouler le rocher de Sisyphe.

Par ailleurs, prétendre qu'augmenter les salaires permettrait d'augmenter la consommation, et par là la production et l'emploi aussi, c'est faire un raisonnement arithmétique purement abstrait. Il néglige en effet ce « petit » fait que dans le mode de production capitaliste, la croissance dépend strictement de celle des profits. Il faut donc pouvoir produire la plus-value avant éventuellement, si les perspectives de profit restent bonnes, de la transformer en croissance (nouveaux investissements, puis production et consommation accrues). Il a d'ailleurs été suffisamment démontré que, dans la situation du capitalisme sénile contemporain, les revenus des prolétaires et des couches moyennes salariées aussi ne pouvaient être durablement augmentés (en termes réels de pouvoir d'achat) sans faire effondrer davantage la production.

Enfin, il ne faut pas oublier que tout prélèvement supplémentaire de richesses par l'Etat lui profite d'abord plutôt qu'au peuple. D'abord à la classe politicienne et son gigantesque entourage de conseillers, de clientèles, de serviteurs divers¹¹⁷. A ses hauts fonctionnaires démultipliant leurs services et les officines paraétatiques. La « rigueur » n'est pas pour eux. Il ne s'agit pas d'en supprimer un sur deux comme ils le font ailleurs. Elever la part des richesses que reçoivent les masses populaires exigerait aussi de supprimer cet énorme corps parasite, et d'adopter l'exemple de La Commune de Paris qui limitait le revenu de ses représentants à celui du salaire ouvrier moyen.

Il faut cependant conclure ce chapitre sur le fétichisme de l'Etat, bien que l'exposé de tout ce qu'il fait croire que l'Etat peut faire – en gros dominer le capital pour qu'il produise selon les besoins de tous et pas, ou moins, pour les profits – n'est pas terminé avec les exemples évoqués ci-dessus. Et donc affirmer ceci: les faits confirment la théorie du fétichisme de l'Etat. Ils confirment que l'Etat n'est pas, et ne peut pas être, une puissance se soumettant le capital comme mode de production et de répartition des richesses. Il ne peut que représenter et mettre en œuvre les intérêts généraux du capital, qui déterminent la reproduction de « la » société (en fait de la société bourgeoise). C'est seulement dans le cadre de cette fonction qu'il est amené à réglementer, dans tel ou tel domaine, parfois même contre certains intérêts immédiats de tels ou tels capitalistes.

Il est grotesque de prétendre utiliser l'Etat comme l'instrument qui pourrait réaliser le bien du peuple contre le capital parce qu'il serait, ou pourrait être, le pouvoir du peuple, alors qu'il est la manifestation même que le peuple n'a pas le pouvoir, qu'il est un instrument qui l'en dépossède. «... *Un peuple de travailleurs qui, en sollicitant l'Etat de la sorte, manifeste sa pleine conscience qu'il n'est ni au pouvoir, ni mûr pour le pouvoir* »¹¹⁸.

D'ailleurs, dans la situation de crise profonde et chronique où est aujourd'hui le capitalisme parvenu à son âge sénile, l'Etat doit nécessairement exercer sa puissance de façon de plus en plus violente, « sécuritaire » et despotique à l'encontre du peuple. Y compris s'il était dirigé par des étatistes de gauche, « *en dépit de tout leur drelin-drelin démocratique* »¹¹⁹, car ils ne sont pas avares de promesses de « concertation », de pouvoir « citoyen », « participatif », ni de critiques sur la bureaucratie, mais quand il s'agit de l'européenne seulement.

Observons à ce propos que l'étagage européen de l'Etat (qui s'ajoute aux étages municipaux, départementaux, régionaux et nationaux) constitue aussi un appareil ultra-bureaucratique, absolument extérieur aux peuples européens. Mais c'est justement là l'important pour le capital: que des réglementations puissent être décidées par ses agents hors de toute pression électorale. Plus généralement, toutes les institutions supranationales (tels le FMI, la Banque Mondiale, l'ONU, l'OTAN, les G 8, 12, 20, le Tribunal International, etc.) ont ce rôle de constituer des instances hors de toute contrainte démocratique, devant exercer les fonctions étatiques au niveau mondial, rendues nécessaires par la mondialisation du capitalisme lui-même. Mais cette mondialisation ne supprime pas la concurrence entre capitaux, soutenus eux-mêmes par des Etats particuliers. Cette concurrence s'accroît même avec la crise. D'où la relative faiblesse de ces institutions chargées de gérer « l'ordre » capitaliste mondial, mais dont la mission est minée par des intérêts nationaux qui restent les déterminants essentiels. C'est pourquoi cet ouvrage, pour rester court, en reste à l'analyse de l'Etat à son niveau national, parce que les Etats nationaux conservent une place décisive dans le procès de la mondialisation capitaliste (soutien financier, diplomatique, militaire à « ses » capitalistes). Et parce que les critiques faites ici à l'Etat national d'être dépossession et domination à tendance totalitaire des peuples s'appliquent a fortiori aux instances étatiques supranationales.

Il est facile aux étatistes de critiquer l'affaiblissement de l'Etat national par ces instances supranationales en prétendant que c'est par elles que le peuple aurait perdu tout pouvoir sur sa vie puisqu'elles ne sont pas, le moins du monde, élues. Mais, nous l'avons vu, il a déjà perdu ce pouvoir depuis longtemps dans la domination du capital sur sa vie (plus même, ce sont les rapports sociaux formant le capital qui déterminent l'individu contemporain), et dans la domination de l'Etat national. Revenir à l'état antérieur de l'Etat national, à un Etat encore plus nationaliste et protectionniste qu'il ne l'est, serait la pire chose qu'on puisse opposer à la mondialisation capitaliste. Car nous l'avons vu, l'étatisme, le protectionnisme, le nationalisme, ont les mêmes racines idéologiques dans les fétichismes de l'Etat et de la marchandise, dont nous avons rappelé ci-dessus les liens, et ce sont là des germes du fascisme.

CHAPITRE 5. COMBATTRE L'ETATISME

5.1 Etatisme ou libéralisme, c'est toujours le capitalisme

Il y a toujours dans la société capitaliste une tendance populaire à en appeler à l'Etat pour qu'il soit ce qu'il prétend être: le pouvoir du peuple, ou à tout le moins pour le peuple, exécutant ses volontés, et non celui d'une classe pour une classe, organisant la reproduction du capital. Les plus défavorisés, les petits et moyens bourgeois qui sont en cours de prolétarianisation rapide, les mécontents de toute espèce accusent l'Etat de ne pas s'occuper d'eux, de n'être pas juste, pas efficace, etc. Et les plus favorisés, la bourgeoisie en général, critiquent l'Etat de les étouffer d'impôts, d'entraver la croissance (sous-entendu du capital) par ses règlements, sa bureaucratie et sa démagogie électoraliste qui le ferait céder à des revendications sociales inconsidérées.

Pour la gauche parlementaire (mais aussi, à sa façon outrancière, pour le FN depuis que Marine Le Pen tente d'en gauchir le discours), l'alternative serait aujourd'hui entre libéralisme et étatisme. Soit la mainmise de la finance établissant sa dictature sur l'Etat et sur la société, soit la dictature de l'Etat, qui redeviendrait alors en prime démocratique (entendez le « drelin-drelin »!), sur la finance et « les marchés ».

En réalité, si on compare les deux courants libéraux et étatistes, on doit constater qu'ils représentent seulement la contradiction où se trouve l'Etat dans sa fonction de reproduire la société capitaliste. D'un côté, la nécessité de valoriser le capital, sans quoi croissance, emplois et salaires s'étiolent. De ce point de vue, les libéraux ont raison de vouloir que l'Etat les subventionne, diminue les dépenses sociales qui prélèvent une part de la plus-value qui devient excessive au regard des difficultés où est le capital sénile à en produire suffisamment. Ils ont raison, toujours du point de vue de la croissance, de dire que les étatistes l'entraveraient de mille manières (par la réglementation, la fiscalité, le coût de la bureaucratie étatique, le protectionnisme, etc.) et instaурeraient une récession encore pire. Comme l'énonce le journal patronal « Les Echos »¹²⁰, l'Etat est pour les libéraux à la fois « *un intrus et un sauveur* » auprès duquel ils quémandent sans cesse du soutien par milliers de milliards d'euros.

Mais les étatistes ont aussi raison de dire que les libéraux ne font que préparer le prochain krach financier en émettant un flot de monnaies et en aggravant la dette publique pour tenter de sauver le système de crédit en déroute, les Etats déjà en faillite, tandis qu'en diminuant drastiquement les dépenses sociales et la masse salariale (par le chômage et le sous-emploi notamment) ils font aussi chuter la consommation, tout en ruinant davantage le consensus social, suscitant émeutes et révoltes violentes jusque dans les métropoles impérialistes.

Ainsi, libéraux et étatistes démontrent quasiment eux-mêmes qu'il faut les renvoyer dos à dos. Qu'aucune de ces deux politiques n'offre une réelle alternative à la crise du capitalisme contemporain. Chacun d'eux prétend instaurer un capitalisme meilleur qui répondrait le mieux aux besoins du peuple en emplois, salaires, protection. Leur commune impasse est qu'ils reflètent l'impossibilité où se trouve l'Etat pour sortir de la crise d'avoir à la fois à accroître ses dépenses pour relancer les profits et la croissance du capital, et à les diminuer pour réduire ses dettes sans pour autant ruiner cette croissance, ni susciter une trop forte révolte populaire. Impossibilité qui est au fond celle du capital à l'époque de sa sénilité à retrouver les conditions d'une valorisation suffisamment vigoureuse pour lui permettre de se reproduire.

Les partis politiques qui représentent l'une ou l'autre de ces deux tendances du capitalisme contemporain peuvent donc alterner au gouvernement de l'Etat sans que cela ne change rien aux dégradations et catastrophes de toutes natures que doit nécessairement susciter le capital pour se reproduire. Le jeu de leur alternance au pouvoir consiste simplement à faire croire que c'est le parti adverse qui est la cause des désastres parce qu'il gère mal l'Etat. Rien de nouveau d'ailleurs: « *Là où il existe des partis politiques, chacun voit la cause de tout mal dans le fait que son adversaire est au gouvernail de l'Etat, et non pas lui* » observait déjà Marx¹²¹.

Cependant, les idéologies et organisations poussant à l'étatisme sont plus dangereuses que les libérales au regard de la tâche urgente d'aujourd'hui qui est justement que les prolétaires sortent de ces fausses solutions, et de cette alternance qui ne change rien, par la construction d'un parti et d'un mouvement révolutionnaire. Elles sont plus dangereuses dans la mesure où elles sont les plus influentes sur eux, leur faisant croire que l'Etat pourrait dominer, ou à tout le moins contrôler et réguler le capital pour qu'il les serve. Ce faisant, elles entravent particulièrement la construction d'un mouvement révolutionnaire des prolétaires qui sont spontanément sensibles au fétichisme de l'Etat, l'imaginant volontiers comme le possible protecteur qu'ils sont souvent portés à rechercher, comme tous les individus démunis de propriété et de puissance du monde capitaliste. Ils s'imaginent dès lors que ceux qui leur promettent un Etat « républicain » et « citoyen » seront d'honnêtes courtiers exécuteurs de leurs volontés. En votant pour ces étatistes, ils s'évitent les peines, difficultés et aléas d'avoir eux-mêmes à prendre en main la responsabilité de leur propre destin. Ils abdiquent ainsi avant même d'avoir combattu. D'ailleurs, en matière d'étatisme, ils ne sont pas les seuls. C'est plus généralement dans l'ensemble des couches de la population qui dépendent le plus de l'Etat dans leur vie quotidienne que l'idéologie étatiste est la plus influente. Ce sont donc, certes, ceux pour qui les diverses prestations sociales constituent une part importante de leurs revenus, aussi faibles soient-elles en valeur absolue. Mais ce sont aussi les agents de l'Etat, depuis les puissances intellectuelles qui dirigent ses innombrables organes jusqu'aux petits fonctionnaires et assimilés qui ne songent, le plus souvent, qu'à s'abriter sous son aile protectrice, surtout dans ces époques où s'accroît le chômage de masse, et où donc s'accroît la tendance de vouloir vivre de l'Etat (Marx avait déjà remarqué que la population inoccupée «... *cherche à obtenir des emplois publics comme une sorte*

d'aumône respectable et entraîne la création de postes de ce genre »¹²²). Certes, tout cela ne forme qu'un ensemble de groupes très disparates formés de politiciens, de hauts et petits fonctionnaires, de bureaucrates syndicaux, et jusqu'à des membres de « ceux d'en bas » qui dépendent des aumônes de l'Etat. Ce qui les unit, malgré des pouvoirs d'appropriation et des situations matérielles très différentes, c'est qu'ils vivent de l'Etat, cultivent le fétichisme de l'Etat, veulent renforcer l'Etat pour se prémunir et se protéger. Plus il est gros, plus il s'arroge d'impôts, d'activités et de pouvoirs, et mieux ils se portent, ou du moins le croient-ils.

Il faut réaffirmer que chaque fois que l'Etat grossit, chaque fois le travailleur est dépouillé davantage, davantage réduit à un assisté, sinon bien nourri du moins bien tenu en laisse. Chaque fois que l'Etat prétend se charger de « créer du lien social », suivant l'expression à la mode chez les sociologues, c'est que ce lien a disparu dans les rapports concrets entre les individus (et ils ne peuvent le recréer que par la lutte collective, non dans l'aliénation de l'assistantat étatique suppléant la charité religieuse). « *L'existence de l'Etat et l'existence de l'esclavage sont indissociables* »¹²³ disait Marx dès 1844. Il y a tout autant, sinon plus, de raisons aujourd'hui de le dire.

Mais là où l'idéologie étatiste se montre encore plus dangereuse est en ce qu'elle développe un volontarisme politique basé sur le fétichisme de l'Etat le déterminant comme puissance du peuple assurant son bien-être. Or cette idéologie engendre elle-même son renforcement. Car une telle volonté ne peut pas atteindre son but puisqu'elle se trompe absolument tant sur les causes du mal-être, les rapports sociaux capitalistes, que sur le moyen du bien-être, l'Etat. Mais comme selon elle, c'est lui qui peut et qui décide, alors s'il n'obtient pas les résultats attendus, c'est qu'il est mal gouverné, pas assez déterminé à défendre l'intérêt national, en de mauvaises mains. Il faut alors en changer le personnel politique, voire aussi en changer la forme¹²⁴ (par exemple supprimer le Parlement aussi bavard qu'impuissant, la classe politicienne corrompue et prédatrice, renforcer l'autorité administrative et policière de l'Etat, etc.). L'étatisme en tant qu'étant un volontarisme fondé sur une méconnaissance absolue des nécessités (ce qu'est réellement le capital, d'où découle la compréhension des problèmes sociaux dans leurs fondements, ainsi que des conditions existantes et des moyens de les résoudre) ne peut se développer que comme despotisme, grandissant au fur et à mesure des échecs que les étatistes imputent à un Etat encore trop faible, encore mal gouverné. C'est ainsi que l'idéologie étatiste pose les germes du fascisme qui est un étatisme poussé à ses dernières extrémités totalitaires. C'est aussi sous cet aspect qu'il est urgent de combattre l'étatisme dès aujourd'hui.

Certes, les étatistes de gauche font sonner à tout instant leur « drelin-drelin » démocratique, « participatif », « citoyen », métaphore à laquelle Marx ajoutait, toujours à l'intention de leur ancêtre Lassalle, que « *ce n'est pas en accouplant de mille manières le mot peuple au mot Etat qu'on fera avancer le problème d'un saut de puce* »¹²⁵. Tous ceux qui ont l'expérience d'une activité militante, associative ou autre, ont pu constater combien l'Elu, surtout quand il a sans cesse le mot concertation à la bouche, se moquait du Citoyen, confirmant que ce dernier n'est plus rien dès qu'il a déposé son bulletin dans l'urne. Et ceux là vérifient ce trait d'humour de Woody Allen: « *La démocratie c'est cause toujours, la dictature c'est ferme ta gueule* ».

Les étatistes n'envisagent en général pas de réduire le coût monstrueux des hautes sphères de l'Etat, ni le nombre ni le train de vie fastueux des dirigeants, ni les sinécures et les innombrables postes clientélistes et emplois plus ou moins fictifs. Mais tout ceci n'est encore qu'une faible partie du gaspillage étatique. Le plus extraordinaire dans ce domaine, y compris en ce qui concerne les fonctions perçues comme les moins discutables de l'Etat, ses fonctions sociales, est le fameux « effet Camember »¹²⁶. A sa façon, l'Etat du capital est sans cesse engagé dans de nouvelles dépenses pour tenter de corriger les catastrophes qu'il a d'abord puissamment contribué à organiser dans ses efforts anarchiques pour soutenir la valorisation du capital. C'est, par exemple, le cas des milliards qu'il déverse pour sauver les banques des bulles financières qu'il a d'abord lui-même faites gonfler par ses emprunts, et qu'il fait gonfler encore plus en s'endettant ainsi davantage. C'est vrai de ces dépenses de santé et d'hygiène qui résultent pour une bonne part du mode de production fondé sur le saccage des hommes et de la nature qu'il organise. C'est vrai des dépenses de sécurité qui croissent avec la misère physique et morale qu'engendre le système fondé sur

l'exploitation, l'aliénation et la puissance du capital qu'il reproduit. C'est vrai des réponses qu'il apporte aux problèmes du logement prolétaire qui ont engendré des banlieues et des cités tellement invivables qu'il en arrive même parfois à devoir les démolir peu après. Et ainsi de suite dans tous les domaines, et jusque dans les activités internationales de l'Etat, avec notamment, les innombrables guerres qu'il entreprend pour aider le capital qu'il représente. Bref, l'Etat, non seulement doit grossir toujours plus pour tenter de résoudre les problèmes qui remontent jusqu'à lui toujours plus nombreux, mais en essayant de les résoudre, il en crée sans cesse de nouveaux. Boucher un trou en en creusant un autre encore plus grand, telle est en général l'action de l'Etat. Sa croissance n'est que la contrepartie de celle des effets morbides du mode de production capitaliste, non le moyen de leur suppression.

Il apparaît souvent normal aux travailleurs que l'Etat prenne en charge la réparation de dégâts dont ils ne sont pas responsables. Mais ce sont finalement eux qui paient, et deux fois. Une première fois pour engraisser le capital qui les emploie et qui les cause, une deuxième fois pour engraisser l'Etat qui ne résoudra rien et ne leur rétrocédera que quelques miettes de son festin pour les maintenir plus ou moins en vie, aptes au travail. Ils doivent fournir du surtravail pour être exploités, pollués, meurtris, et encore du surtravail pour entretenir le moloch étatique qui, en organisant et finançant cette barbarie, en corrigera seulement, au mieux, ceux des excès qui pourraient sinon détruire tout le système.

D'une façon plus générale, l'Etat est exactement l'inverse que le moyen d'une domination des hommes sur leurs activités et sur leur vie. Dans les rapports sociaux, il est du côté du capital en ce qu'il confirme et accentue la désappropriation de la plupart des individus de leur puissance personnelle et sociale par celui-ci. C'est bien pourquoi Marx avait mis en valeur les premières mesures antibureaucratiques de la Commune de Paris dont il pensait que l'application «... *aurait restitué au corps social toutes les forces alors absorbées par l'Etat parasite qui se nourrit sur la société et en paralyse le mouvement* »¹²⁷.

A vrai dire, il ne suffit pas de changer la forme de l'Etat pour restituer ses pouvoirs au corps social. Des formes réellement démocratiques sont certes pour cela indispensables, mais ne permettent pas, à elles seules, d'assurer la domination des individus sociaux sur leur vie. Elles ne peuvent au mieux que faciliter, accompagner et exprimer cette domination. Car la domination des hommes sur « l'économie » – laquelle est, au fond, non les mouvements de l'argent et des marchandises, mais leurs activités et leurs rapports dans ses activités – passe évidemment par la conquête de leur maîtrise sur les conditions de cette activité. Ce qui implique non seulement l'appropriation des conditions objectives (moyens du travail), mais aussi celle des conditions subjectives: la capacité de maîtriser ces moyens, l'appropriation de ce patrimoine de l'humanité qu'est « l'intellect général », les connaissances accumulées par « le cerveau social » (la science au sens le plus large). Cette condition de l'appropriation de toutes les conditions de leurs activités est aussi condition de la démocratie, du pouvoir des individus sur eux-mêmes et leurs rapports (qui sont la société), condition donc de leur capacité réelle à dessaisir l'Etat de la puissance sociale qu'il a absorbée à leurs dépens en se l'appropriant eux-mêmes. Il est donc vain d'en appeler à une transformation démocratique des formes de l'Etat comme solution aux maux contemporains, sans poser la question de ces conditions d'un authentique pouvoir populaire, qui sont dans la maîtrise concrète par les individus des moyens de leur vie, de leurs rapports, de leur communauté (et la conquête de cette maîtrise est tout l'objet du procès révolutionnaire de transition au communisme). C'est pourtant la marotte favorite des étatistes qui ne cessent d'inventer des formules nouvelles pour, soi-disant, proposer « plus de démocratie », une « démocratie authentique » (mais, en réalité, se propulser au pouvoir et goûter à ses délices). Dans ce domaine, un comble de la phraséologie creuse a été atteint par la formule « démocratie participative ». En ajoutant « participatif » à « pouvoir du peuple », le politicien touche à la perfection du non sens tautologique, et démontre avec la même perfection que la démocratie, qu'il se propose bien sûr d'améliorer par la « participation » (vieille lune bourgeoise s'il en est, dite aussi « de la troisième voie » ni capitaliste, ni communiste, que de vouloir faire « participer » le prolétaire à la reproduction de la société capitaliste!), n'est qu'un pouvoir d'Etat sur la masse des individus.

Bref, il est tout à fait impossible à l'Etat de « restituer au corps social » la puissance dont il le dépossède de par sa nature et ses fonctions mêmes. Ce serait se détruire lui-même, et la société capitaliste avec lui. La dépossession est d'ailleurs fondamentalement dans les activités prolétaires, dans les rapports sociaux dans lesquels ils sont obligés d'agir et de vivre (c'est leur « participation » concrète!). L'Etat étant chargé

d'assurer l'existence et la reproduction de ces rapports, qui le produisent en même temps qu'il les produit, ne peut évidemment pas les abolir.

5.2 L'Etat comme ennemi

Le très jeune Marx de 1842, dans la Prusse monarchique, voyait encore l'Etat démocratique comme un organisme devant se former contre le despotisme. Ainsi, quand il commentait les délibérations du Landtag (Parlement) sur les vols de bois il critiquait que «... *la logique de l'intérêt personnel... transforme l'autorité de l'Etat en servante des propriétaires de forêts... tout (l'Etat n'est plus) qu'un instrument des propriétaires de forêts* »¹²⁸. Mais très vite, il découvrira qu'il ne s'agit pas d'une transformation, que l'Etat ne peut être qu'au service de la propriété, quels que soient les hommes qui le gouvernent, que l'économie est toujours politique. Le premier, il formulera que le prolétariat n'a rien à attendre d'un changement des hommes à la tête de l'Etat, mais qu'il lui faut l'abolir. Dans le fameux aperçu chronologique de la genèse et du développement de l'Etat qu'il donne en 1852 dans le « 18 Brumaire de Louis Bonaparte », il termine ainsi: « *Toutes les révolutions perfectionnèrent cette machine au lieu de la briser. Les partis qui se disputèrent à tour de rôle le pouvoir considéraient la mainmise sur cet énorme édifice d'Etat comme le butin principal du vainqueur* »¹²⁹. L'expérience de la Commune de Paris justifia encore plus entièrement sa position. Dans sa Préface de 1872 au Manifeste du Parti Communiste, il observe que cette expérience pratique inscrite dans le sang des Communards a confirmé que « *la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine d'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte* »¹³⁰. Telle est la grande fracture qui, depuis 1848, distingue toujours aujourd'hui les défenseurs de la société bourgeoise jusqu'à leur aile gauche, des prolétaires instruits par l'histoire et conscients de leurs intérêts.

Certes, l'Etat apparaît aujourd'hui comme un colosse hyperpuissant, une pieuvre gigantesque qui enserre les individus de tous côtés, et tant de besoins, tant d'intérêts, de fonctions, de services dépendent de l'Etat qu'il semble tout à fait impossible qu'on puisse se passer de cette machine et encore moins la briser.

Cependant, à y regarder de plus près, c'est un colosse aux pieds d'argile, une machine à bout de souffle qu'il n'est pas souhaitable, ni même plus possible, de rafistoler.

En élargissant sans cesse le champ de ses fonctions l'Etat apparaît, aux yeux de la société civile qui en a été dessaisie, comme le responsable de tout ou presque, du bon fonctionnement de la société en général comme du bien-être de chacun. Il est d'autant plus en première ligne face aux récriminations et revendications de divers groupes sociaux que les instances intermédiaires médiatrices, par exemple les partis ou les syndicats, ont été étouffées ou intégrées par lui. Le Parlement n'est plus qu'une chambre d'enregistrement. Les syndicats participent pour la plupart à la cogestion de l'Etat, et leurs cadres occupent à ce titre nombre de postes lucratifs dans de multiples organismes étatiques et para-étatiques.

Or avec la crise, l'Etat peut de moins en moins assurer ce que le peuple attend de lui. Le démantèlement des prestations et services sociaux, le désordre économique et social lamenent le consensus républicain. La puissance de l'Etat apparaît plus nettement pour ce qu'elle est: puissance pour le capital, donc pour les capitalistes, puissance coercitive contre le peuple à qui l'Etat impose des conditions de travail et de vie toujours plus dégradées. Et cela en même temps que d'avoir à supporter le poids des dettes monstrueuses qu'il a contractées en prenant à sa charge celles du système financier. Mais malgré la double peine qu'il inflige ainsi aux peuples pour soutenir la valorisation du capital, l'Etat (tous les Etats) se montre incapable d'y parvenir suffisamment pour relancer « la croissance », pour sortir le capitalisme de la récession. Il montre chaque jour davantage son impuissance à juguler la crise et ses effets destructeurs. Bref, la crise est aussi une crise de l'Etat. Sa légitimité est de plus en plus contestée. Elle l'est d'autant plus que son incapacité rend plus intolérable le spectacle de ses dépenses somptuaires, de la corruption qui s'est d'autant plus développée en son sein que l'élargissement du champ de ses interventions est aussi élargissement de ses possibilités. Plus intolérable aussi le fait que ses hautes sphères se soient dotées du droit au secret sur leurs affaires véreuses, du contrôle de la justice, de tribunaux spéciaux, bref, de tout un arsenal pour s'octroyer l'immunité juridique. La crise de l'Etat se manifeste donc aussi comme une crise morale qui déconsidère le personnel politique et la haute administration qui est complice ou muette.

Une telle crise de légitimité de l'Etat devient nécessairement une crise de l'hégémonie de l'Etat. Il est de plus en plus contesté par une masse d'individus de diverses couches sociales. Heureusement pour lui, ils ne forment encore qu'un ensemble disparate de « mécontents » de l'Etat, sans unité autre que ce mécontentement et sans projet autre, pour la plupart, que de vouloir améliorer l'Etat. Beaucoup ne s'en prennent qu'aux politiciens en place, certains clament même « qu'ils s'en aillent tous », mais seulement pour se mettre à la place, ce qui, nous l'avons vu, ne change rien, sinon un capitaliste libéral par un capitaliste étatiste.

La grande ligne de démarcation qui sépare tous ceux qui contestent et prennent pour cible l'Etat actuel, et qu'il faut tracer le plus fermement possible, oppose ceux qui s'imaginent que l'Etat est le moyen de la solution aux méfaits du capitalisme, aux désordres sociaux, à la misère des peuples, aux saccages des biens et de la nature, et ceux qui ont compris que l'Etat, national ou multinational, démocratique ou fasciste, de droite ou de gauche, est un organisateur obligé de ces méfaits et ne peut pas y apporter de solutions. Pas de rapports capitalistes sans Etat, et pas d'Etat sans rapports capitalistes (c'est-à-dire d'appropriation privée fondée sur la division sociale de la propriété des conditions matérielles et intellectuelles de la production).

Comme la crise « économique », cette crise de légitimité et d'hégémonie de l'Etat n'en est encore qu'à ses débuts. Mais comme on vient de le voir, l'Etat est déjà immédiatement la cible des revendications. C'est un processus possible et souhaitable qui se présente, qui permettrait, selon un cours et des délais aujourd'hui imprévisibles, de démanteler l'Etat. Evidemment, comme il est le garant de la reproduction de la société actuelle, sa mise en cause est immédiatement considérée par la bourgeoisie comme le désordre par excellence. S'attaquer à l'Etat est pour elle un crime impardonnable et qu'elle réprimera, comme elle l'a toujours fait, en ne reculant devant aucune forme de violence et de crime: l'histoire en fournit une multitude de preuves aussi horribles qu'indubitables.

Il ne s'agit pas de commencer par la fin: le renversement de l'Etat bourgeois, fin de la première étape stratégique du processus révolutionnaire qui mène à la suppression des classes et à la communauté des individus libres. Le commencement, c'est déjà de reconnaître que nous entrons dans une période historique où telle est cette fin. Pour le moment, l'Etat a encore beaucoup de ressources, tant matérielles qu'idéologiques, et les étatistes ne sont pas les derniers à les lui fournir. Il convient donc que d'abord les prolétaires, après plus de trente années de victoires de la bourgeoisie contre eux, récupèrent progressivement le plus qu'ils peuvent de leurs propres forces au lieu de subir celles de l'Etat. Qu'ils s'organisent dans le refus d'accepter que le fardeau de l'Etat, notamment ses dettes mais aussi son propre poids, ne leur soit mis sur les épaules. Qu'ils profitent des désaccords et contradictions qui ne manqueront pas de se développer en son sein en même temps que l'aggravation de la crise pour affaiblir son hégémonie. On connaît la formule de Lénine: c'est seulement quand le peuple ne veut plus et quand l'Etat ne peut plus qu'une attaque frontale contre lui, pour le renverser, est possible.

Pour reprendre une métaphore de Gramsci, il s'agit aujourd'hui de mener une « guerre de position » et non pas une offensive directe et systématique. Ce n'est pas rester dans sa tranchée, mais grignoter, conquérir des positions, se doter de moyens de propagande et de luttes, s'organiser, construire des alliances. C'est une lutte qui vise à préparer la « guerre de mouvement » et l'offensive frontale contre l'Etat. C'est donc une lutte qui nécessite entre autre de combattre le fétichisme de l'Etat, et donc en particulier les étatistes. Ce qui est certes une tâche complexe tant est ancré dans un pays comme la France, celui de la révolution bourgeoise la plus radicale et la plus étatiste, ce fétichisme de l'Etat.

Ne prenons qu'un exemple de cette complexité française: la sacralisation des « services publics » par nombre de partis et idéologues se présentant comme socialistes ou communistes. Leur démantèlement entrepris à marche forcée a clairement pour but de diminuer les coûts salariaux et pour effet de dégrader la situation des travailleurs, ceux qu'ils emploient comme ceux qui bénéficient de leurs services qu'ils soient actifs, chômeurs ou retraités. Pour autant, face à cette brutale offensive du capital faut-il défendre systématiquement l'étatisation de ces activités comme indispensable ou essentielle à la qualité des services produits?

Comme cela est bien établi par la théorie et par l'expérience, les nationalisations ne sont nullement par elles-mêmes le moyen « d'échapper à la dictature du capital » (ou « des marchés » pour ceux qui ne veulent pas abolir le capital mais seulement le « réguler »), argument pourtant avancé par les étatistes. Les nationalisations en régime capitaliste servent à faciliter la valorisation du capital en général: ces entreprises produisent à moindre taux de profit permettant aux autres d'augmenter les leurs¹³¹; certaines assurent, comme nous l'avons vu, l'entretien et la reproduction de la force de travail nécessaire au capital, aux frais de l'Etat; toutes contribuent à faciliter la paix sociale en étant le moyen d'un compromis politique obtenu par les places offertes aux dirigeants de partis et syndicats influents sur les prolétaires¹³². Bref, il s'agit toujours de réunir les conditions de la valorisation du capital dans une situation donnée de son développement historique et des rapports de force entre classes. Plus généralement, l'étatisation n'est pas une socialisation réelle de l'activité considérée. Au contraire, il s'agit toujours d'une dépossession des individus qui n'ont pas plus de maîtrise sur une activité gérée par Le Fonctionnaire du capital en général qu'est l'Etat qu'ils n'en ont quand elle est gérée par des fonctionnaires de capitaux particuliers (privés). Face « aux services publics », ils ne sont au mieux que des consommateurs (ou des « usagers » selon la terminologie étatiste).

D'ailleurs, s'il fallait étatiser toutes les activités dont les produits sont censés satisfaire les besoins du peuple, alors il faudrait le faire aussi de la boulangerie, de l'agriculture, du bâtiment, des loisirs, et de bien d'autres.

Ainsi lutter « pour la défense des services publics » reste surtout une lutte pour la défense des conditions de travail, des statuts juridiques particuliers de ces organismes. Si une telle lutte est légitime et nécessaire, elle n'en reste pas moins souvent de nature plus ou moins corporatiste, et comme toute lutte bornée au rapport salarial, seulement défensive, incapable d'empêcher à terme le capital d'imposer ses conditions. Or la caractéristique essentielle d'un service public (et toute activité devrait y répondre) est celle de sa qualité: qu'il s'agisse d'une activité voulue par le peuple en réponse à des besoins jugés par lui prioritaires, répondant qualitativement à ces besoins, et utilisant une quantité de travail contrôlée par lui de telle sorte qu'elle corresponde à la moyenne sociale. Il n'est pas possible de développer ici cette conception d'un véritable service public non bureaucratisé, contrôlé par le public, d'un travail, d'une activité véritablement socialisée (communiste). Il suffit, pour en rester au sujet de ce livre, de comprendre que cela ne relève pas d'un statut juridique, que ce n'est pas la défense du statut juridique de l'étatisation qui pourrait permettre de disposer de services publics dignes de ce nom. D'ailleurs, nombreux sont les travailleurs des services publics, comme ceux du secteur privé, qui voudraient que leur travail exprime leurs capacités à satisfaire les besoins des autres, et de pouvoir ainsi se construire dans l'échange réciproque de qualités avec eux. Tous ceux là ne se contentent pas de la défense d'intérêts corporatistes. Ils s'élèvent, ou s'élèveront, à une lutte plus riche sur le contenu même de leur travail relativement aux besoins sociaux, sur les rapports réciproques entre les hommes dans l'échange de leurs travaux. Ils lutteront pour pouvoir satisfaire des besoins qui développent les qualités, compétences, connaissances, habileté des individus, contre tout ce qui les dégrade et les détruit. Ce faisant, ils lutteront contre ce qui dépossède et aliène les hommes: l'Etat, les rapports sociaux capitalistes¹³³. Et, dépassant les corporatismes, ils rejoindront la lutte commune contre l'Etat.

Quand les prolétaires luttent en tant que classe, ce n'est pas pour donner procuration à l'Etat de s'approprier le pouvoir de décider et d'exécuter, sans contrôle permanent. C'est pour décider eux-mêmes et contrôler eux-mêmes l'exécution de leurs décisions. « *Le parti de la subversion devient parti révolutionnaire en faisant surgir un adversaire compact, puissant* » (K. Marx). Cet adversaire, c'est l'Etat, l'organisateur de la reproduction des rapports de classe capitalistes et la bourgeoisie faite classe.

Evidemment, dès que ceci est affirmé, vient la question: n'y a-t-il pas toujours besoin d'une autorité représentant et organisant la société? Par quoi remplacer l'Etat? Question évidemment très légitime, et d'autant plus au vu des expériences révolutionnaires passées qui n'ont jamais pu aller jusqu'à l'abolition des classes et de l'Etat. Il n'y sera cependant pas répondu ici car il y faut un ouvrage particulier¹³⁴. On ne fera que rappeler comment elle se pose afin de confirmer que si le démantèlement de l'Etat actuel est la première grande bataille stratégique du procès révolutionnaire, il n'en est nullement la fin.

La révolution bourgeoise a constitué un important progrès historique en affirmant, contre les idéologies précédentes d'un ordre social naturel et divin, que les individus sont eux-mêmes les organisateurs de leur société, qu'ils peuvent en principe en décider. Mais elle ne l'affirme qu'en droit, dont la réalité est celle de l'individu juridique et abstrait qu'est le citoyen, celle de l'Etat qui n'est que celui du capital et de la bourgeoisie, et du fétichisme de l'Etat. Ce qui est maintenant à réaliser, c'est de remplacer cette association fictive des citoyens que sont l'Etat et la Nation, par leur association réelle, agissant en souveraine quotidiennement.

Il est relativement facile de concevoir, vu l'expérience historique, que renverser l'Etat est la première étape nécessaire, puisque c'est là que s'organise la dictature de la classe dominante, la résistance à tout bouleversement social. Mais si « renverser le pouvoir établi » est une chose, « dissoudre l'ordre ancien » en est une autre. C'est ce que Marx, le premier, va très vite comprendre à travers les expériences révolutionnaires de 1848, puis de 1871, comme à travers ses travaux théoriques. D'ailleurs, on ne peut dissoudre un ordre social sans en créer dans le même mouvement un autre qui le remplace. La révolution politique (l'usage de la force organisée) est donc nécessaire à « l'activité organisatrice » du prolétariat aussi. Laquelle consiste en particulier à ce que lui-même se « dissolve » en s'appropriant ses conditions d'existence et en abolissant ainsi les divisions du travail qui fondent les classes (tandis que la révolution politique bourgeoise ne faisait que confirmer et achever une révolution sociale déjà largement réalisée). La révolution politique prolétarienne n'est pas seulement « le renversement du pouvoir établi » mais un long mouvement dans lequel les prolétaires s'éduquent, se transforment en modifiant les rapports sociaux, acquièrent les moyens de leur liberté et de leur communauté. Ils n'y changent pas que les « circonstances », par exemple le pouvoir d'Etat, mais aussi eux-mêmes, les hommes qui les changent. « *Une transformation massive des hommes s'avère nécessaire... (qui) ne peut s'opérer que par un mouvement pratique, par une révolution; cette révolution n'est donc pas seulement rendue nécessaire parce qu'elle est le seul moyen de renverser la classe dominante, elle l'est également parce que seule une révolution permet à la classe qui renverse l'autre de balayer toute la pourriture du vieux système qui lui colle après et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles* »¹³⁵.

Renverser l'Etat, c'est seulement la première étape nécessaire de la révolution sociale. « *Changer la vie* » exige beaucoup plus, exige de changer les conditions de la production de la vie, « *l'ensemble des activités qui en est le fondement* ». Dans la révolution, le plus important est que le prolétariat apprend à agir lui-même comme puissance et à « *poser son intérêt propre comme l'intérêt universel* »¹³⁶.

Bref, la révolution est un procès dans lequel s'entremêlent les transformations réciproques des hommes et des « circonstances ». Celles-ci ne sont pas seulement l'Etat, mais toutes les bases de la société dont il est à la fois le produit et l'organisateur, c'est-à-dire les rapports sociaux, les divisions sociales par lesquelles le prolétariat est désapproprié des conditions de la production de la vie, non seulement matérielles (les moyens du travail) mais aussi intellectuelles. Donc nécessairement un long procès précise Marx en 1853: « *nous disons aux travailleurs: il vous faudra quinze, vingt, cinquante ans de guerres civiles et de luttes nationales non seulement pour changer les conditions sociales, mais pour vous changer vous-mêmes et vous rendre aptes à l'exercice du pouvoir politique* »¹³⁷.

C'est que Marx a découvert que le capitalisme ne peut pas réunir toutes les conditions d'une socialisation effective des activités humaines, d'une appropriation commune effective des conditions de la vie, d'une extinction de tout comportement de propriétaire privé. Pour qu'il y ait communauté d'individus libres, il faut que les intérêts particuliers soient aussi, concrètement, l'intérêt général, que chacun soit dans la situation de trouver sa richesse dans celle de ses rapports avec les autres, donc que son intérêt soit dans la richesse même des autres en qualités les plus hautes et les plus diverses. Situation dans laquelle l'enrichissement de « l'intellect général » serait alors compris et posé comme l'enrichissement possible de chacun, parce que chacun pourrait s'en approprier la part dont il aurait besoin pour se développer selon son individualité. « *La suppression de la bureaucratie n'est possible que si l'intérêt particulier devient réellement l'intérêt général* »¹³⁸. Ce sont les conditions de cette harmonie entre la richesse individuelle et sociale que Marx a découvertes, latentes, dans l'évolution même du capitalisme, mais que la révolution doit achever de réunir pour la réaliser.

Contrairement à la révolution bourgeoise qui a trouvé réalisées effectivement les conditions de la propriété privée et de sa domination économique, qui n'avait plus qu'à faire sauter « l'enveloppe » politique de la monarchie pour parachever son triomphe, pour réaliser la société bourgeoise avec l'Etat bourgeois, le prolétariat doit, après avoir renversé le pouvoir politique antérieur, achever le procès de dissolution des conditions anciennes dans les rapports de production, construire celles de l'unité des intérêts individuels et sociaux, de l'appropriation par tous des moyens de la production de la vie et de la société. C'est un procès révolutionnaire de continuation de la lutte des classes qui ne peut s'achever que lorsque peut être concrètement supprimée la domination du travail contraint et abrutissant, cette profonde et ultime racine des comportements égoïstes.

Ce qui en résulte néanmoins quant à notre sujet, l'Etat, est qu'il subsiste nécessairement une forme d'Etat pendant toute cette phase de transition, puisqu'il subsiste des divisions sociales du travail notamment entre puissances intellectuelles et individus désappropriés de cette puissance, donc des classes ou si l'on veut, pour le résumer d'une façon générale, des divergences entre intérêts privés et intérêt général. On sait que dès 1852 Marx résume cette idée dans sa lettre à son ami J. Weydemeyer où il écrit que ce n'est pas lui qui a découvert l'existence des classes et de leurs luttes, mais que celles-ci « *conduisent nécessairement à la dictature du prolétariat* ».

Cet Etat de dictature du prolétariat est donc contradictoire. Il est au mieux un point d'appui, un levier de la lutte pour éradiquer les bases matérielles et idéologiques de l'existence des classes. Et il est aussi, contradictoirement, un point de résistance à cette lutte qui, au pire, peut se transformer en point d'appui d'une contre-révolution bourgeoise. Car si les tâches de la révolution prolétarienne consistent à abolir toutes les divisions sociales du travail qui fondent l'appropriation par une classe des conditions de la production, l'Etat fait aussi partie de ces divisions et doit aussi disparaître, ce à quoi il n'est pas nécessairement porté à contribuer de lui-même! On n'en dira pas plus ici¹³⁹.

En effet, le problème immédiat n'est pas de discourir sur les formes de l'Etat de transition futur, ce qui dépendra largement des conditions concrètes que les prochaines révolutions rencontreront. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est de balayer tout ce fatras, tout ce fétichisme à propos de l'Etat qui encombre et obscurcit encore beaucoup trop de consciences prolétaires (et d'autres classes aussi bien entendu, mais c'est alors en général incurable). C'est de combattre radicalement et sans retenue tous ces apologistes de l'Etat qui entretiennent – et on a vu quels y étaient leurs intérêts – les travailleurs dans l'idée qu'ils doivent se borner à revendiquer l'aumône à l'Etat, et qu'ils l'obtiendraient d'autant plus s'ils les portaient au pouvoir (eux, gauche, verts, ou gauche de la gauche), afin d'avoir un « bon » capitalisme où les riches paieraient pour les pauvres par Etat interposé.

Revendiquer à l'Etat peut être utile en certaines circonstances pour « *résister aux empiétements du capital* ». Mais ce n'est qu'une lutte sans fin pour corriger ici ou là quelques uns de ses effets particulièrement désastreux, car jamais elle ne touche aux causes des tares sociales, parmi lesquelles l'Etat est en bonne place. Limiter la lutte à ce type de revendications est, on l'a dit, le fait « *d'un peuple de travailleurs qui, en sollicitant l'Etat de la sorte, manifeste la pleine conscience qu'il n'est ni au pouvoir, ni mûr pour le pouvoir* »¹⁴⁰.

Cependant, quand les prolétaires en appellent à l'Etat pour la satisfaction de leurs besoins, quand ils s'adressent ainsi au représentant de la société, c'est donc aussi qu'ils ne se voient pas comme seulement dépendants d'un patron particulier. Ils se posent comme étant tous dans la même situation face à l'Etat. Il leur reste alors à sortir des revendications partielles, où les corporations les mieux placées, les mieux armées, quémangent la plus forte aumône, pour franchir le pas décisif de comprendre que l'Etat est leur commun ennemi, l'organisateur du capital, le pouvoir social accaparé par une minorité de fonctionnaires du capital, une machine terriblement gourmande qui consomme à leurs dépens une énorme partie de leur travail, et qui de surcroît leur fait la guerre et les envoie faire la guerre à d'autres peuples. Ils franchiront le pas de s'attaquer à l'Etat au lieu de seulement lui demander parce qu'ils seront obligés de constater que réclamer à l'Etat n'aboutit à rien d'autre que renforcer encore plus son pouvoir monstrueux et prédateur sur eux, subventionner et aider toujours plus le capital, et les laisser, eux, dans le plus grand dépouillement. L'Etat deviendra nécessairement la cible qu'ils voudront démolir au fur et à mesure qu'ils

constateront son impuissance grandissante à répondre à leurs besoins, à surmonter les maux, les saccages, les désastres du capital, cela parce qu'il est lui-même le capital en général, le capital collectivisé. Ils le feront parce qu'ils devront constater qu'il leur faut réaliser eux-mêmes ce que l'Etat en dehors d'eux ne peut pas réaliser, quand bien même, par quelque miracle, ses dirigeants le voudraient.

Et cela est justement ce qui tend à se produire actuellement, puisque les difficultés croissantes de la valorisation du capital obligent l'Etat à se montrer plus ouvertement pour ce qu'il est, l'obligent à être beaucoup moins « social » et beaucoup plus répressif. De tous côtés croît la violence « pacifique » mais extrême du chômage tandis que les « acquis sociaux » sont rognés (et le plus dur reste à venir avec la bombe à retardement des retraites, la croissance inéluctable du chômage, etc.), alors que dans le même temps capital et capitalistes sont toujours plus subventionnés par un Etat dont les hautes sphères s'empiffrent également.

Voilà que la « vieille taupe » creuse à nouveau le cours d'une « *révolution consciencieuse* », ce cours par lequel elle isole l'Etat comme la cible à abattre. Car c'est d'abord cette cible que la révolution doit « *poser en face d'elle-même comme unique objectif, afin de concentrer contre lui toutes ses forces de destruction...* »¹⁴¹. En effet, comprendre l'Etat moderne comme l'organisateur essentiel de la société capitaliste et de sa reproduction, c'est exactement le définir comme la première force anti-prolétarienne, anti-communiste, chaque jour, en tous lieux, dans tous les domaines de la vie sociale, à tout moment. Ceci quels que soient les dirigeants de l'Etat, qui ne peuvent être que les exécuteurs de ses fonctions. Et le principal obstacle à ce processus sont les étatistes de tous bords qui prônent un capital étatisé dont ils seraient les maîtres, en défendant l'idée que l'Etat serait, avec eux, l'expression du pouvoir du peuple sur la finance en particulier et le capital en général.

Tom Thomas

Septembre 2011

—

NOTES

A propos des ouvrages de Marx cités dans ce texte. Ils sont notés E.S. pour ceux des Editions Sociales, suivi de K pour Le Capital, I, II, III, IV pour les livres, et 1, 2, 3 pour les tomes. Pour les Grundrisse: Gr. I et II. Pour les éditions Gallimard, collection La Pléiade, ils sont notés Pl. I, II, III, IV.

1 Ce qui ne veut pas dire, précisons le bien, qu'il faut « mettre dans le même sac » tous les étatistes de gauche comme de droite, ni quant à leurs motivations et comportements, ni quant aux moyens qu'ils utilisent pour atteindre leurs objectifs.

2 Selon l'article « Etat » dans l'Encyclopedia Universalis.

3 K. Marx, Critique du droit politique hégélien, E.S., p. 71.

4 Ibidem, p. 71.

5 K. Marx, Le Capital, E.S., III, 3, p. 172.

6 En Angleterre, c'est Henri VIII qui rompt avec la domination papale, Elisabeth I faisant de l'anglicanisme la religion officielle en 1562.

7 Lorsque l'Eglise plongera à son tour complètement dans les délices de l'argent et des plaisirs terrestres, elle perdra beaucoup de son pouvoir idéologique, et suscitera la Réforme, dont on sait le lien avec le capitalisme.

8 Dans les débuts de la féodalité, la terre est encore un fonds commun (l'ager publicus romain) aux serfs

et aux seigneurs. Mais ils y exercent des droits et des devoirs différents (la cultiver ou la défendre). Petit à petit, le seigneur et le clergé réduisent, par une véritable spoliation appuyée sur la force militaire, la part communale et s'attribuent la propriété foncière, en en faisant une marchandise aliénable.

9 K. Marx, *Idéologie Allemande*, E.S., p. 49.

10 Voir J. Donzelot, *L'invention du social*, éd. du Seuil, Essais, p. 141 à 145.

11 Royer Collard, 1982, cité in P. Rosanvallon, « l'Etat en France de 1789 à nos jours », Seuil, Histoire, p. 112.

12 F. Engels, *Origine de la Famille...*, E.S., 1954, p. 157.

13 K. Marx, *Contre A. Ruge*, Pl. III, O. Philosophie, p. 409.

14 « *La société civile embrasse l'ensemble des rapports matériels des individus à l'intérieur d'un stade de développement déterminé des forces productives. Elle embrasse l'ensemble de la vie commerciale et industrielle d'une étape...* » K. Marx, *Idéologie Allemande*, E.S., p. 73.

15 A. Artous, dans Marx, *l'Etat et la Politique*, éd. Syllepse, 1999, rend bien compte de la radicalité de cette différence. Il en arrive à formuler: « *pris au sens strict... l'Etat est une invention du capitalisme* ». C'est la prise en compte de cette différence qui m'a amené, comme indiqué au début de ce chapitre, à réserver l'usage du mot Etat à la société bourgeoise.

16 Ce qui évidemment arrive quand même du fait des liens particuliers que tel ou tel capital entretient avec telle ou telle personnalité haut placée. Mais cela est une « anomalie » critiquée par les défenseurs de l'Etat qui réclament à sa tête de vrais « hommes d'Etat » capables de se placer « au dessus » des intérêts partisans.

17 K. Marx, *Idéologie Allemande*, E.S., p. 74.

18 Ibidem, p. 31.

19 Cf. T. Thomas, *Les Mondialisations*, éd. Contradictions, Bruxelles, 2003.

20 K. Marx, *Le Capital*, E.S., I, 3, p. 193. Souligné par moi.

21 Ibidem, p. 195-196.

22 Ibidem, p. 196-197.

23 Ibidem, p. 198.

24 Les états – noblesse, clergé, tiers état – sont abolis, mais est créé l'Etat!

25 Cf. pour ce passage, J. Donzelot, *L'invention du social*, éd. Seuil, Essais, p. 144-145.

26 Cité dans *Les Echos* 08-09/07/2011.

27 *Le Monde*, 03.04.01.

28 P. Rosanvallon, *l'Etat en France de 1789 à nos jours*, éd. du Seuil, Histoire, p. 169.

29 Le 18 Brumaire, O. Choisis, éd de Moscou, t. 1, p. 454. Engels écrivait lui dans son introduction de 1891 à *La Guerre Civile en France*: « *Louis Bonaparte enleva aux capitalistes leur pouvoir politique sous le prétexte de les protéger, eux les bourgeois, contre les ouvriers, et de protéger à leur tour les ouvriers contre eux* » O. Choisis Marx-Engels, éd. Moscou, t. II, p. 191.

30 Le 18 Brumaire, Pl. IV, Œuvres Politiques I, p. 530-531.

31 Ibidem, p. 532.

32 Ca fait plus d'un an que la Belgique n'a pas de gouvernement de plein exercice sans que cela change grand-chose au fonctionnement de l'Etat! En 2010 et 2011, la croissance y est même supérieure d'environ 2 % à celle de la moyenne européenne!

33 Ibidem, p. 532.

34 François Xavier Merrien, L'Etat Providence, Que-Sais-je? février 2000, p. 14.

35 Ibidem, p. 16.

36 A l'exception, mais temporaire, de quelques uns particulièrement puissants, tels les Schneider au Creusot, Menier à Noisiel, pratiquant un « paternalisme », forme plus ou moins dégradée des coopératives d'Owen en Angleterre, qui les fait s'occuper à leur façon de loger, soigner, éduquer leurs ouvriers.

37 Selon l'expression de P. Rosanvallon dans La nouvelle question sociale, repenser l'Etat Providence, éd. du Seuil, janvier 1995, p. 25.

38 Donc, observons que les lois dites sociales sont tout aussi bien des lois économiques puisque le rapport salarial n'est rien d'autre que le rapport de production capitaliste.

39 A propos « *des motifs principaux du colonialisme du 19ème siècle* », l'historien Hobsbawm écrit: « *Il était généralement admis que l'impérialisme pourrait payer les réformes sociales* » dans les métropoles. Le Monde Diplomatique, août 2001, p. 15.

40 J. Donzelot, op. cité, p. 138.

41 18 Brumaire, Pl. IV, O. Politiques I, p. 531.

42 Henri Lefebvre, De l'Etat, tome 2, p. 428, U.G.E. 10/18, 1976.

43 La Tribune 03.07.09.

44 Tirées de la revue Alternative Economique, n°86, hors série, 4^{ème} trimestre 2010, p. 40-42.

45 Selon R. Castel, Les Métamorphoses de la Question Sociale, éd. Fayard, p. 377, note 2. Et représenteraient, selon Alternative Economique (ibidem p. 41) 38,3 % du revenu des 10 % des ménages les plus pauvres.

46 Voir l'Etat Providence, Que-Sais-je? de F. X. Merrien, P.U.F., 2ème édition, février 2000, qui résume l'historique du développement de l'Etat « Providence ».

47 Sur toute cette question, qu'il est impossible d'argumenter ici en détail, voir K. Marx, Le Capital, E.S., I, 2.

48 K. Marx, Le Capital, E.S., I, 2, p. 193. Mais l'augmentation des besoins (lesquels sont toujours historiquement déterminés) produit une tendance inverse à la hausse du prix de la force de travail.

49 K. Marx, Le Capital, E.S., I, 2, p. 195. Le creusement de cet abîme apparaît aujourd'hui une aberration à nombre d'économistes et autres. Certes, mais encore faudrait-il comprendre avec Marx que c'est de l'essence du capital qu'il s'agit et non d'une simple exagération, immoralité, avidité, qu'on pourrait éliminer sans le faire du rapport capitaliste lui-même.

50 Voir par exemple, T. Thomas, La crise chronique ou le stade sénile du capitalisme, éd. Contradictions,

Bruxelles, 2004.

51 Le Capital, E.S., I, 1, p. 261 et 264, souligné par moi.

52 Phénomène qui a été admis et argumenté par bien des auteurs bourgeois célèbres, tels Keynes ou Polanyi (cf. La Grande Transformation), mais ils en déduisent seulement ce qu'ils constatent: la nécessité de l'étatisation pour « corriger » le marché.

53 Le Capital, E.S., I, 2, p. 165. Ou encore qui lui faisait comparer le capital « à cette hideuse idole païenne qui ne voulait boire le nectar que dans le crâne de ses victimes » (Les résultats éventuels de la domination britannique en Inde, O. Choisis, éd. Moscou, t. 1, p. 519). Cela pour ceux qui présentent frauduleusement Marx comme un admirateur inconditionnel du progrès technique et de l'industrialisation.

54 J. F. Vidal, La lettre de la régulation, in Problèmes Economiques n°2725 (29.08.01), p. 24, éd. Documentation Française.

55 P. Rosanvallon, L'Etat en France, opus cité, p. 185.

56 P. Rosanvallon, La nouvelle Question Sociale, opus cité p. 51.

57 Dans Enjeux- Les Echos, novembre 1993, p. 98.

58 Ce sujet a été abordé dans mes ouvrages déjà signalés sur la crise.

59 Le Capital, E.S., I, 3, p. 178.

60 Idem, p. 180.

61 Le Capital, E.S., I, 1, p. 265. Et aussi « A l'état d'embryon, le capital ne peut pas se soumettre le travail par la puissance seule des conditions économiques, mais avec l'aide des pouvoirs publics ». Mais à l'état plus développé, il ne se le soumet qu'en détruisant les travailleurs, la nature, et la société, ce qui exige l'intervention encore plus systématique et généralisée des pouvoirs publics.

62 Hannah Arendt, Qu'est-ce que la politique? éd. Point-Seuil, p. 118.

63 Répétons ici que cette séparation entre le pôle du travail et celui du capital n'est qu'une commodité d'exposition, puisque c'est le rapport entre les deux qui est le capital. Qu'elles portent sur l'un ou sur l'autre, les aides de l'Etat sont nécessairement aides à la reproduction de ce rapport.

64 Cf. L'hégémonie du capital financier et sa critique, T. Thomas, éd. Albatroz, Paris, 1999.

65 Epoque du capitalisme sénile. Cf. T. Thomas, La crise chronique ou le stade sénile du capitalisme, éd. Contradictions, Bruxelles, 2004.

66 Ce point a été développé dans La crise. Laquelle? Et après? chapitres 2 et 3, éd. Contradictions, 2009, et La crise chronique..., op. cité, chapitre 3.

67 Rappelons que capital fictif veut dire investissement qui ne produit pas de plus-value.

68 Cf. T. Thomas, Démanteler le capital ou être broyés, éditions Page Deux, Lausanne, 2011.

69 Alternative Economique, n° 286, décembre 2009.

70 Favilla, Les Echos, 23.05.11.

71 Tocqueville, L'Ancien Régime et la Révolution, Gallimard, 1967, p. 66.

72 Cf. T. Thomas, Les Mondialisations, éd. Contradictions, Bruxelles 2003.

73 Préface au Capital, Pl., O. Economie, I, p. 550.

74 Cet aspect du fonctionnement du capital comme capital en général lui est inhérent. On le trouve par exemple dans la péréquation des taux de profit et la constitution d'un taux de profit moyen.

75 Bernard Manin, Principes du gouvernement représentatif, éd. Champs Flammarion, 1996, p. 170. Sur cette question et sur l'évolution des formes électorales depuis Athènes jusqu'à nos jours, cet ouvrage fournit une documentation qui permet d'éclairer l'argumentation trop brève énoncée ici.

76 Cité par P. Rosanvallon dans La Démocratie Inachevée, Gallimard NRF, p. 14.

77 Cf. Manin, opus cité, chapitre 1.

78 Cf. Manin, opus cité, p. 131-132.

79 Plus exactement de telle ou telle fraction de propriétaires suivant les régimes (par exemple, propriétaires fonciers sous Charles X, financiers sous Louis Philippe), mais nous ne rentrerons pas ici dans ces détails.

80 Rappel de cet épisode grotesque de Mitterrand se faisant limer les dents pour être élu.

81 « *Selon une annexe peu connue du projet de loi de finance 2011, la France compte pas moins de 697 commissions de ce genre* », la plupart sont purement folkloriques et inutiles, mais ont néanmoins des budgets conséquents (cf. Courrier International n° 1078, 06.07.2011).

82 P. Breton, Le Monde, 14/02/01.

83 J. M. Vincent, La Crise de l'Etat, P.U.F., p. 91.

84 Totalitarisme est certes un concept flou du fait qu'il est souvent utilisé pour désigner des situations concrètes fort diverses. Il n'est employé ici que pour désigner un Etat qui tend à s'occuper de tout, au détriment d'individus vidés par lui de toute autonomie, de tout pouvoir sur les conditions de leurs vies sociales, sauf à se révolter contre cet Etat. En ce sens, le fascisme n'est qu'une forme particulière et extrême de totalitarisme étatique. Mais celui-ci peut être aussi plus ou moins pacifique, dépossession généralisée plus ou moins acceptée.

85 Observons que la bureaucratie se développe partout, dans les grandes entreprises, les partis et syndicats, etc.

86 K. Marx, Critique du Droit Politique hégélien, Pl. III, O. Philosophie, p. 921-922 (E.S., p. 91-92).

87 F. Engels, La Question du Logement, éd. Aurora, Bruxelles, p. 26.

88 « *Bonaparte voudrait apparaître comme le bienfaiteur patriarcal de toutes les classes... Il voudrait voler toute la France, pour pouvoir en faire cadeau à la France, ou plutôt pour pouvoir la racheter ensuite...* » K. Marx, Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, Pl. IV, O. Politiques 1, p. 542.

89 Ibidem p. 477.

90 Parole des talents, Mathieu 25, 14 à 30.

91 Des individus qui paraissent vidés de leur substance et dépourvus de toute volonté, selon le dictionnaire Robert.

92 Il s'agit de la tendance générale concernant la masse. Il existe bien sûr des emplois prolétaires exigeant une certaine qualification à titre individuel.

93 Ce phénomène de dépossession généralisée peut se résumer par la formule de Marx de « subsumption réelle » du prolétaire au capital.

94 Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, op. cité p. 531.

95 J. J. Rousseau, Du Contrat Social, Livre III, chap. 12.

96 A. de Tocqueville, Textes essentiels, Pocket Havas Poche, 2000, p. 166.

97 Il faut que tout change pour que rien ne change selon la formule de G. Tomasi di Lampedusa dans son roman, Le Guépard.

98 Comme si l'homme menait une double vie dit Marx, « *dans la communauté politique où il s'affirme comme un être communautaire... dans la société civile où il agit en homme privé, considère les autres comme des moyens* » La question juive, Pl. III, O. Philosophie, p. 356.

99 W. Pareto, La transformation de la démocratie, 1921, cité in P. Rosanvallon, La démocratie inachevée, Gallimard, p. 379, note 1.

100 M. Weber, lettre citée in ibidem, note 2.

101 Marx écrivait déjà: « *L'Etat des bourgeois n'est rien de plus qu'une assurance mutuelle de la classe bourgeoise contre ses membres individuels ainsi que contre la classe exploitée* » La socialisation de l'impôt, Neue Rheinische Zeitung, avril 1850. Pl. IV, Œuvres Politiques 1, p. 1078.

102 A. de Tocqueville, opus cité, p. 164-165.

103 Nous ne ferons pas dans cet ouvrage l'analyse de la forme fasciste de l'Etat, cela ayant fait l'objet d'un travail spécifique (qui sera repris et actualisé). Voir Les racines du fascisme, T. Thomas, éd. Albatroz.

104 K. Marx, Critique du droit politique hégélien, E.S. p. 159.

105 Formule aussi abstraite que creuse en titre du livre-programme du Front de Gauche, 2011.

106 J'ai argumenté cette affirmation dans mes quatre ouvrages sur la crise, cités en fin de cet ouvrage.

107 Ibidem.

108 Un exemple significatif de l'impuissance de telles réglementations étatiques sont les traités qui avaient solennellement prétendu limiter l'endettement des Etats de la zone euro et qui ont explosé devant les nécessités de la reproduction du capital.

109 La troisième (cf. T Thomas, Les Mondialisations, éd. Contradictions, Bruxelles, 2003), les deux premières ayant eu l'effet inverse.

110 « *Quand on dit: les intérêts du capital et les intérêts des ouvriers sont les mêmes, cela signifie seulement que le capital et le travail salarié sont deux aspects d'un seul et même rapport... Tant que l'ouvrier salarié est ouvrier salarié, son sort dépend du capital. Telle est la communauté d'intérêts tant vantée de l'ouvrier et du capitaliste* » (K. Marx, Travail salarié et capital, O. Choisis, t. 1, éd. Du Progrès, p. 170). D'où la sensibilité de nombreux prolétaires à la défense du capital « national » (produire français, etc.) tant qu'ils ne se voient que comme éternels salariés.

111 Mais elles ont toutes en commun d'être ancrées dans les couches sociales les plus immédiatement et durement menacées par la crise: petits et moyens capitalistes faillis ou guettés par la faillite, petits et moyens bourgeois déclassés ou menacés de déclasserment, petits fonctionnaires qui ne veulent pas voir maigrir leur bureaucratie et ses petits avantages, prolétaires les plus déqualifiés, chômeurs sans espoirs ou menacés de l'être.

112 Ces phénomènes conjoints forment ce que les économistes appellent un état de « stagflation »: hausse des prix plus stagnation de la croissance.

113 Mme Lagarde, alors ministre de l'économie, a déclaré en janvier 2009: « *le protectionnisme est un mal nécessaire* », ajoutant: le temps de « *mettre dans la bonne direction nos économies un peu (gros euphémisme) sinistrées* ». Ce temps risque d'être très long!

114 « *A la vérité, l'impuissance est la loi naturelle de l'Administration* » K. Marx, Pl., Œuvres III, Philosophie, p. 408.

115 Pl. Œuvres Economie 1, p. 156.

116 Sans compter qu'une telle mesure entraînerait la fuite des capitaux, la nécessité du contrôle des changes et du protectionnisme, l'exacerbation du nationalisme, et au bout du compte la ruine économique: encore une fois, on ne peut faire fonctionner le capitalisme, même nationalisé, sans se soumettre aux lois de la reproduction du capital.

117 Une étude du syndicat italien U.I.L. citée dans Les Echos (21.07.11) sur le coût de la classe politique italienne pour la société indique entre autre: salaire moyen du parlementaire à 11 704 euros par mois, 500 000 véhicules de fonction avec chauffeur, trains, avions, hôtels gratuits, et bien d'autres avantages en nature plus ou moins connus (sans parler des pots de vin, marchés truqués, et autres corruptions). L'U.I.L. aboutit ainsi à un coût de 24,7 milliards d'euros par an. Soit, pas loin de 100 milliards d'euros sur 4 ans, alors même que ces politiciens décident d'un nouveau plan de rigueur pour le peuple de 80 milliards sur 4 ans! En France, c'est du même ordre, voire pire.

118 K. Marx, Critique du programme de Gotha, section 3, E.S. 1966, p. 41.

119 Ibidem, p. 47. Il y a une grande parenté dans les positions de la social-démocratie lassalienne que critique vertement Marx dans cet ouvrage, et celles de partis tels le PCF-Front de Gauche en France aujourd'hui.

120 Les Echos, 08-09/07/11. On peut d'ailleurs observer qu'avec l'extension du domaine des interventions de l'Etat au cours de l'histoire du capitalisme, les libéraux d'aujourd'hui sont beaucoup plus étatistes que ceux d'autrefois qui réclamaient un Etat réduit à ses fonctions régaliennes (armée, justice, police, monnaie, fiscalité, grosses infrastructures).

121 K. Marx, Contre A. Ruge, Pl. III, O. Philosophie, p. 408.

122 K. Marx, 18 Brumaire, Pl. O. Politiques 1, p. 537.

123 K. Marx, Contre Arnold Ruge, Pl. III, O. Philosophie, p. 409.

124 « *Même les politiciens radicaux et révolutionnaires cherchent la cause du mal non dans la nature de l'Etat, mais dans une forme spécifique de l'Etat qu'ils veulent remplacer par une autre forme d'Etat* » K. Marx, ibidem p. 408, souligné par lui.

125 K. Marx, Critique du programme de Gotha, op. cité p. 43-44.

126 Du nom du célèbre sapeur qui creusait un nouveau trou pour y mettre la terre d'un précédent qu'il était chargé de faire disparaître de la cour de la caserne.

127 La guerre civile en France, K. Marx, F. Engels, O. Choiesies, éditions de Moscou, t. 2, p. 235.

128 Pl. IV, Œuvres Politiques 1, p. 259.

129 Pl. IV, O. Politique I, p. 531.

130 Brochure édition de Pékin, p. 2.

131 Dans la terminologie de Marx, on dira plus précisément que les entreprises et grosses infrastructures mobilisant un important capital fixe sont ainsi sorties de la péréquation des taux de profit au bénéfice des autres.

132 Par exemple à la Libération où le PCF fit désarmer la Résistance et aida à briser un fort mouvement gréviste en échange de places lucratives dans l'Etat, dans les entreprises nationalisées, dans les organismes de la Sécurité Sociale, etc.

133 Voir T. Thomas, Propriété et Possession, Aliénation et Liberté, selon K. Marx, éd. Contradictions, 2006.

134 Lequel sera publié ultérieurement. Voir pour de premiers éléments de réponse T. Thomas, K. Marx et la transition au communisme, éd. Albatroz, 2000.

135 K. Marx, Idéologie Allemande, E.S., 1976, p. 37. Ici, dans ce processus, s'esquisse la réponse à la question: comment des individus aussi individualistes, asociaux, aliénés que ceux d'aujourd'hui peuvent créer une société communiste? Réponse: ce ne seront pas les mêmes, ils se seront transformés dans le cours même de leurs luttes et par elles.

136 Ibidem, p. 39 et 31.

137 Révélations sur le procès des communistes à Cologne, Pl. IV, O. Politique I, p. 587.

138 K. Marx, Critique de la philosophie politique de Hegel, Pl. III, O. Philosophie, p. 923.

139 Cf. note 134.

140 K. Marx, Critique du programme de Gotha, op. cité p. 41.

141 K. Marx, Le 18 Brumaire de L. Bonaparte, op. cité, p. 530.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

CHAPITRE 1. NAISSANCE ET ESSENCE DE L'ETAT

CHAPITRE 2. VERS L'ETAT MODERNE

2.1 L'Etat accoucheur du capital

2.2 Etatisme croissant

CHAPITRE 3. L'ETAT CONTEMPORAIN

3.1 L'Etat et l'aide sociale

3.2 Etat et capital

3.3 Etat et démocratie

3.4 Tendance de l'Etat contemporain au totalitarisme

CHAPITRE 4. LE FETICHISME DE L'ETAT

4.1 Bases idéologiques du fétichisme

4.2 Bases matérielles du fétichisme

4.3 Puissance et impuissance de l'Etat

4.3.1 Réglementer et soumettre le capital financier

4.3.2 Le protectionnisme

4.3.3 Partager les richesses, relancer la production par la consommation

CHAPITRE 5. COMBATTRE L'ETATISME

5.1 Etatisme ou libéralisme, c'est toujours le capitalisme

5.2 L'Etat comme ennemi

—